

DOCTRINE D'EMPLOI >
Proximité, priorité territoriale

TECHNIQUE >
Canal Seine Nord : travaux et enjeux

COHÉSION DES TERRITOIRES >
Disparités et dynamiques territoriales



REVUE

de la gendarmerie nationale

REVUE TRIMESTRIELLE / NOVEMBRE 2017 / N° 259 / PRIX 6 EUROS

La proximité
territoriale





© Sergey Nivens-Fotolia

L'ASCENSEUR SOCIAL

On ne peut susciter un engagement transcendant sans qu'aucune personne n'y trouve quelque estime de soi, une reconnaissance sociale, un champ de créativité et la perception d'un épanouissement.

La gendarmerie nationale a intégré cette problématique et s'efforce d'offrir des perspectives inégalées à ses personnels et d'accompagner le mérite. Cela permet à des hommes et des femmes d'exprimer leur talent au gré des révolutions technologiques, de l'évolution du droit ou des aléas économiques et de bénéficier en retour d'un accès à une reconnaissance sociale et personnelle..

**RETROUVEZ
EN PAGE 25
UN ASPECT
PEU CONNU
DE LA
PROXIMITÉ
TERRITORIALE**



© Gendarmerie nationale

Les matières de police sont des choses de chaque instant

Montesquieu, De l'esprit des lois, 1748

Les transformations du tissu social, issues du brassage des populations et de la mobilité liée aux marchés du travail ou des loisirs, dictent de nouvelles habitudes de vie et des rapports humains différenciés au sein du territoire. L'hyperconnexion des usagers modifie le rapport à l'autre, dans un contexte où l'évènementiel prévaut, qui privilégie un accès permanent et direct à l'information. La définition de la proximité territoriale évolue en conséquence et reflète les nouvelles mœurs d'une population normée par l'urbanité, connectée et très diversifiée. En effet, si la problématique des zones très rurales s'inscrit dans une logique d'égalité des territoires, les populations qui y vivent rejoignent dans leurs préoccupations et leurs besoins celles de la suburbanité en matière de sécurité, d'accès aux services publics et à une information fiable.

La gendarmerie nationale revisite en conséquence sa stratégie de proximité. Sans renier sa consubstantialité aux territoires, elle invente de nouveaux procédés de contact et elle intègre une proximité numérique qui correspond aux usages de classes sociales qui montrent des intérêts variés et déclinés par le truchement des nouveaux médias. L'enjeu des structures de formation de la gendarmerie nationale est de pérenniser son savoir-faire en matière de police de proximité et de favoriser lors des premiers pas dans le métier ou à l'occasion de la formation continue une aptitude à épouser de nouvelles formes de proximité territoriale, différenciées selon les groupes humains et les bassins de vie, mais qui placent la personne au centre des préoccupations.

COL(ER) Philippe Durand,
rédacteur en chef



DOCTRINE D'EMPLOI

La proximité, première priorité stratégique de la gendarmerie..... 6

Cabinet du directeur général de la gendarmerie nationale

L'adaptation du maillage de la gendarmerie..... 12

par Thierry Crampé

Proximité territoriale et numérique..... 18

par Michaël Fumery



DOSSIER

La proximité territoriale..... 24



TECHNIQUE : MER ET VOIES D'EAU

Le canal Seine Nord : travaux et enjeux de la sécurité des mobilités..... 80

par Nicolas Künkel



COHÉSION DES TERRITOIRES

Les disparités et dynamiques territoriales en France..... 88

par Benoît de la Passe

Une banque 100 % humaine 100 % digitale..... 97

par Béatrice Cussac de Verteuil

RTE, un partenaire des territoires..... 103

par Henri-Louis EECKMAN

DOSSIER

La proximité territoriale

La proximité vue par la région de gendarmerie 25

par Philippe Reul

Proximité et contact pour une police de sécurité quotidienne 31

par Jean-Marc Jaffré

La Brigade de contact, une expérimentation fondatrice 37

par Jude Vinot

Le CTP : cheville ouvrière de la prévention de la délinquance 43

par Eddy Benesteau

Les drones en gendarmerie : la maîtrise d'une nouvelle capacité dans le domaine de la troisième dimension 49

par Laurent Le Goff

Former au renseignement 55

par Frédéric Delmaître

Réseaux sociaux gendarmerie et proximité numérique 63

par Nicolas Garrier

Gendarmerie maritime et proximité territoriale 67

par Christophe Boyer

Relever le défi des migrations vers le littoral 73

par Philippe Musset



POUR UNE PROXIMITÉ DÉCLINÉE AU RYTHME DE LA MODERNITÉ

Le maillage territorial de la gendarmerie nationale constitue un modèle inégalé de couverture générale de proximité. Celle-ci constitue l'essence du service mais son exécution requiert un art du contact. En effet, les évolutions sociétales obligent à repenser sans cesse les modalités d'un partenariat fructueux avec la population, ses élus et les acteurs du territoire. Pour concilier un maintien de ce contact et l'obligation d'épouser les évolutions technologiques qui façonnent les modes de vie des citoyens, la gendarmerie élabore un nouveau corpus de dispositifs de proximité et de contact qui repose sur le pari de l'intelligence locale et l'expression d'une liberté de conception et d'action. Elle déploie également les nouveaux termes d'une proximité numérique demandée par une population connectée et interactive au sein des réseaux sociaux.

L'expérimentation des Brigades territoriales de contact (BTC) et le concept de brigade numérique répondent à cette impérative vocation opérationnelle. Il faut également compter sur le formidable réseau des réservistes opérationnels et citoyens de la gendarmerie nationale qui dispose de compétences qui ne demandent qu'à être intégrées dans le développement des nouvelles modalités de la proximité territoriale.

La proximité, première

priorité stratégique de la gendarmerie

Par le cabinet du directeur général de la gendarmerie nationale

S

« Sans contact avec la population, c'est-à-dire sans échanges, sans discussions, sans rencontres, sans disponibilité et intérêt porté aux habitants des territoires dont les gendarmes ont la responsabilité, rien de ce qui fait le sel, la grandeur et la réussite du métier de gendarme ne serait possible. Cette proximité est le socle sur lequel tout se construit. Le contact est une obligation dans l'exécution du service. C'est la première des priorités stratégiques de la gendarmerie pour les années à venir. (...) La raison en est simple. On protège mieux une population que l'on connaît. On sert mieux une population qui nous connaît. C'est le sens même de notre engagement. Celui-ci ne peut être lointain et désincarné : les gendarmes ont choisi ce métier pour être au contact et en contact avec la population, avec toute la population. »

Cette déclaration du général d'armée Richard Lizurey, directeur général de la gendarmerie nationale, adressée à tous

(1) Le blog du directeur général, <http://blogdudg.gendarmerie.fr/>, 4 octobre 2017, consultable sur intranet et sur gendcom.

les gendarmes¹, traduit la priorité absolue accordée à cet état d'esprit et ce comportement attendus de tous, sans exception, au sein de l'institution.

Un corpus de dispositifs adapté aux évolutions sociétales

La proximité est et restera l'ADN du gendarme, de même que le contact est le mode d'action privilégié de la gendarmerie depuis sa création. À cet égard, l'action de la gendarmerie s'inscrit naturellement dans la « *sécurité du quotidien* » souhaitée par le président de la République et le ministre de l'Intérieur. Son maillage et ses brigades constituent un modèle inégalé de proximité. Notre institution se trouve à



© Sipa-gendarmerie

Proximité de contact et proximité numérique participent au même art du métier de la sécurité.

la pointe pour contribuer à l'élaboration et à la mise en œuvre de cette politique.

Elle l'est d'autant plus qu'un nouveau corpus de dispositifs de proximité et de contact est en cours d'élaboration par la gendarmerie nationale. Parce que les modes de vie changent, parce que les temps de présence des habitants sur leur territoire évoluent, parce que la sécurité des mobilités est un pilier de la sécurité de demain, parce que des attentes, des dérives mais aussi des opportunités nouvelles

apparaissent au rythme des mutations numériques, l'enjeu pour l'institution est de repenser ses procédures et ses modes de présence auprès de la population. Considérant que le délitement constaté du lien social est source de dangers et de perte de légitimité pour les acteurs de la sécurité publique, le renforcement de la proximité constitue une réponse afin de renforcer ou de recréer ce lien, d'anticiper et de prévenir les conséquences de son affaiblissement.

Ce travail a commencé et a produit ses premiers effets, notamment au travers de l'expérimentation des brigades territoriales de contact (BTC) menée depuis le début de l'année 2017. Ce dispositif, qui concerne 30 brigades sur le territoire national a démontré tout son intérêt – la sécurité et le lien social se nourrissant l'un l'autre. Pour autant, la généralisation attendue et progressive de ce dispositif ne sera ni un absolu, ni ne constituera l'alpha et l'oméga de la réflexion. En aucun cas la BTC ne pourra tenir lieu de réponse unique. La réinterrogation des méthodes doit porter sur tout le spectre d'action de l'institution et sur l'ensemble du territoire.

Par définition, en matière de proximité et de contact, l'intelligence est locale. Toutes les unités disposeront de leur liberté de conception et d'action. À ce titre, chaque proposition jugée opportune sur le terrain pourra être expérimentée. Il y a bien des propositions à imaginer et tout gendarme, de toute unité, de tout échelon, en détient localement les clés.

Cinq orientations pour asseoir une stratégie de la proximité

Pour encourager cette dynamique, cinq changements ont été décidés et initiés.

1) Partout, la mission de surveillance générale doit être placée au centre du dispositif opérationnel. Les patrouilles de surveillance générale doivent devenir le pivot de la construction et de l'organisa-

tion du service. Cela nécessite de changer nos habitudes de travail afin de regagner le temps et la disponibilité nécessaires, tout en libérant l'initiative locale. « *N'ayons pas peur de faire primer cette mission en*

(2) Même référence

refusant l'indû, en différant le secondaire² »,

a ajouté le général d'armée Lizurey dans son adresse à tous les gendarmes. Par ailleurs, cette feuille de route délivrée par le DGGN ne souffre d'aucune ambiguïté : aucun territoire ne doit être laissé à l'écart de cette démarche. Elle concerne toutes les unités, en ville, en montagne, sur le littoral et dans les campagnes, en police administrative comme en police judiciaire.

2) La transition numérique à l'œuvre au sein de l'institution permettra également aux gendarmes de libérer du temps pour les objectifs de la fonction contact.

Actuellement, une centaine de tablettes

(3) NEOGend est un programme de dotation des unités opérationnelles en smartphones et tablettes sécurisées, offrant de nombreuses fonctionnalités, telles que la lecture et le contrôle automatisés des passeports et cartes nationales d'identité, l'accès direct aux bases administratives et judiciaires, ou encore la rédaction de procédures.

NeoGend³ sont attribuées chaque semaine dans chaque département. Ce rythme de distribution permettra à la fin de l'année 2017 que chaque gendarme départemental, jusqu'à l'échelon compagnie inclus, soit équipé. C'est du temps de bureau en moins et du temps de terrain en plus.

En outre, cette accélération technologique se double d'un objectif, devenu majeur, de « *proximité*

sur le territoire numérique ». À cette fin, chaque brigade comptera à terme un gendarme Ntech ou CNtech (correspondant nouvelles technologies) afin de traiter au plus près la cyberdélinquance et le versant numérique des enquêtes judiciaires.

3) Il est décisif d'accroître avec les élus des territoires la régularité des échanges et des rencontres. Pour le permettre, chacun d'entre eux, du maire au parlementaire, disposera avant la fin de l'année 2018 d'un contact direct avec un militaire clairement identifié et connu au sein des compagnies et des brigades. De même, à l'initiative des commandants de compagnie, un rassemblement conviant l'ensemble de ces élus sera désormais organisé semestriellement afin de présenter et d'expliciter le travail des gendarmes locaux et d'échanger autour des enjeux à venir de sécurité des territoires. C'est un légitime respect de la démocratie locale et une garantie d'efficacité de notre travail de contact et de proximité.

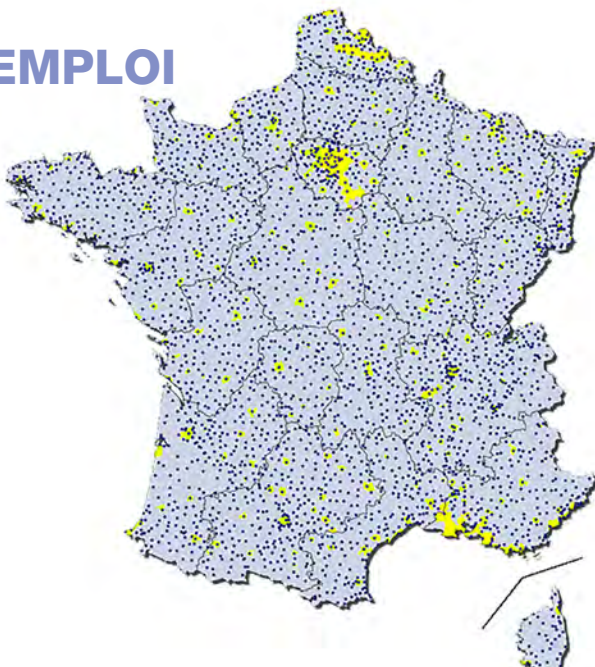
4) La formation de nos gendarmes sera adaptée à l'objectif. La fonction contact étant une thématique transverse, le gendarme doit être imprégné de cette exigence aussi bien dans son comportement et dans ses réflexes professionnels que dans son état d'esprit. C'est la raison pour laquelle les écoles de gendarmerie accorderont désormais

une place accrue à la sensibilisation au contact. Lors de la formation initiale, la scolarité intégrera de façon significative cette dimension. De la même façon, que ce soit dans le cadre du Stage national de formation à l'encadrement opérationnel (SNFEO) ou dans le cadre du stage de formation continue que les gendarmes des brigades territoriales suivront désormais tous les cinq ans au Centre national de formation à la sécurité publique (CNFSP) de Dijon, l'exercice du contact aura une dimension prioritaire et stratégique.

5) Enfin, les réservistes de la gendarmerie nationale contribueront utilement au travail de proximité et de contact. Pour cela, le recours à la réserve opérationnelle doit donner lieu à l'élaboration d'une cartographie précise des compétences mobilisables afin d'en tirer le meilleur parti. Dans le même esprit, la réserve citoyenne doit être, elle aussi, davantage et mieux utilisée. La mobilisation de ce réseau d'experts est un complément pertinent, permettant d'atteindre et de rencontrer de nouvelles composantes de la population.

La liste de ces premières impulsions n'est pas exhaustive. Elles n'épuisent pas l'ordre du jour de la réflexion opérationnelle actuellement menée. Être en contact avec la population, avec toute la population, est la priorité assignée à l'ins-

titution tout entière. C'est un rendez-vous attendu et sollicité par nos concitoyens. C'est un rendez-vous auquel la gendarmerie, fidèle à son histoire, à ses principes et ses valeurs, ne se dérobera pas.



UN MAILLAGE ADAPTÉ AUX NOUVELLES FORMES DE PROXIMITÉ

Le maillage territorial doit prendre en compte la réalité administrative et sociale du territoire tout en favorisant une relation de proximité avec les usagers. Outil de l'instauration d'une confiance entre le citoyen et la gendarmerie, il doit s'adapter à la nécessité de concentrer les efforts sur les points de vulnérabilité du territoire, pour répondre efficacement aux nouveaux enjeux de sécurité et aux légitimes attentes de la population, sans renier un droit inaliénable à la sécurité de zones de moindre pression. C'est sur ce constat qu'est lancé un vaste chantier de réflexions puis d'expérimentations afin de promouvoir de nouvelles formes de proximité. Elles recouvrent une densification des contacts, une adaptation des modes d'action aux terroirs, le développement des mécanismes de prévention et l'émergence d'outils numériques adaptés aux nouvelles technologies. Cela facilitera une interaction entre les gendarmes et les usagers par un contact personnalisé et adapté aux besoins des requérants. L'instauration des dispositifs d'appui interdépartementaux, l'expérimentation des brigades territoriales de contact, la création de la brigade numérique et le déploiement de l'application Neogend témoignent de l'engagement de l'institution pour une sécurité ancrée dans la proximité territoriale.

L'adaptation du maillage territorial de la gendarmerie

Par **Thierry Crampé**

L

La gendarmerie est une force de sécurité dont l'ancrage territorial, garanti par son réseau de brigades territoriales, constitue l'un des principaux atouts. Outil de sécurité du temps de paix, réversible en temps de crise, ce maillage s'est progressivement structuré afin de répondre efficacement aux nouveaux enjeux de sécurité et aux légitimes attentes de la population.



THIÉRRY CRAMPÉ

Lieutenant-colonel,
chef du bureau
de l'organisation.
Sous-direction de
l'organisation et des
effectifs (SDOE)

Les principes fondateurs de ce dispositif, certes anciens mais solides, ont permis de nouer au fil du temps une proximité territoriale. Ces dernières années, les évolutions démographiques et les défis posés par une délinquance polymorphe et en perpétuelle

mutation ont toutefois conduit à d'importantes modifications territoriales afin de concentrer les efforts de présence et d'intervention dans les espaces décisifs de la zone de compétence de la gendarmerie, sans délaisser aucun territoire (§1).

Pourtant, ces nécessaires transformations ont parfois pu donner le sentiment de fragiliser la cohérence d'ensemble au moment où la menace terroriste faisait croître les besoins et les attentes de sécurité. Face à ce paradoxe apparent entre, d'un côté la spécificité de la gendarmerie incarnée par son maillage territorial et, de l'autre l'indispensable concentration des efforts, la gendarmerie a ouvert un vaste chantier consistant à définir de nouvelles formes de proximité. Un chantier qui, visant l'efficacité, devrait poursuivre la transformation institutionnelle et les réformes d'organisation (§2).

Le maillage territorial : un legs historique en perpétuelle évolution

L'édit royal du 9 mars 1720 structure durablement l'institution, en assurant le maillage territorial par l'implantation des brigades de cinq hommes, effectuant des « tournées » quotidiennes dans leur circonscription, regroupées en compagnies soldées par l'État. Ces brigades avaient la charge d'assurer la surveillance des routes (environ 10 km) de part et d'autre de leur siège, qui comprenait lui-même plusieurs paroisses rurales.

Cette organisation générale fixée par l'édit, est calquée sur l'organisation administrative des généralités (au nombre de 30 sous l'ancien régime) avec pour chacune une compagnie de maréchaussée commandée par un prévôt général. L'organisation et le fonctionnement internes font ensuite l'objet de l'« ordonnance du roi concernant la subordination et la discipline des Maréchaussées », du 16 mars 1720. C'est ce texte qui constitue la base de la gendarmerie d'aujourd'hui et dont dérive ce que l'on a appelé ultérieurement le caractère militaire de la gendarmerie. Par la suite, l'ordonnance royale du 28 avril 1778, en systématisant le casernement et accentuant le contrôle hiérarchique.

La loi de finance du 29 juillet 1850 a consacré le maillage territorial de la gendarmerie en fixant l'implantation systématique d'une brigade par canton et en ouvrant les crédits nécessaires à l'installation d'unités dans les zones qui en étaient, à cette époque, dé-

pourvues. Intégrée à un véritable dispositif réticulaire, la brigade territoriale constitue le socle historique sur lequel la gendarmerie s'appuie pour remplir efficacement son contrat opérationnel et pour garantir la souveraineté de l'État sur les 96 % du territoire français placés sous sa responsabilité (50,8 % de la population nationale).

Au fil du temps, les échelons opérationnels se sont structurés à partir de ce maillage, cohérent avec les espaces géographiques et avec l'organisation administrative et les réalités humaines de la zone de compétence de la gendarmerie nationale (ZGN). Si ce dispositif montre sa pertinence et forge la spécificité du modèle gendarmerie, le réseau des unités n'est cependant pas resté figé. Il s'est en permanence ajusté, avec mesure et en concertation avec les acteurs locaux, aux réalités démographiques, aux contraintes immobilières et aux mutations d'une délinquance qui s'affranchissait de plus en plus des limites administratives.

Les linéaments de ces réorganisations poursuivaient toujours les mêmes objectifs principaux, préserver d'une part l'indispensable ancrage territorial fondant – au moins pour partie – le rapport de confiance entre le gendarme et le citoyen, et, d'autre part, l'efficacité opérationnelle.

Il est néanmoins exact que pendant de nombreuses années, le dispositif territorial de la gendarmerie a évolué lentement. Ce n'est qu'à partir du début des années 2000 que des facteurs exogènes, tels que la sensibilité toujours plus prégnante

des questions de sécurité dans le débat public, ou endogènes, comme l'aménagement des conditions de vie et de travail du gendarme ou encore la rationalisation des zones de compétence entre les forces de sécurité, ont substantiellement accéléré le processus et la cadence des réorganisations.

Ce fut d'abord la mise en place des communautés de brigades à partir de 2003 dans le dessein d'accroître davantage la visibilité externe de la gendarmerie. Ce furent ensuite les mesures de redéploiement entre la police et la gendarmerie. Puis enfin, quelques années plus tard, l'application des mesures de révision générale des politiques publiques (RGPP) a notamment conduit à la fermeture des brigades implantées en zone de compétence de la police nationale ou dans des secteurs à très faible activité.

En 15 ans, cet important effort de rénovation du maillage territorial s'est traduit par la dissolution de quelque 540 unités, dont les infrastructures immobilières étaient anciennes et décaties, et par d'importantes modifications de structures (COB, PSIG, BR...). Cette période a ainsi distendu, en réduisant de 3666 à 3126 le nombre de brigades, le maillage territorial de la gendarmerie d'environ 15 %.

Si cette politique de rationalisation a assurément permis de simplifier le fonctionnement des unités, de limiter les tâches administratives au bénéfice des missions opérationnelles et de recentrer les effectifs

ainsi dégagés vers les zones où le besoin de sécurité était le plus fort, elle a également pu faire naître des sentiments d'incompréhension, voire réduire, par endroits, la visibilité institutionnelle.

C'est pourquoi, ce processus de réorganisation a récemment été ralenti afin de repenser, en anticipant les futurs possibles, l'action du gendarme au cœur de son territoire et en identifiant, au cas par cas, les mesures propres à atténuer les effets induits des dissolutions de brigades.

C'est sur cette base qu'un vaste chantier de réflexions puis d'expérimentations a été lancé afin d'imaginer et rendre possible de nouvelles formes de proximité.

L'ancrage territorial de la gendarmerie : vers de nouvelles formes de proximité ?

L'année 2017 marque donc une inflexion importante dans la politique d'organisation de la gendarmerie. Si l'Institution continue de s'adapter aux transformations des territoires (intercommunalité, métropoles...) et aux réalités nouvelles d'un monde incertain et en perpétuel changement, les évolutions obéissent désormais à une vision toujours plus individualisée et adaptée aux environnements différenciés des territoires.

Aussi, afin de ne pas fragiliser la cohérence de l'actuel maillage, d'autres formes de proximité ont été développées en sollicitant l'intelligence collective de l'Arme. Certaines mesures sont déjà en cours d'expérimentation. Leur mise en œuvre a été guidée par

des impératifs tenant, d'une part, aux distances géographiques au-delà desquelles les délais d'intervention compromettent la réussite de la mission et, d'autre part, à l'accessibilité offerte par les évolutions technologiques et numériques.

Plusieurs projets, ambitieux et novateurs, ont ainsi été lancés cette année par la DGGN. Parmi eux, trois méritent plus particulièrement d'être cités.

Le premier développe un nouveau type d'unité : la brigade territoriale de contact dont l'objectif principal est la réappropriation territoriale et le développement des contacts avec la population. A ce stade, ce sont ainsi 30 brigades, 27 issues de communautés de brigades et 3 de brigades territoriales autonomes, qui participent à l'expérimentation.

La vocation priorisée de ces unités, identifiées selon des critères communs d'isolement géographique et de faible activité, doit permettre :

- une densification de la présence externe, avec un service conçu et organisé autour des besoins de la population ;
 - une adaptation des modes d'action qui passe par une sanctuarisation des services de prévention ;
 - un recours aux outils numériques facilité par le déploiement de NeoGend, ce qui permet d'accroître la mobilité des gendarmes et de disposer des outils métiers sur les lieux de vie de la population.
- L'expérimentation a débuté le 1^{er} mars

2017. Sans préjuger des conclusions qui pourraient être rendues prochainement, les premiers retours d'expérience soulignent :

- un recentrage sur la « fonction contact » qui permet aux militaires de retrouver un lien concret avec la population ;
- une réorganisation interne qui, tout en assurant la continuité du service public de sécurité sur tout le territoire, offre des solutions en lien avec les problématiques et la configuration des contrées ;
- un modèle qui pourrait se décliner différemment en fonction des caractéristiques locales.

Par ailleurs, pour garantir le droit inaliénable à la sécurité et pour que ce droit demeure accessible partout et pour tous, les effets induits de certaines dissolutions d'unités, notamment en matière de gestion opérationnelle, ont été corrigés par la mise en place en 2016 de Dispositifs d'appuis interdépartementaux (DAI). Leur objectif est de réduire les délais d'intervention et d'assurer ainsi la continuité du service sur des territoires isolés ou dans des enclaves départementales.

Opportunité juridique supplémentaire permettant aux groupements de gendarmerie départementale de s'appuyer mutuellement dans certains cas, le DAI accorde à une unité la possibilité d'intervenir sur un autre département grâce à une extension de sa compétence judiciaire. Cette innovation est une réponse aux subtilités des découpages administratif et judiciaire qui définissaient jusqu'à présent de facto les critères d'intervention des gendarmes.

Par exemple, la population pouvait ne pas comprendre qu'une intervention soit menée par des gendarmes territorialement compétents alors que d'autres, plus proches bien que stationnés sur un département voisin, pouvaient intervenir plus rapidement. C'est pourquoi, les militaires concernés par un tel dispositif assurent leur service quotidien dans les limites de leur circonscription habituelle, mais peuvent intervenir à tout moment, au-delà des limites territoriales de leur département, sur une zone contiguë à leur circonscription où une intervention d'urgence est requise. Cette réactivité devrait avoir un impact fort et positif sur la sécurité quotidienne et le sentiment de sécurité de la population, notamment lors d'événements d'ampleur survenant sur des zones isolées ou enclavées. Actuellement, 12 groupements de gendarmerie départementale (GGD) sont concernés par un DAI mais l'extension de ce dispositif est demandé par de nombreux échelons territoriaux de commandement.

D'autres formes de proximité sont actuellement à l'étude. Citons la « brigade numérique » qui devrait être créée et expérimentée dès le début de l'année 2018 pour concourir, de manière complémentaire, au rapprochement du gendarme et du citoyen par le truchement de l'exploitation de la technologie numérique. La gendarmerie va ainsi développer, dans l'espace numérique et *via* les moyens numériques, une nouvelle capacité d'échange avec le citoyen, prolongeant d'autant l'action engagée par les unités territoriales. Cette unité assurera ainsi l'ensemble des fonctions dévolues à

une brigade, qu'il s'agisse d'accueillir et de répondre aux sollicitations, de prendre en compte un fait judiciaire, d'exploiter des informations ou de diffuser des messages de prévention. Elle intègre ainsi l'existence d'un nouveau territoire et de nouveaux modèles de contact avec la population. Elle adapte son dispositif d'interaction entre le gendarme et l'usager, et valorise la mise oeuvre d'un contact personnalisé associant proximité numérique et proximité territoriale.

Tout au long des 7 siècles d'histoire de la gendarmerie, la proximité a été inscrite au cœur de l'engagement des gendarmes sur le terrain. Pour autant, cet ancrage a pu connaître une certaine distanciation au cours des deux dernières décennies. Aussi, anticipant la police de sécurité quotidienne désormais érigée en priorité, la gendarmerie continue de s'adapter et d'ajuster sa relation au citoyen en faisant évoluer la fonction « contact » : Neogend, les BTC, les DAI et demain, la brigade numérique...

Condition de l'existence et de la pérennité de la gendarmerie, l'implantation territoriale est une préoccupation forte de l'Institution pour répondre à son nouveau slogan opérationnel « *Notre engagement, votre sécurité* » lancé par son directeur général à la veille de la période estivale 2017.



LA PROXIMITÉ NUMÉRIQUE POUR UN DIALOGUE DIRECT ET INTERACTIF

Les orientations stratégiques de la gendarmerie nationale visent à intégrer ses capacités numériques dans le spectre de la proximité territoriale. Les équipements NEOGend permettent d'apporter une réponse aux besoins des citoyens sur le terrain dans un univers numérique connu des usagers. La gendarmerie, forte de son expertise et de ses partenariats, profite des opportunités offertes par les technologies du numérique pour les intégrer dans son approche d'un accès direct à ses services, à l'adaptation aux cités connectées et à des infrastructures intelligentes. Cela concourt à dégager une nouvelle notion de territoire numérique. Il embrasse le secours aux victimes de cybermalveillance, la pratique directe d'actes administratifs et un dialogue direct dans un environnement sécurisé permanent. Le nouveau projet « Brigade Numérique » s'intègre entièrement dans cette direction. Prenant en compte sans discontinuité les demandes des citoyens, il permet une délivrance optimisée des réponses.

Proximité

territoriale et numérique

Par Michaël Fumery

L

La gendarmerie nationale garde parmi ses orientations stratégiques le renforcement de la proximité territoriale et le développement, de manière quantitative et qualitative, du contact avec l'utilisateur. Pour atteindre cet objectif, l'institution aligne l'ensemble de ses vecteurs et modes d'action en y incluant nécessairement l'intégralité de ses capacités numériques. Les technologies servent la proximité territoriale et doivent per-

mettre au gendarme d'optimiser sa présence sur le terrain. NÉOgend¹ s'inscrit pleinement dans cet axe.



MICHAËL FUMERY

Adjoint au Chef de la Mission Numérique de la gendarmerie nationale (MNGN, Direction Générale de la Gendarmerie Nationale, Cabinet

Au-delà de ce premier constat centré sur la proximité territoriale géographique, il est intéressant de poursuivre en

Le programme NÉOgend avait été présenté dans le numéro 255. Pour rappel, il s'agit de doter les unités opérationnelles de smartphones et de tablettes sécurisées, offrant de nombreuses fonctionnalités, telles que la lecture et le contrôle automatisés des passeports et cartes nationales d'identité, l'accès direct aux bases administratives et judiciaires, ou encore la rédaction de procédures. Le déploiement national est en cours de réalisation, avec un volume de 95000 terminaux pour l'ensemble police et gendarmerie, ce qui en fait à ce jour le plus important projet de ce type au niveau européen.

parallèle une réflexion permanente sur les autres déclinaisons du terme territoire, incluant le cyberspace, le territoire des mobilités, ainsi que sur les adhérences entre proximité physique et proximité numérique.

Le numérique au profit de la proximité physique

Abordons tout d'abord la notion de proximité territoriale dans son sens premier, à savoir relative au territoire physique. Le contact entre le gendarme et l'utilisateur doit être régulier, de qualité, fructueux

en termes d'échanges. Les équipements NÉOgend sont conçus à la base comme un outil de mobilité permettant au gen-



© Gendarmerie nationale.

La proximité numérique est une démarche qui s'inscrit dans une offre logicielle proche de l'environnement des administrés.

darme d'embarquer la plupart des fonctionnalités nécessaires à ses missions. Le gendarme dispose ainsi de son bureau sur le terrain et peut agir en mode nomade. De nombreuses démarches, qu'il devait auparavant faire à son retour à la brigade, sont aujourd'hui réalisées directement sur le terrain et au contact du citoyen sur son lieu de vie. Le bénéfice est donc à la fois quantitatif et qualitatif : NEOGend accroît le temps de présence sur le terrain et améliore la relation du gendarme avec sa population. Il dispose donc ainsi de capacités étendues et il est davantage en mesure de répondre aux besoins des usagers directement depuis le terrain. La qualité du contact est améliorée, la nécessité de retourner au sein des locaux de service de

l'unité est réduite, l'autonomie du gendarme et la continuité entre ses différentes actions sont accrues. L'ensemble de ces éléments, découlant d'évolutions technologiques, contribue indéniablement à une amélioration sensible de la proximité territoriale entre les militaires de la gendarmerie et la population.

Il s'agit en outre d'adhérer aux attentes de modernité des usagers. La population tolère moins bien le caractère vétuste de certaines procédures administratives et reste bien plus en adéquation avec les acteurs étatiques s'ils se reconnaissent dans les outils employés et si le décalage entre les outils dont ils bénéficient dans un cadre privé et les procédures publiques est réduit

au minimum. Sur cet axe aussi, NEOgend contribue à offrir de l'institution une image dynamique et moderne qui s'inscrit dans la politique du plan d'action publique 2022 du gouvernement.

Un territoire géographique en pleine mutation

Les agglomérations subissent actuellement une profonde mutation et les limites entre zones rurales, urbaines et périurbaines s'estompent indéniablement. Les populations sont de moins en moins sédentaires et les déplacements, pour la plupart en mode pendulaire généré par les modes de vie et d'activité, croissent régulièrement. La gendarmerie, en tant qu'opérateur national de sécurité, doit intégrer ce fait dans son offre de service et protéger les usagers sur l'ensemble de leur mobilité quotidienne. De manière générale, l'institution doit accompagner les collectivités dans leur développement. Elle s'appuie pour cela sur les opportunités offertes par les technologies du numérique qu'elle intègre dès à présent dans ses axes de réflexion (implication dans les projets de *smart city*, de véhicules connectés, *etc.*) dans le but d'avoir une proximité développée et entière avec l'usager.

Les territoires numériques

Après avoir abordé la notion de proximité territoriale sous l'angle du contact physique, il est intéressant d'élargir la notion de territoire à l'espace où se trouvent les individus,

où ils ont l'habitude d'agir et d'interagir. Il peut ainsi être question de territoire numérique. En 2017, chaque Français passe en moyenne plus de 20 heures par semaine sur Internet. En plus des simples usages de consultation, le nombre des actions réalisées en ligne affiche aussi une croissance régulière : prises de rendez-vous, action sur les comptes bancaires, achats, réservations, stockage de données. Il n'est pas erroné de parler de la réalité du territoire virtuel sur lequel la gendarmerie s'est depuis longtemps positionnée, et où il est aussi question de proximité avec l'usager. Les utilisateurs sont régulièrement exposés à de nouvelles formes de délinquance (virus, escroqueries, usurpations d'identité, chantage, vols de données, intrusions, diffamation, *etc.*). De ce fait, la gendarmerie doit adapter ses missions de prévention, de protection, d'enquête, sur le territoire cyber et accompagner les usagers dans cet environnement virtuel. Dialogue, qualité de prise en compte, facilitation des dépôts de plainte, les axes de travail sont nombreux et les sujets relatifs à la protection des données sont de ce fait primordiaux.

L'initiative ACYMA au niveau gouvernemental, est un exemple parfait de la notion de proximité cyber. Il s'agit d'un dispositif national d'assistance aux victimes, auquel a contribué la gendarmerie qui, au-delà de son rôle de sensibilisation et de prévention, permet aux victimes d'actes de cybermalveillance d'être accompagnées, d'accéder facilement à des conseils et à des contacts de professionnels.

La proximité numérique

Les modes d'interaction entre la population et les forces de gendarmerie revêtent en outre un caractère essentiel dans la qualité de la proximité. Les communications numériques ont investi les habitudes et foyers de chacun. Le logiciel *Skype* a démocratisé les appels en visioconférence et les dialogues internationaux, les chats se sont imposés comme vecteur de communication interpersonnelle et les solutions telles *WhatsApp* ont instauré les communications multipersonnelles, profitant aussi bien aux groupes sociaux qu'aux dialogues intrafamiliaux et intergénérationnels. Notons d'ailleurs à titre indicatif qu'en janvier 2017,

(2) Sources : lemonde.fr, lejournaldu.net, blogdumoderateur.com, ladepeche.fr

WhatsApp a recensé 1,2² milliards d'utilisateurs, pour 64 milliards de messages quotidiens.

Ces vecteurs ont bousculé les modes de communication, les habitudes individuelles et ont indéniablement créé une nouvelle relation entre les individus : la proximité numérique.

La gendarmerie doit intégrer cet état de fait dans son effort permanent de développement de proximité avec la population. Les usagers peuvent souhaiter communiquer

(3) Les pages Facebook des groupements sont régulièrement utilisées par les citoyens pour initier un dialogue avec « leur » gendarmerie.

avec les forces de l'ordre via les canaux numériques,³ qu'ils utilisent dans leur quotidien étendu à leurs relations commerciales et professionnelles.

Le projet « Brigade Numérique » s'intègre entièrement dans cette direction. Au même

titre que de nombreux dialogues « particuliers / professionnels » se réalisent par

(4) La majorité des dialogues entre les particuliers et leur opérateur de téléphonie est réalisée par chat.

(5) La SNCF, notamment, développe cet usage.

chat⁴, voire par *Whats-App*⁵, l'ambition affichée est d'offrir aux usagers la possibilité de contacter l'institution via ces canaux numériques. L'intérêt est multiple :

permettre à un usager

d'être pris en compte à distance, à toute heure du jour et de la nuit, s'inscrire dans les habitudes comportementales des usagers, réduire le temps de traitement des demandes en les parallélisant, en optimisant voire en automatisant la délivrance des réponses les plus fréquentes.

Projet ambitieux qui sera concrétisé au début de l'année 2018, la brigade numérique permettra à la gendarmerie d'apporter une première réponse à la prise en compte de la proximité numérique entre l'institution et le citoyen.

Un développement exponentiel des fonctionnalités

Le premier défi à relever dans le cadre du programme NÉOgend consistait à réussir la conception d'une solution matérielle (choix des terminaux) et logicielle (adaptation d'un système d'exploitation sécurisé) qui soit fonctionnelle et qui puisse être déployable à très grande échelle. Les défis étaient autant financiers que techniques et logistiques.

Mais il faut bien comprendre qu'au-delà du terminal en lui-même, toute la plus-value

du projet demeure dans les fonctionnalités offertes par l'outil et que le nombre d'applications mises à la disposition des utilisateurs de NÉOgend va augmenter régulièrement et sensiblement. Les premières sont déjà connues et utilisées, incluant la lecture de la bande MRZ des passeports et cartes d'identité qui permet d'accélérer considérablement les contrôles de personnes. Le futur s'inscrit dans le court terme : aide à la recherche des personnes, accroissement du nombre de documents normalisés pouvant être reconnus par NÉOgend, lecture de plaques d'immatriculation, optimisation des services de prévention de proximité, allègement du travail de compte rendu des militaires, la liste des développements applicatifs des prochaines années n'est pas exhaustive et elle est en grande partie nourrie par une relation régulière avec l'ensemble des personnels de l'institution. Dialogue avec les unités, ateliers de la performance, feuille de route, hackathons, tous les axes d'innovation ascendante ou descendante sont mis à profit pour la préparation des fonctionnalités de demain.

S'inscrivant pleinement dans la démarche globale d'innovation du ministère, la gendarmerie accorde une importance majeure à son développement numérique et scientifique, comme l'attestent la création du conseil scientifique de la gendarmerie nationale en avril 2017, de la mission numérique de la gendarmerie nationale en mai, et de l'observatoire national des sciences et des technologies en lien

avec la délinquance. L'institution demeure en outre très impliquée dans l'animation du forum international de la cybersécurité. La transformation numérique de l'institution, incluant la réalisation du programme NÉOgend et la brigade numérique, permet à la gendarmerie de développer son efficacité et d'accompagner l'évolution de ses missions sur l'ensemble des territoires.

L'AUTEUR

Le lieutenant-colonel Michaël Fumery est issu de l'ESM de Saint-Cyr. Il alterne des postes opérationnels (Commandant du peloton d'intervention de l'EMG de Longeville-les-Saint-Avold et commandant de la compagnie de GD de Compiègne) avec des fonctions en administration centrale : Officier concepteur à la Sous-Direction des Technologies de l'Information (2007-2010) puis chargé de projet à la Direction des Systèmes d'information et de communication du ministère de l'Intérieur (2010-2012). Il est actuellement adjoint au chef de la mission numérique de la gendarmerie nationale. Il est ingénieur télécom-Paris (2007) et suit actuellement un executive MBA HEC (coursus en cours, diplômé 2018).

La proximité territoriale



La proximité vue par la région de gendarmerie **P.25**

par Philippe Reul



Proximité et contact pour une police de sécurité quotidienne **P.31**

par Jean-Marc Jaffré



La Brigade de contact, une expérimentation fondatrice **P.37**

par Jude Vinot



Le CTP : cheville ouvrière de la prévention de la délinquance **P.43**

par Eddy Benesteau



Les drones en gendarmerie : la maîtrise d'une nouvelle capacité dans le domaine de la troisième dimension **P.49**

par Laurent Le Goff



Former au renseignement **P.55**

par Frédéric Delmaère



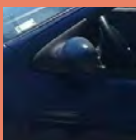
Réseaux sociaux gendarmerie et proximité numérique **P.63**

par Nicolas Garrier



Gendarmerie maritime et proxi- mité territoriale **P.67**

par Christophe Boyer



Relever le défi des migrations vers le littoral **P.73**

par Philippe Musset

La proximité vue par la région de gendarmerie

Par Philippe Reul

L

La gendarmerie tire ses forces et parfois ses faiblesses de son riche maillage territorial et de la proximité qu'elle entretient avec la population. L'évolution de ce maillage, indispensable en termes d'opérationnalité, est aujourd'hui notamment permise par les nouveaux et nombreux moyens de communication offerts par notre société moderne, qu'ils soient physiques (voies routières, ferroviaires, aériennes), numériques (internet et utilisation des réseaux sociaux), etc.



PHILIPPE REUL

Général, commandant en second la région de gendarmerie de Bretagne

Cette évolution n'est pas susceptible de s'interrompre et nous impose de nous adapter sans cesse au risque de ne plus être en phase avec les attentes de nos autorités et de nos concitoyens.

La proximité, entendue comme « *la situation d'une chose qui est à peu de distance d'une autre* », permet depuis toujours au représentant de la loi qu'est le gendarme de s'approprier son territoire et la population qui réside ou transite dans celui-ci, afin d'y réaliser les missions qui lui ont été confiées par la loi. Implanté au cœur de son territoire et bénéficiant à ce titre d'un logement concédé par nécessité absolue de service, qui est la garantie de sa disponibilité et de sa capacité de réaction face à l'événement, le gendarme est un acteur clé de la communauté au sein de laquelle il vit. Cette notion de proximité n'a cessé d'évoluer au fil du temps. Elle ne se conçoit plus seulement par le nécessaire rapprochement physique entre deux individus mais doit aussi s'entendre comme toute situation permettant de rester en contact et d'échanger, quel que soit le truchement utilisé. Il n'en reste pas moins vrai que la rencontre effective du gendarme et de ses administrés reste le fondement, le socle, la

pierre angulaire de toute notre organisation et de la conception que nous devons avoir de notre métier. L'expérimentation récemment voulue par le directeur général, portant création de brigades ou de groupes dits de contact au sein des unités territoriales de la gendarmerie départementale, est là pour nous rappeler cette vérité. La nécessité de rappeler cette évidence doit nous inciter à nous poser la question de la pertinence des choix stratégiques que le politique et les capacités qui nous sont octroyées nous autorisent, rien n'étant jamais acquis.

À l'aune d'une entité géographique aussi étendue qu'une région administrative, si la proximité est pour le commandant d'une telle unité une constante, à l'instar des autres strates de commandement de la gendarmerie. Elle s'applique toutefois de façon différenciée de celle des autres échelons subordonnés au regard des charges propres à ce type de commandement. Ces dernières, par essence majoritairement de type administratif, peuvent amoindrir sa disponibilité à exercer lui-même la proximité qu'il prône. Il lui faut donc développer auprès de l'ensemble de ses subordonnés un état d'esprit permettant de valoriser et de faire vivre cette notion de proximité du haut vers le bas.

Une grande disparité des territoires

La dimension spatiale d'une région conduit à observer des différences parfois criantes

entre les divers points d'un même territoire. À cette hétérogénéité géographique est bien évidemment attachée une diversité économique, sociale et délinquantielle. Les constantes l'emportent toutefois sur les différences et les fondamentaux de l'action du gendarme doivent s'appliquer de façon toujours aussi prégnante quel que soit le lieu de leur exercice.

À une circonscription très urbanisée, où l'action de la gendarmerie est plus orientée vers le domaine de l'intervention, peut succéder une zone rurale, peu peuplée, où le temps de l'action n'est pas le même. La présence et l'action du représentant de l'ordre y est perçue différemment de celle de son camarade agissant dans un cadre plus urbain. Dans un lieu comme dans l'autre, ce qui caractérise l'action du gendarme reste toutefois cette faculté d'aller au-devant de l'autre et cette leçon de proximité doit toujours être enseignée avec force dans nos centres de formation et rappelée tout au long de la carrière. Elle implique un investissement sans faille de tous nos formateurs et commandants d'unités ainsi que de nos "anciens" qui doivent transmettre aux plus jeunes les clés de déchiffrement de notre action et du territoire dans lequel elle s'exerce. Que cet enseignement vienne à manquer et inmanquablement une distanciation va s'opérer entre la population et la gendarmerie et les résultats obtenus seront en deçà de l'attente légitime de nos concitoyens et de nos donneurs d'ordre.

L'instauration d'un état d'esprit au sein de la région de gendarmerie

Si le commandant de région doit s'appliquer tout d'abord à être proche de l'ensemble des personnels civils et militaires composant une région de gendarmerie entendue au sens de formation administrative, il doit aussi exercer une proximité vis-à-vis de l'ensemble des partenaires traditionnels de la gendarmerie, des autres acteurs incontournables de la société afin que chaque gendarme relevant de son autorité soit convaincu de l'impérieuse nécessité d'être au contact du citoyen le plus éloigné ou isolé de sa circonscription.

Le commandant de région qui « *commande, administre, gère, ...* » doit s'assurer que les personnels, dont il a la responsabilité, évoluent dans un environnement dans lequel ils se sentent à leur place et se réalisent professionnellement et personnellement.

La proximité qu'il doit exercer doit d'abord se manifester au profit de l'ensemble de ses personnels. En effet, la gendarmerie connaît depuis de nombreuses années une succession ininterrompue de réformes et de réorganisations internes et il doit s'assurer que ces dernières sont correctement comprises et donc bien mises en œuvre. Il en va de la bonne santé de notre institution. L'action que doit conduire le chef doit donc tout d'abord s'exercer au profit des membres de son état-major qui

ont été particulièrement touchés par les réformes de ces trois dernières années, la diversité des statuts des personnels qui le composent ne rendant pas toujours aisée les explications qu'il lui faut fournir. La présence du chef doit également s'entendre comme la venue de celui-ci au plus près de ses unités et services afin d'y rencontrer les personnels civils et militaires qui les arment. Un déplacement, qu'il soit rendu nécessaire par une situation événementielle ou décidé par l'autorité, doit être pour le commandant de région l'occasion de rencontrer ses subordonnés, d'échanger avec eux, de se faire connaître et de les connaître afin de comprendre leurs aspirations et de leur faire comprendre les grands équilibres qui animent notre action. Cet enrichissement mutuel est source de compréhension, de respect et d'estime réciproque. Le commandant de région ne doit avoir de cesse que de persuader ses échelons subordonnés de la nécessité d'investir sans compter dans cette proximité interne, aujourd'hui largement relayée par nos instances de concertation.

La proximité au sein des partenariats institutionnels

Cette proximité doit s'exercer vis-à-vis de nos autorités d'emploi traditionnelles : administratives et judiciaires, sans oublier les acteurs essentiels que sont les élus, piliers incontournables de l'action territoriale.

Le rattachement de la gendarmerie au ministère de l'Intérieur a rendu les échanges avec l'autorité préfectorale plus matures et plus naturels. Le préfet, au contact quotidien du représentant de la gendarmerie dans son département, est plus à même d'apprécier la force représentée par une institution comme la gendarmerie, toujours en première ligne et souvent la dernière à la quitter.

Cette proximité renforcée avec l'autorité administrative ne doit pas occulter les liens forts qui doivent régir les relations avec l'autorité judiciaire, en premier lieu le procureur général et les procureurs de la République du ressort, tout en associant les juges du siège, notamment les présidents de Cour et de tribunaux, qu'ils soient de l'ordre judiciaire ou administratif. La grande proximité qui régit aujourd'hui les relations des chefs de juridictions avec les commandants d'unités de gendarmerie est source d'efficacité partagée.

Le commandant de région doit également s'attacher à faire vivre la question de la proximité avec les élus et notamment les parlementaires. Toutes les occasions doivent être saisies pour développer les liens entre les représentants de la Nation et les échelons territoriaux de commandement. Il en va de la compréhension des grands enjeux sociétaux pour lesquels la gendarmerie doit pouvoir compter sur le soutien fort des grands élus. Qu'ils

soient maires, conseillers régionaux et départementaux, les élus doivent pouvoir bénéficier d'une véritable proximité avec les représentants de notre institution et les échanges avec ces derniers doivent s'opérer par tous les moyens aujourd'hui disponibles, le développement des moyens de communication et des réseaux sociaux permettant de démultiplier les contacts.

D'autres partenaires de la gendarmerie doivent pouvoir bénéficier de la proximité du chef régional de la gendarmerie, qu'ils soient issus de la fonction publique ou territoriale, du monde de l'entreprise, des associations, du monde sportif.... Représentant d'une institution dans un vaste territoire, il doit consacrer une part importante de son temps à représenter la gendarmerie dans toutes ses composantes et dimensions, à porter la parole des autorités politiques, à expliquer les réformes et à convaincre du bien-fondé de celles-ci.

Une réorganisation sous le signe de la continuité

La réorganisation des échelons territoriaux de la gendarmerie, ayant conduit à la fusion des états-majors régionaux non zonaux avec les groupes de commandement des groupements chefs-lieux à l'été 2014, est l'exemple type des réformes qui a pu laisser craindre une perte de la notion de proximité ou une confusion des genres. Il n'en est rien et même si les premiers pas ne furent pas toujours évidents, l'inves-

tissement personnel des titulaires de ces nouveaux commandements territoriaux a permis à la gendarmerie de rationaliser son organisation sans altérer sa mission de sécurité. De même, la réforme de la carte des 13 régions administratives, déclinée par la gendarmerie, n'a pas eu d'incidence sur la relation entre le citoyen et "son" gendarme territorial, l'un vivant au contact de l'autre sans avoir à souffrir des réorganisations qui les dépassent.

Le recours aux réservistes, notamment aux réservistes citoyens, engagés dans les différentes strates de la société et qui ont fait le choix de donner de leur temps pour renforcer le lien entre la gendarmerie et la société civile, doit être utilisé pour rappeler la place de la gendarmerie au cœur de la cité. Ces relais d'opinion crédibilisent notre action souvent mieux que nous ne pourrions le faire nous-mêmes.

A l'échelle d'une région, la notion de proximité n'est pas fondamentalement différente de celle qui est déclinée par les autres échelons de commandement territoriaux. Elle nécessite de la volonté, une capacité à prioriser pour déceler les pointes d'effort à porter, du temps et donc de la disponibilité personnelle.

Une force humaine qui épouse son temps

Les évolutions sociétales peuvent laisser craindre une altération de la pratique de

L'AUTEUR

Le général de brigade Philippe Reul occupe les fonctions de commandant en second de la région de gendarmerie Bretagne et la gendarmerie pour la zone de défense et de sécurité Ouest à Rennes depuis le 1er septembre 2017. Ancien officier de réserve en situation d'activité de l'armée de terre, licencié en droit public, il a alterné tout au long de sa carrière des postes de commandement en unités opérationnelles : escadron de gendarmerie mobile de Rennes (1986-1990), compagnie de gendarmerie départementale de Montauban (1990-1994), groupement de gendarmerie de la Vendée (2004-2008) et région de gendarmerie d'Auvergne (2014-2017) et des temps de responsabilités en administration centrale dans les domaines de la sécurité publique (1994-1999), des opérations extérieures (2000-2004) et celui relatif aux questions de défense et de sécurité nationale (2008-2011). Il a également exercé les fonctions de directeur adjoint du Centre des hautes études du ministère de l'Intérieur (2008-2011) qui forme les cadres dirigeants de ce département. Breveté de l'école de guerre, il est diplômé de l'Institut International des Droits de l'Homme de San-Remo et ancien auditeur de l'IHEDN (session régionale de 2007) et de la 21^e session de l'INHESJ.

proximité exercée par la gendarmerie. A titre d'exemple, le célibat géographique qui se développe au sein de notre institution peut laisser penser que la disponibilité au service de nos militaires concernés soit moins prégnante qu'auparavant. Il nous faut accepter et comprendre ces transformations sociétales, qui nous obligent à revoir certains de nos modes d'action.

Il est nécessaire de les anticiper afin d'en combattre les effets jugés pervers en utilisant tous les moyens humains et techniques à notre disposition pour compenser les éventuelles altérations au service. Ce qu'il faut résolument combattre, c'est cette impression mainte fois relayée par les propos de nos élus notamment : « *Ah... les gendarmes, et bien figurez-vous qu'on ne les voit jamais...* ». Une telle assertion comporte toujours une part de vérité et nous en portons collectivement la responsabilité. Sachons nous remettre en question. L'orientation actuellement engagée par notre institution doit nous rassurer sur ce point, la gendarmerie « *force humaine* » est aussi et avant tout une « *force de proximité* ».

Proximité et contact

pour une police de sécurité quotidienne

Par Jean-Marc Jaffré

M

Malgré le contexte extraordinaire du terrorisme, il est difficilement envisageable de concevoir l'action des forces de sécurité uniquement sous une forme réactive, répressive ou plus simplement dissuasive. La réflexion s'ouvre aujourd'hui sur la police de sécurité quotidienne qui renvoie notamment aux notions de proximité et de contact même si elle peut être une modalité d'une réaction.



JEAN-MARC JAFFRÉ

Lieutenant-colonel de Gendarmerie. Chargé de projet. Centre de recherche de l'école des officiers de la gendarmerie nationale

En France, dès 1720, le maillage de proximité est organisé sur la base de brigades de la maréchaussée qui vivent au contact et avec la population. Au cours du XX^e siècle, la technicisation et la spécialisation des forces de sécurité les ont éloignées des populations et leurs

relations ont pu être déshumanisées par des

(1) Mouhanna C., 2011, *La police contre les citoyens ?* éditions Champ social.

logiques technocratiques¹.

La complexification des procédures judiciaires est aussi un facteur d'éloignement. De même, les

évolutions sociologiques et celles de la géographie humaine ont été prises en compte tardivement. Les relations entre la population et les forces de sécurité en souffrent. Le contact et la proximité visent à renouer les liens de confiance et à renforcer leur légitimité. C'est d'ailleurs sur ces termes que Sir Robert Peel établit en 1829 les bases

(2) « The police are the public, the public are the police » - citation attribuée à Sir Robert Peel.

d'une police moderne² au moment où fonde celle de Londres.

(3) Instruction ministérielle K1701921J relative à l'expérimentation des brigades de contact de gendarmerie, 31 janvier 2017.

La gendarmerie est passée à une phase opérationnelle expérimentale avec la brigade territoriale de contact³. Elle traduit une volonté de renforcer la proximité avec

la population et les élus. Le but pour une force de sécurité dans une démocratie est d'être non seulement efficace mais également de disposer d'une forte légitimité bâtie sur une confiance réciproque avec la population, c'est le sens de la police de sécurité quotidienne.

Si proximité et contact vont de pair, il convient de les dissocier. La proximité reste dans son utilisation un terme très générique qui recèle des principes fondamentaux. Le contact, outil de la proximité, est une compétence fondamentale. C'est même probablement une question d'identité du gendarme et du policier.

La proximité, de quoi parle-t-on ?

La proximité est une stratégie dans le cadre des politiques publiques de sécurité mais aussi un mode d'action pour les forces de sécurité.

À la fin des années 90, la police nationale expérimentait la « *police de proximité* ». Si le projet reprenait des truismes de la pratique policière (visibilité et territoire), il développait les notions de responsabilisation, de contact avec la population et de partenariat. La hausse sensible des chiffres de la délinquance, une alternance politique et des lourdeurs organisationnelles n'ont pas permis d'aller au bout de la conduite du changement.

Certains considèrent la proximité comme une philosophie de sécurité, d'autres

l'identifient au travers d'opérations telles que les patrouilles à pied, la prévention dans les écoles, etc. Il convient d'en préciser les contours.

La police de proximité est avant tout « *une force publique au service du public* »⁴. La proximité s'appuie sur un service rendu. La pratique et la littérature permettent d'en dégager aujourd'hui quatre principes :

Le premier est celui d'une déconcentration du niveau d'action. La priorité opérationnelle est accordée à l'agent de terrain ou du moins à l'unité la plus proche des problèmes que rencontrent les populations. Ils peuvent et doivent prendre l'initiative dans leurs missions, notamment celles relevant de la tranquillité publique.

Le deuxième principe est celui du partenariat avec les collectivités et administrations, le privé et le milieu associatif. Il est devenu consubstantiel de la mission du gendarme ou du policier. Il est à la fois informel et s'illustre au quotidien dans les contacts qui s'établissent entre les acteurs d'un territoire. Il peut être acté dans les conventions et protocoles. Par exemple, le dispositif SAGES (SAnctuarisation Globale de l'Espace Scolaire)⁵ lie la gendarmerie à l'éducation nationale dans un partenariat élaboré.

(4) Dieu F., Latour X., Vallar C., 2016, Gendarmerie, service public, service au public, éditions Mare et Martin.

(5) Cornevin C., 1^{er} février 2010, Plan de bataille pour protéger les écoles de la délinquance, Le Figaro.

Le troisième est celui de la participation de la population ou de ses représentants à la mission de sécurité publique. C'est une réalité incontournable, la sécurité n'est plus l'apanage des gendarmes ou policiers. Les opérations de Participation

(6) <https://www.gendarmerie.interieur.gouv.fr/Nos-conseils2/Pour-les-collectivites/Participation-ci-toyenne-devenir-acteur-de-sa-securite>

(7) Loi 2007-297 du 5 mars 2007, relative à la prévention de la délinquance.

(8) Goldstein H., 1990, *Problem-oriented policing*, McGraw-Hill édition.

citoyenne⁶ (*Neighborhood Watch* - surveillance du voisinage pour le Royaume-Uni, *Nachbarschaftshilfe* - aide de voisinage pour l'Allemagne et « *tranquillité vacances* » sur notre territoire) en sont la parfaite illustration. Tout comme l'élus⁷, le citoyen est acteur de la sécurité publique.

Enfin, le quatrième principe s'appuie sur la notion de responsabilité. Elle se traduit notamment au travers de la démarche de résolution de problème⁸. Cette proximité s'illustre dans le partage des processus pour la mise en œuvre de solutions concertées et coordonnées comme par exemple l'installation des intervenants sociaux dans les brigades et les commissariats pour lutter contre les violences intrafamiliales.

Ces quatre principes s'articulent différemment d'un territoire à un autre. La construction de la proximité repose sur l'histoire et la concertation au niveau local. Ce concept n'est pas en contradiction avec les modèles standards d'intervention.

Il les complète dans la profondeur de la connaissance qu'il apporte à toute analyse de situation de crise ou à la mise en œuvre d'actions répressives. Cependant, ces principes ne peuvent être réalisés sans que les parties prenantes se connaissent, se rencontrent et échangent.

Le contact, outil de la proximité

La proximité repose sur un « agent » et sur les relations qu'il tisse avec la population. Le contact est certes une personne

(9) « Un contact est une personne avec laquelle une relation a été établie dans le but de recueillir des informations » - Doctrine Rens 210 N°277/DEF/DEO/BRENS du 17/04/2007.

physique⁹ mais c'est aussi une relation qui s'appuie sur une véritable compétence. On notera l'origine anglo-saxonne dans ces deux acceptions.

(10) Weiss H., Henrion H., 2011, *La police de proximité en Allemagne*, éditions A.Pédone.

Le gendarme et le policier sont visibles et en tenue. Ils participent au maillage du terrain. Ils incarnent

une représentation de l'État qui doit être l'expression d'un savoir-être sans reproche. Au-delà du port de l'uniforme, « *Il doit être à l'écoute des citoyens, leur fournir des conseils, assister les victimes et, plus généralement, être accueillant, poli et aimable et non pas arrogant, distancié, rude, voire agressif* ¹⁰ ». Ce savoir-être s'acquiert en formation initiale et s'approfondit par l'expérience et la formation continue. Il faut sortir de la simple injonction « *allez au-devant des citoyens !* » et ne pas s'appuyer uniquement sur l'expérience des plus anciens pour un transfert de compétences.



Le contact est un acte naturel de police qui doit être promu comme une priorité absolue malgré une diversification des missions et une numérisation des rapports sociaux.

© Gendarmerie nationale

Le savoir est la connaissance du terrain, des acteurs et de leur histoire. C'est même la compréhension de leurs interactions. François Dieu et Paul Mignon le décrivent ainsi dans leur étude sur la mission de

surveillance générale¹¹ avec le parcours d'une patrouille dans les environs de Saint-Hilaire dans l'Aude.

(11) Dieu F. et Mignon P., 2002, Sécurité et proximité, la mission de surveillance générale de la gendarmerie, éditions de l'Harmattan, p.34-38.

La connaissance se construit et s'appuie sur un savoir-faire qu'il faut apprendre. Il résulte non seulement d'une capacité à créer le contact mais également à l'entretenir. Le savoir-faire varie en fonction du domaine d'intervention (police judiciaire, tranquillité et ordre publics). Le contact est orienté, il se prépare en vue de construire la relation.

Elle est d'ailleurs réciproque. Le gendarme et le policier sont abordables et se laissent

aborder. De même, ils doivent aller à la rencontre de la population. Le contact, c'est également le temps à consacrer pour comprendre les gens et leur environnement. Difficile à quantifier et à contrôler, le contact peut contraindre les logiques comptables.

(12) Roche S., 2016, *De la police en démocratie*, éditions Grasset.

Dans la pratique du contact, des études soulignent des déséquilibres¹². Des populations

sont fréquemment en relation avec les forces de sécurité (requérants récurrents, minorités visibles) quand d'autres le sont assez peu (ceux qui ne rencontrent pas de problèmes, groupes mobiles et nouveaux résidents). La routine, une formation non adaptée, voire les préjugés, pourraient en être les causes. Ce déséquilibre est un indicateur de perte de légitimité. C'est donc là un sujet intéressant à explorer, via la formation notamment, pour repenser les modes d'action.

La France n'est pas la seule à initier cette réflexion. Les États-Unis ont mis en place dans les années 2000 des *Community*

(13) Delpeuch T., Ross J., 2010, *L'intelligence led policing aux USA : enseignements pour la France*, Rapport pour la délégation à la prospective et à la stratégie, p.17.

*Oriented Policing officers*¹³ qui vont au contact de la population. En Italie, les carabinieri et policiers vont au contact dans les centres urbains depuis 2002. En Allemagne, la

notion de policier de contact a précédé celle de proximité. En effet, depuis 1970, le principe de *Kontaktbeamte* (agent de

contact) s'est imposé. Dans tous les cas, cette mission est réalisée en tenue, à pied, sur une zone délimitée, par des agents expérimentés et formés qui privilégient le contact personnel et collaborent avec les autres unités de sécurité. Excepté en Italie, ils disposent de pouvoirs coercitifs. Le Royaume-Uni a su s'appuyer sur une police légitime inspirant un haut degré de confiance. Pour autant, la rationalisation de l'emploi des polices britanniques s'est traduite en coupes budgétaires, au point de fragiliser l'ensemble par des baisses sensibles d'effectifs¹⁴.

(14) Levy A., 19 juillet 2016, *Wealthy Essex village pays security guards*, Daily Mail.

(15) Néogend, Gend Info 384, février 2016, p. 28-39.

(16) La brigade numérique, Gend Info 396, mai 2017, p.18-19.

Paradoxalement, le contact peut également s'appuyer sur la distanciation qu'offre le numérique. La transformation digitale est un outil pour créer, fluidifier et faciliter le contact. L'emploi de la tablette Neogend¹⁵ en atteste. Le projet brigade

numérique¹⁶ montre aussi une ambition qui répond aux attentes des usagers. En effet, le contact peut être dématérialisé avant de s'incarner dans une relation mieux ciblée en amont. Ce contact est une proximité numérique déjà expérimentée au travers des comptes Facebook ou Twitter des forces de sécurité. C'est aussi la possibilité qu'offre la pré-plainte en ligne. Le contact numérique est donc un outil de la proximité, l'opérateur qui est au contact rend également un service.

Sans contact, il est difficile de faire vivre la proximité et de donner une ambition à la police de sécurité quotidienne. Tout ne peut reposer sur l'échelon de « contact ». Les strates supérieures des organisations policières ont un rôle crucial de supervision et d'animation à jouer pour faire vivre la proximité en précisant d'une part, le cadre et les orientations aux échelons subordonnés et, d'autre part, en disposant de la capacité à exploiter le travail des agents de contact. Enfin, il faut bien sûr intégrer la réalité du monde numérique dans l'exercice de la proximité au quotidien.

La Brigade de contact,

une expérimentation fondatrice

Par Jude VINOT

L

Les deux piliers de l'action de la gendarmerie départementale sont historiquement la brigade territoriale, qui garantissait la proximité avec une population ancrée dans son territoire, et la surveillance générale, qui assurait la présence et la visibilité du gendarme¹. Toutefois, les évolutions technologiques majeures et les transformations sociétales fortes de ces dernières décennies sont venues bouleverser cet édifice. Le gendarme



JUDE VINOT

Colonel de gendarmerie - Chef du Bureau de la Sécurité publique - Sous-Direction de la Sécurité Publique et de la Sécurité Routière - DOE - DGGN

s'est ainsi progressivement engagé comme un spécialiste de l'intervention et de l'investigation judiciaire, tandis que le lien avec la population s'érodait. Ce constat d'un déséquilibre entre les priorités est à l'origine de la réflexion engagée pour redonner toute

sa place à l'échange et au contact. S'appuyant sur l'expérimentation de la brigade de contact, ce projet conduit à une rénovation du service de la gendarmerie départementale pour recréer les conditions d'un service de sécurité publique qui rassure et réponde aux attentes de la population.

(1) Rapport de juin 2017 de François Dieu " La formation à la proximité des militaires de la gendarmerie ".

(2) "L'un des défis de la Gendarmerie (...) est sa capacité à rester proche de la population (...). L'objectif final est bien de repositionner la proximité au cœur de nos priorités du quotidien et si besoin, de repenser le portefeuille missionnel de nos unités." (Blog du DGGN 16 juin 2017 " La proximité, notre ADN").

Conscient de l'éloignement progressif de la gendarmerie de son "ADN"² et de la nécessité impérieuse de conserver son implantation dans les territoires, le Directeur général de la gendarmerie nationale (DGGN) a choisi d'initier en septembre 2016 un projet expérimental permettant de sanctuariser le temps dévolu au contact avec la population. Le concept des Brigades territoriales de

contact (BTC), en rupture avec les logiques de réorganisation et de regroupement des unités, vise à concentrer l'action de ces unités sur le rapprochement avec la population, en transférant une partie des charges opérationnelles (investigations et interventions) aux unités périphériques. Cette expérimentation a contraint les décideurs à porter un regard neuf sur la construction du lien avec chaque citoyen et sur la prise en compte de ses aspirations de sécurité. Elle conduit à la reconnaissance d'une fonction "contact", entraîne la rénovation du service de la gendarmerie départementale et invite les militaires des unités et de la chaîne de commandement à une révolution culturelle.

La proximité, une culture à retrouver par la Gendarmerie

Le maillage territorial, expérimenté par Colbert et mis en place en 1720, a longtemps conféré un avantage stratégique indéniable à la gendarmerie dans son rapport à la population. Cependant, cette implantation et cette proximité se sont heurtées aux transformations des habitudes et des modes de vie dans les territoires. Les mouvements pendulaires d'une population toujours plus mobile, la diversification des modes de communication et d'accès à l'information de citoyens mieux connectés, une nouvelle forme de rapport au service public fondée sur des attentes très individualisées ont conduit à une raréfaction des échanges et des ren-

contres avec les habitants dans nos zones de compétences.

(3) En 2017, seuls les 18 départements (les plus ruraux) ont effectué une part majoritaire de services de prévention de proximité, alors que 72 départements effectuent majoritairement des missions de PJ/PA.

(4) Intervention du DGGN à la réunion des préfets - 30 janvier 2017

Parallèlement, la pratique du métier de gendarme a été modifiée, sous l'effet de la mise en place de processus de fonctionnement orientés vers la police judiciaire³ et l'intervention et donc concentrés vers la "réactivité", couplés à une évolution de la culture

"d'entreprise", davantage orientée vers la performance et le résultat.

Ce constat de la perte de proximité et du recul de la visibilité de la gendarmerie sur des territoires étendus⁴ est à l'origine des travaux initiés par le DGGN pour retrouver de nouvelles formes de proximité.

De nombreux projets et certaines initiatives menés au plan local ou développés au niveau national s'inscrivaient déjà dans cette volonté de maintenir ou redévelopper le contact avec la population. Si le projet Néogend est le symbole du développement d'outils modernes participant à l'offre d'une nouvelle proximité, les applications à destination du grand public comme "*stop cambriolages*", le développement des comptes Facebook dans les groupements pour mieux partager l'information localement, l'engagement fort dans la prévention

de la délinquance étaient autant de modes d'action mis en œuvre pour conforter ce contact essentiel à l'exercice des missions de sécurité publique.

C'est toutefois la volonté forte de rendre une présence et une visibilité à la gendarmerie nationale, en particulier au niveau

(5) Audition du DGGN devant la commission de la défense nationale et des forces armées – 18 octobre 2016

(6) "Au contact !" Blog du DGGN – octobre 2017

des petites brigades⁵, qui consacre la fonction « contact » comme « *la première de nos priorités stratégiques* »⁶.

L'expérimentation des BTC, la volonté de sanctuariser la fonction « contact »

Afin d'éviter la création de déserts de sécurité – ou leur accroissement – et en prenant conscience des limites d'une politique de réduction progressive du nombre de brigades territoriales sur le service de la gendarmerie, la nécessité d'expérimenter une organisation des unités en rupture avec les modèles usuels et permettant d'assurer une plus grande proximité avec la population s'est imposée.

Implantées sur des territoires à faible activité judiciaire, une trentaine d'unités sélectionnées à partir des propositions des échelons territoriaux ont pu ainsi mettre en place un nouveau mode de fonctionnement. Un *vade-mecum* a permis de définir les lignes directrices et les objectifs poursuivis, les unités ayant toute latitude

pour adapter le modèle de référence à leur situation. La clef de voûte du dispositif a été la rédaction d'un « *contrat opérationnel* » pour chaque unité, pierre angulaire du service de la BTC permettant de fixer pour l'ensemble des acteurs leur périmètre d'action dans ce paysage organisationnel remodelé.

Par principe, la BTC n'a pas vocation à exercer la plénitude des missions dévolues aux unités de gendarmerie départementale, la coordination avec les unités périphériques permettant d'organiser le report de charge induit. Le service externe est privilégié avec l'emploi de Néogend, qui facilite la "nomadisation du gendarme". Allégés en partie de la contrainte des astreintes liées à la gestion des interventions et des enquêtes chronophages, les commandants de ces unités ont retrouvé des marges de manœuvre dans la conception de leur service.

Disposant d'une complète autonomie, pouvant se consacrer aux services « *au contact* », les militaires de ces brigades à effectifs réduits sont allés à la rencontre de la population, partageant les informations et rassurant par une présence accrue sur le terrain, dans un rapport humain modifié car décorrélé de tout caractère d'urgence.

Après six mois, l'évaluation au niveau national de cette expérimentation dresse le constat d'une satisfaction forte de la part des habitants des territoires concernés qui



Le contact est un des fondamentaux d'un service de proximité.

© MDC T. Miège Sirpa gendarmerie

observent un réengagement tangible et un contact utile renoué avec la population et les élus ruraux⁷. Le choix d'une évaluation selon des critères exclusivement qualitatifs permet ainsi de mettre en avant la

(7) "la gendarmerie teste les brigades de contact"
Magazine Maires de France - septembre 2017

satisfaction de citoyens conscients de retrouver des forces de sécurité leur accordant du temps pour écouter et mieux prendre en compte leurs attentes. Avec pragmatisme, cette expérimentation consolide la pertinence de ce modèle de proximité dans des territoires ciblés, généralement isolés et "oubliés" des priorités de la gendarmerie du fait du peu de délinquance révélée.

En interne, le dispositif, au-delà des bénéfices induits par la responsabilisation et la

souplesse offertes aux acteurs engagés dans la démarche, a généré une nouvelle dynamique et une émulation pour créer du contact au-delà du périmètre des BTC et une prise de conscience collective du déracinement de la gendarmerie sur certains territoires.

Le modèle de la BTC n'est cependant pas transposable partout, notamment sur le ressort d'unités plus fortement impactées par la délinquance. Dès lors, pour ne pas créer de déséquilibre dans l'offre de proximité pour les zones moins préservées de la délinquance, la gendarmerie se doit de promouvoir d'autres modèles de fonctionnement pour valoriser la fonction "contact".

La valorisation de la fonction "contact", un projet central pour la gendarmerie

Au cœur des enseignements tirés de cette expérimentation, figurent la conviction d'une obligation de sanctuariser la fonction contact dans le service quotidien des

(8) "Au contact !" Blog du DGGN – octobre 2017.

militaires⁸ et le besoin identifié de définir un contrat opérationnel à la

mesure de chaque unité. Cela impose une adaptation du fonctionnement du service à la réalité du territoire et la promotion de modèles différenciés, dès lors qu'ils apportent une réponse concrète à ce besoin de lien et de confiance avec la population.

(9) "Une police proactive qui cherche à régler les problèmes dans la durée a les meilleures chances de succès" Manuel de la police de proximité – 3^e édition. Institut Suisse de Police. 2016.

(10) Par exemple, la Force de Liaison et d'Action des Mille Etangs (F.L.A.M.E.) (GGD70), entité non permanente, réunissant des réservistes pour des missions ponctuelles, privilégiant les contacts personnalisés avec des modes de déplacement doux.

Le "contact", identifié comme facteur d'optimisation du travail du gendarme, devient ainsi un objectif fondamental, dans le cadre d'une réflexion plus large sur le service de la gendarmerie et sur les pratiques professionnelles pour intégrer les méthodologies de "résolution de problème"⁹. Toutes les unités ont vocation à s'engager dans cette démarche, que ce soit sous la forme de

"groupe contact", de "référént contact" ou dans le cadre de dispositifs innovant développés localement¹⁰.

Cette rénovation du service de la gendarmerie départementale doit être organisée autour de l'échelon de la compagnie, qui occupe désormais une place centrale afin d'assurer la cohérence du service et l'équilibre général dans l'exercice des grandes fonctions de la gendarmerie : intervention, investigation, prévention et contact. En se fondant sur une analyse fine du territoire et de la demande de sécurité, dans une approche quasi sociologique des attentes et des besoins, le commandant de compagnie a vocation à partager son diagnostic avec l'ensemble des acteurs concernés pour élaborer un contrat opérationnel à sa mesure et le décliner, en plaçant la proximité au cœur du service quotidien.

Dans cette conception de manœuvre, si le principe du maintien de la compétence générale des unités territoriales ne doit pas être remis en cause, il ne fait pas obstacle à la recherche de solutions novatrices mettant fin au modèle de polyvalence

(11) "L'objectif final est bien de repositionner la proximité au cœur de nos priorités du quotidien et si besoin, de repenser le portefeuille missionnel de nos unités." (Blog du DGGN 16 juin 2017 "La proximité, notre ADN").

uniforme¹¹ de la communauté de brigades ou de la brigade territoriale autonome.

L'expérimentation des BTC a en effet montré que pour préserver les services dédiés au contact, le fonctionnement des unités

élémentaires devait être davantage personnalisé, en différenciant les missions confiées selon les capacités et les charges de chacun.

Le "contact", une révolution culturelle

Le chantier de la brigade de contact, ouvert en septembre 2016, épouse les priorités et les attentes d'une population en demande de transparence et de confiance. Ce recentrage sur cette écoute du citoyen oblige à construire une nouvelle philosophie de la sécurité, au plus près du terrain. Le gendarme, premier acteur de cette proximité, doit partager localement l'enjeu de la sécurité avec un ensemble de partenaires et la population, tout en incarnant la souveraineté de l'Etat sur le territoire.

(12) Mise en place de la "Brigade Numérique" en 2018.

Il s'agit d'un projet d'entreprise qui dépasse nécessairement la simple

dimension organisationnelle, la proximité physique devant pouvoir être prolongée dans l'espace numérique¹² en s'appuyant pour chacun des militaires sur une offre de formation initiale et continue adéquate.

En relevant ainsi le défi de la proximité et de l'échange avec la population, dans une société qui évolue et se transforme, la gendarmerie renoue avec ses fondamentaux. Elle s'inscrit, à partir de l'expérimentation menée dans ces quelques territoires ruraux, dans une vision stratégique ouverte et de long terme faisant de nouveau de la proximité le socle de la sécurité publique.

L'AUTEUR

Le colonel Jude VINOT occupe les fonctions de chef du bureau de la sécurité publique au sein de la DGGN. Officier des armes, il a alterné tout au long de sa carrière des postes de commandement en unités opérationnelles : escadron de gendarmerie mobile d'Annecy (1999-2002), compagnie de gendarmerie départementale d'Albertville (2002-2006), groupement de gendarmerie du Nord (2011-2015), et des temps en administration centrale : chargé de projet au centre de prospective de la gendarmerie nationale (2006-2007), chef de section puis adjoint du bureau contrôle de gestion évaluation de la performance au sein de la MPP (2008-2011), puis chef du bureau de la sécurité publique à la direction des opérations et de l'emploi depuis 2015. Il est breveté de l'Ecole de Guerre.

Le CTP : cheville ouvrière

de la prévention de la délinquance

Par Eddy BENESTEAU

C

Consacrée par la loi du 5 mars 2007, la prévention de la délinquance vise à empêcher la commission ou la réitération des infractions. Premiers échelons de conception et d'exécution du service, les Communautés de brigades (COB) et les Brigades territoriales autonomes (BTA) élaborent leur stratégie à partir d'une approche territoriale de la délinquance et d'une analyse des enjeux locaux. Elles s'appuient pour cela sur les Correspondants territoriaux prévention de la délinquance (CTP) qui répondent à une nouvelle doctrine de la gendarmerie en matière de prévention de la délinquance.



EDDY BENESTEAU

Bureau de la sécurité
publique
Section prévention
partenariat

Une doctrine articulée autour de quatre principes généraux

Refondée par une
instruction¹ et une

(1) Instruction 18
000 GEND/DOE/
SDSPSR/BSP
du 20 avril 2016
relative à la mission
de prévention de la
délinquance.

(2) Circulaire 118
000 GEND/DOE/
SDSPSR/BSP du
20 avril 2016 relative
à la mise en œuvre
de la mission de
la prévention de la
délinquance.

circulaire², cette nouvelle doctrine expose les quatre principes généraux suivants :

– Un engagement de tous les échelons : la prévention de la délinquance ne peut être considérée comme une mission optionnelle et doit être systématiquement prise

en compte dans les orientations fixées par les différents commandants territoriaux.

– Une mission ciblée : les actions à mener sont définies au regard des objectifs à atteindre et doivent être précédées d'une analyse locale de la délinquance.

– Une action de proximité : elle doit s'appuyer sur des relais identifiés localement, notamment la population et les élus.

– Des partenariats utiles : ils visent à assurer la cohérence des moyens et des actions entreprises par les différents acteurs de la prévention de la délinquance.

Phases de la lutte contre la délinquance



© Sirpa Gendarmerie

L'action des CTP s'inscrit dans une démarche globale d'appropriation du territoire.

La prévention constitue ainsi la première phase de la lutte contre la délinquance pour tout responsable de la sécurité publique sur le ressort d'une circonscription. Disposant de nombreuses attributions, le commandant d'unité s'appuie sur les compétences du CTP. Celui-ci, instauré au sein de chaque unité élémentaire, a ainsi pour mission de l'assister en participant à la conception, à l'animation et au contrôle du service dans le domaine de la prévention de la délinquance. Parallèlement, il assume également des fonctions plus traditionnelles de gradé d'encadrement au sein de son unité.

Une stratégie opérationnelle à définir et à conduire

La définition d'une stratégie préventive efficace requiert une attention et un investissement certains ; il s'agit de s'approprier précisément son territoire, de mener une analyse fine des phénomènes délictueux locaux et d'élaborer des mesures pour les contrer. Sa conduite peut s'appuyer sur le concept de la roue de Deming, destiné à améliorer la qualité au sein d'une organisation : préparer / mettre en œuvre / contrôler / ajuster.

Dans un premier temps, il convient de dresser le constat de la délinquance sur sa

circonscription. Il se fonde sur une analyse quantitative, issue de la statistique, mais également sur divers facteurs tels que l'impact des zones limitrophes, les modes d'action habituels des délinquants, les axes et moyens de communication, le tissu économique ou la typologie de la population. Ainsi, les vols sur les exploitations agricoles n'auront pas la même sensibilité selon la zone touchée et une série de vols n'aura pas le même impact si elle est majoritairement commise à l'encontre de personnes vulnérables. Par ailleurs, le sentiment de la population peut également mettre en évidence un phénomène ignoré des forces de police comme les vols à faible préjudice, qui ne font pas l'objet d'une plainte systématique, ou les incivilités échappant aux statistiques.

Fort de cette analyse prenant en compte le cadre plus large du plan départemental de lutte contre la délinquance défini au niveau du groupement, le CTP doit déterminer les objectifs à atteindre et les moyens d'y parvenir. Outre l'étude des causes sociales susceptibles de favoriser un comportement délinquant, le CTP doit suivre une démarche intellectuelle rigoureuse visant à répondre aux questions suivantes : quel bénéfice pour tel acte délictuel ? Quelles difficultés ? Quels risques ? C'est par les réponses à ces trois interrogations qu'il peut appréhender les facteurs favorisant le passage à l'acte du délinquant et identifier les leviers rendant les conditions de commission du délit moins favorables. Il pourra

le cas échéant, s'appuyer sur certaines unités spécifiques ou développer des dispositifs innovants.

La gendarmerie dispose des moyens d'agir sur les causes sociales : les brigades de prévention de la délinquance juvénile (BPDJ), dont l'une des missions est la détection des décrochements scolaires, et les intervenants sociaux en gendarmerie orientés sur les violences intrafamiliales. Elle peut également s'appuyer sur une démarche partenariale menée avec certaines institutions et acteurs locaux. Les maires, pivots de la politique de prévention de la délinquance depuis la loi de mars 2007 disposent d'outils adaptés tels que : le rappel à l'ordre, le conseil des droits et devoirs de la famille, le conseil local de sécurité et de prévention de la délinquance, le travail d'intérêt général...

Il revient ensuite au CTP, en concertation avec son commandant d'unité, de mettre en œuvre la stratégie définie. Pour qu'elle soit efficiente, l'adhésion des personnels de l'unité doit être recherchée. Pour ce faire, le CTP explique les motivations de la stratégie arrêtée et participe aux côtés des personnels aux actions menées. Son rôle est également important dans le contrôle des comptes-rendus de service et la centralisation des renseignements éventuellement obtenus lors des services.

Tout dispositif nécessite une évaluation régulière. En effet, les actions menées



La prévention de la délinquance repose sur un contact approfondi et récurrent avec les acteurs territoriaux.

© MDC T. Miège - Sipra Gendarmerie

mobilisent des forces conséquentes qu'il convient d'optimiser. Le CTP veille donc à réorganiser le dispositif en abandonnant certains leviers dont l'inefficacité est manifeste ou en proposant au commandant d'unité les ajustements nécessaires.

La définition et la conduite de cette stratégie nécessitent des qualités humaines et professionnelles certaines. Les CTP bénéficient d'une formation initiale et continue dispensée par l'officier adjoint prévention de la délinquance (OAP) placé auprès du commandant de groupement. Leur capacité à développer et entretenir un réseau de connaissances participe à une meilleure identification des acteurs locaux gendarmerie concourant à la prévention de la délinquance.

Une chaîne fonctionnelle plus lisible

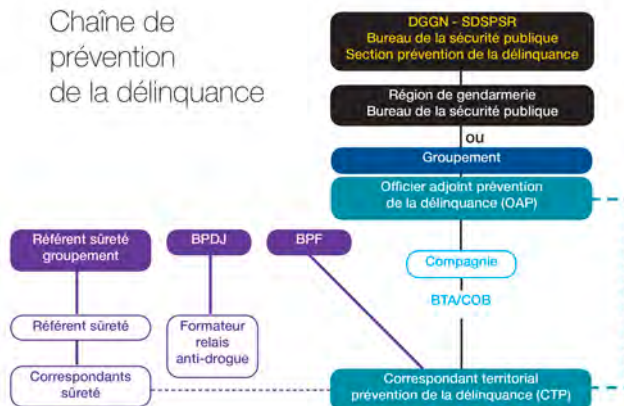
Le 24 mars 2015, le directeur général faisait part sur son blog, des interrogations de personnels de brigade sur la multiplicité des référents au sein des unités. Selon les termes de la mesure 7.8 de la feuille de route de juin 2015 et dans un souci de clarification, le champ d'action du CTP englobe certaines fonctions auparavant confiées à des personnels distincts : le correspondant « sécurité école » et le référent « aînés violences intrafamiliales ». Cette transition se fait en douceur car le CTP s'appuie sur les personnels ayant précédemment occupé ces fonctions, dont la motivation est bien souvent intacte et qui disposent de compétences avérées.

Héritier des premiers « correspondants scolaires » instaurés dès 1998, le CTP est

le correspondant unique du chef d'établissement mais également de son équipe (conseiller principal d'éducation, infirmière scolaire, ...). Les relations fréquentes qu'il entretient sont l'occasion pour lui de recueillir des informations sur des situations susceptibles de dégénérer en conflits ou tensions. Il doit alors être capable de proposer à son commandant d'unité l'adaptation du service (présence renforcée, sensibilisation des élèves en cas de besoin avéré) ou de faire appel à des unités spécifiques telles que les BPDJ pour mener par exemple des actions de sensibilisation ciblées.

En charge de la thématique des violences intrafamiliales, le CTP dispose d'une parfaite connaissance du phénomène sur sa circonscription mais également de la législation et des dispositifs d'accueil et d'accompagnement existant localement. Ainsi, il conseille ses camarades dans la prise en compte des victimes et la conduite des procédures. Il a également pour mission d'entretenir des contacts réguliers avec l'ensemble des partenaires et associations impliqués. Cette concentration des attributions au niveau de l'unité élémentaire, consolide le dispositif institutionnel de prévention au sein du département.

Chaîne de prévention de la délinquance



Le CTP complète en effet, la chaîne fonctionnelle dédiée à la prévention de la délinquance initiée avec la mise en place de l'officier adjoint prévention de la délinquance au niveau du groupement. L'échange est désormais simplifié entre acteurs parfaitement identifiés. De plus, les réseaux collaboratifs existants favorisent une plus grande proximité et une transmission de l'information plus fluide : le groupement des Yvelines a ainsi instauré une communauté RESOgend (réseau collaboratif propre à la gendarmerie) regroupant l'ensemble des CTP du groupement et l'officier adjoint prévention de la délinquance. Cet outil complète le réseau institutionnel regroupant sous l'égide de la DGGN, l'ensemble des OAP de métropole et d'outre-mer.

La mise en place d'un interlocuteur unique concourt également à une meilleure coordination avec les autres acteurs dédiés à la

prévention de la délinquance. Ces derniers peuvent être institutionnels comme les BPDJ dont l'activité, marquée par un fort tropisme vis-à-vis du milieu scolaire, nécessite une bonne coordination avec les unités territoriales ou encore la chaîne de la prévention technique de la malveillance constituée par les « référents et correspondants sûreté », qui concourt à la mise en sûreté d'un site par la délivrance de recommandations humaines, organisationnelles et techniques. Le CTP agit également avec les acteurs, externes à la gendarmerie, de la prévention de la délinquance, qui sont nombreux et variés : les collectivités territoriales, les représentants associatifs ou de corporations mais également de simples citoyens.

Un rapprochement vers la population

La prévention de la délinquance constitue le premier temps de l'action de la gendarmerie nationale. L'instauration des CTP au sein de chaque unité territoriale structure une chaîne fonctionnelle dédiée. Ils sont les acteurs incontournables de la mise en place d'une stratégie locale de lutte contre l'insécurité publique et la délinquance. Elle vise ainsi à répondre plus fidèlement aux aspirations des citoyens en les plaçant au centre des préoccupations de la gendarmerie. Les actions entreprises pour y parvenir veillent à les associer à leur propre sécurité en développant une culture partagée de la sûreté.

Cette démarche partenariale ne constitue donc pas une simple opération d'affichage mais a pour objectif de mutualiser les ressources et les démarches concourant à un même but. En interne, la gendarmerie affine ses modes d'action et constitue des vecteurs de proximité au travers des brigades de contact et du développement de nombreux outils comme Neogend.

L'AUTEUR

Le capitaine Eddy Benesteau, après sa scolarité à l'EONN de 2006 à 2008, prend le commandement de la communauté de brigades de Calvisson (30). Il commande ensuite la compagnie de gendarmerie départementale d'Amboise (37) en 2012 avant de rejoindre en 2016 la section « prévention-partenariats » du bureau de la sécurité publique à la direction générale de la gendarmerie nationale.

Les drones en gendarmerie :

la maîtrise d'une nouvelle capacité dans le domaine de la troisième dimension

Par Laurent LE GOFF

C

Confrontée à la montée en puissance des drones et à leur prolifération dans le monde civil, mais également au sein de l'Institution où plusieurs unités commençaient à s'en doter pour leurs besoins propres, la Direction générale de la gendarmerie nationale (DGGN) a décidé d'acquérir une flotte de drones permettant de compléter les différentes capacités d'appui des dispositifs au sol depuis la troisième dimension.



LAURENT LE GOFF

Colonel de gendarmerie - Commandant en second des forces aériennes de la gendarmerie nationale

Ainsi, dès octobre 2014, la conduite d'évaluations technico-opérationnelles (ETO) a permis de démontrer la pertinence des systèmes de drones pour l'accomplissement de certaines missions de la gendarmerie nationale, dans le

domaine notamment de la police judiciaire et de l'ordre public.

La construction progressive d'une flotte

Conscient dès le départ de devoir encadrer la mise en œuvre de ces nouveaux moyens aéronautiques, le DGGN décide de confier la réalisation de ces ETO à la Direction des opérations et de l'emploi (DOE), en lien direct avec le Commandement des forces aériennes de la gendarmerie nationale (CFAGN), en sa qualité de conseiller aéronautique du DGGN.

Les ETO, concluant à l'utilité de ce nouveau moyen et étant complétées début 2016 par deux évaluations sur l'emploi des drones en sécurité routière (drone à voilure tournante et drone à voilure fixe), la décision de constitution d'une première capacité nationale de drones a été prise à l'été 2015 par la DGGN. Le Service de l'achat, des équipements et de la logistique de la sécurité intérieure (SAELSI) est alors saisi et un marché public



© Gendarmerie nationale

Employé dans un cadre légal strict, un drone procure une capacité d'acquisition du contexte d'une mission.

d'acquisition est lancé. Il est attribué à la société française Novadem pour son offre micro-drone NX-110. En avril 2016, quatre micro-drones sont livrés dans le cadre de ce premier marché et 29 télépilotes sont formés sur ces systèmes. D'après un recensement officiel réalisé dans les unités disposant déjà de drones notamment le Groupe d'intervention de la gendarmerie nationale (GIGN), la Gendarmerie des transports aériens (GTA) ou bien encore le Pôle judiciaire de la gendarmerie nationale (PJGN), la gendarmerie nationale dispose alors de 11 systèmes de drones. Afin de compléter et d'étendre cette capacité, en métropole comme outre-mer, un second marché d'acquisition de 19 micro-drones tactiques est initié. Il est notifié de nouveau à la société Novadem, pour son système de drones NX-70, par le SAELSI en novembre 2016. Ce second programme, toujours en cours de livraison, permettra d'équiper les unités aériennes de métro-

pole et d'outre-mer au cours du deuxième semestre 2017.

Une répartition liée aux charges missionnelles

En effet, en parallèle de la constitution de cette nouvelle capacité, s'est rapidement posée la question de l'emploi de ces drones et du choix des unités qui en seront dotées. Ces appareils, qualifiés d'aéronefs militaires, sont mis en œuvre selon les règles de la circulation aérienne militaire. Appartenant à l'État et utilisés par la force de sécurité publique qu'est la gendarmerie nationale, ils ont nécessairement le statut d'aéronefs d'État. A ce titre, ils rentrent dans le champ d'application de la réglementation étatique, édictée par la Direction de la sécurité aéronautique de l'État (DSAE), qui reconnaît le Directeur général de la gendarmerie nationale comme autorité d'emploi pour les moyens aériens dont il dispose et qu'il met en œuvre. Ce dernier

a donc décidé d'affecter ces drones à des unités détentrices dont la mission est d'en assurer la gestion. Il s'agit principalement des Sections aériennes de la gendarmerie (SAG). Ces aéronefs sont inscrits au Tableau de dotations des matériels (TDM) de ces unités. La mise en œuvre des drones est quant à elle confiée à des unités principales d'emploi qui peuvent être différentes des unités détentrices des drones. En complément, les unités principales d'emploi peuvent bénéficier du renfort de personnels issus de la gendarmerie départementale comme de la gendarmerie mobile, d'où seront issus la grande majorité des télépilotes, désignés par le bureau formation de la DGGN, pour suivre cette formation dispensée au sein du groupe-ment instruction du CFAGN à Cazaux.

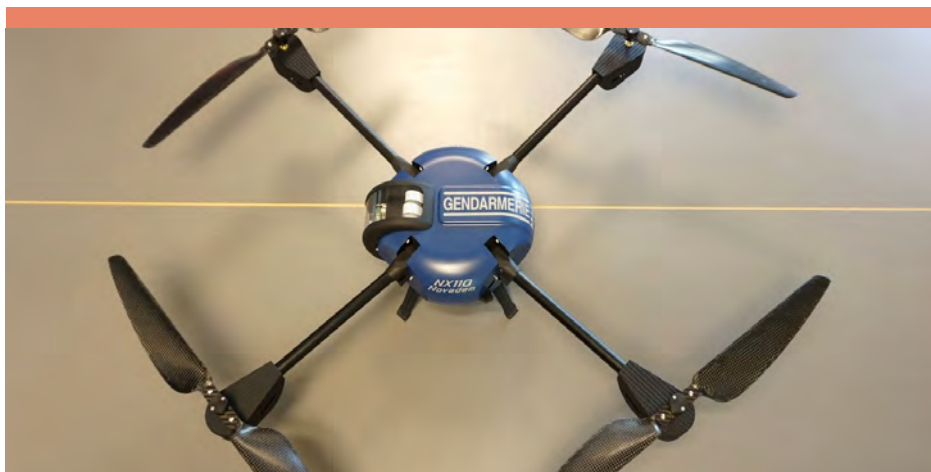
Les micro-drones durcis NX-110, constituant une capacité nationale, restent affectés à des unités particulières de niveau national, ayant vocation à intervenir en tous points du territoire (Groupement des forces aériennes gendarmerie d'Île-de-France à Villacoublay au profit du Groupement blindé de la gendarmerie nationale (GBGM), du PJGN, ou bien encore du Centre de planification et de gestion des crises – CPGC), ou chargées d'une mission de formation comme le Centre national d'entraînement des forces de gendarmerie (CNEFG) à Saint-Astier. Les nano-drones tactiques enfin, utilisés principalement par le GIGN et ses antennes en métropole et outre-mer, n'entrent pas dans le champ réglementaire précédent compte-tenu notamment de leur très petite taille et poids (18 grammes) et donc de l'absence de risques associés à

leur emploi très spécifique.

Une intégration dans la manœuvre 3D

Les modalités d'engagement et les procédures applicables ainsi que la doctrine d'emploi sont définies dans un Manuel d'exploitation (MANEX) des micro-drones de la gendarmerie et dans la très récente instruction relative à l'emploi des systèmes de drones de la gendarmerie nationale, diffusée en avril 2017 à l'ensemble des unités (instruction provisoire n° 94 000). Ces textes d'emploi posent le principe de la complémentarité du drone et de l'hélicoptère. En effet, compte tenu de leurs capacités actuelles, les systèmes de drones n'ont pas vocation à se substituer aux hélicoptères. La capacité en imagerie des systèmes de drones les inscrit dans une manœuvre de renseignement à partir de la 3^e dimension. Leur niveau d'engagement est aujourd'hui limité en termes de durée de vol, de possibilité de retransmission, d'altitude et de distance par rapport au télépilote, mais aussi en raison d'une réglementation étatique encore très restrictive.

La décision de recourir aux systèmes de drones, en lieu et place de l'hélicoptère ou bien en complément de celui-ci, relève d'une décision de commandement. Face à un événement, survenu ou susceptible de survenir, les capacités d'appui respectives de chaque vecteur sont évaluées, au cas par cas dans leur environnement, et éventuellement confirmées par un avis technique émanant du CFAGN qui permet d'identifier et de mettre en œuvre le moyen aérien le plus approprié à la mission demandée.



© Gendarmerie nationale

Le NX 110 Novadem s'intègre dans un large spectre missionnel.

En pratique, comme pour l'hélicoptère, tout commandant d'unité a la possibilité de demander l'appui d'un drone. Le général, commandant la gendarmerie pour la zone de défense et de sécurité, ou le COMGEND en outre-mer, dispose pour emploi des moyens (hélicoptères et aéronefs télépilotes) mis en place dans les unités aériennes sur sa zone de compétence.

Les modalités d'engagement sont similaires au processus décisionnel en vigueur pour la mise en œuvre des hélicoptères. Toute intervention d'un système de drones fait l'objet d'une demande de mission, soit écrite, soit orale, en fonction des circonstances et de l'urgence de la situation. Cette demande est étudiée systématiquement par l'unité aérienne et analysée au regard des contraintes techniques et de la situation opérationnelle. Le commandant du groupement des forces aériennes de la gendarmerie concerné donne un avis tech-

nique sur toute demande de concours d'un système de drones. La mission est alors accordée par la région, entraînant la désignation du binôme chef de mission / télépilote, chargé de la conduire. Au travers de la maîtrise de cette nouvelle capacité, l'enjeu pour la gendarmerie consiste à optimiser la manœuvre dans la troisième dimension en trouvant le meilleur compromis entre efficacité, sécurité et coût, afin d'apporter aux unités une réponse opérationnelle opportune et proportionnelle. Les manœuvres et missions d'ampleur impliquant l'emploi simultané d'un ou plusieurs hélicoptères et systèmes de drones se feront nécessairement après désignation et l'engagement d'un coordonnateur 3D, rôle alors assuré par un officier des forces aériennes de la gendarmerie.

Un vecteur polyvalent pour un large spectre d'emploi

L'année 2017 constitue donc une étape importante pour la montée en puissance

de l'utilisation des drones en gendarmerie. Tout d'abord, la manœuvre formation, menée par le groupement d'instruction du CFAGN à Cazaux se densifie : 64 télépilotes seront ainsi formés au cours de l'année, 40 pour la métropole et 24 pour l'outre-mer où seront déployés 6 systèmes de drones au cours du second semestre (en Martinique, Guadeloupe, Guyane, Nouvelle-Calédonie, à La Réunion et à Mayotte).

L'emploi opérationnel sera ensuite développé au fur et à mesure de la livraison et du déploiement des moyens. Les possibilités de missions apparaissent en effet multiples. Le drone est un outil pouvant permettre d'éclairer la décision du commandant des opérations grâce à la mise en œuvre de sa caméra embarquée et à la retransmission d'images en temps réel, au plus près de la zone d'action. Il facilite une modélisation de cette dernière, l'appréciation fine de la situation opérationnelle y compris dans la profondeur, l'exploitation des images pour mieux connaître l'adversaire et ses intentions. Les systèmes de drones peuvent également renseigner les autorités hiérarchiques grâce au déport des images. La mission d'appui des drones à l'engagement des unités au sol peut également revêtir différentes formes. Ils peuvent ainsi surveiller une zone ou un flux de personnes, éclairer ou reconnaître un objectif, appuyer un poste de contrôle sur un axe ou un compartiment de terrain. Judicieusement employé dans une zone impactée par la délinquance de voie publique, le drone peut contribuer à dissuader les malfaiteurs d'agir, soit par sa furtivité, soit par une démonstration visible de ses capacités.

Dans le domaine des services d'ordre, mais aussi du maintien de l'ordre, sur la voie publique comme dans les cas d'occupation illicite d'emprises privées ou publiques, les systèmes de drones peuvent accompagner la progression d'un dispositif, l'éclairer ou le couvrir.

En matière de protection des personnes et des biens, dans la limite de ses capacités techniques, un drone peut surveiller un site ou un convoi à l'arrêt, participer à la recherche d'une personne disparue, et aider à la localiser dans un environnement restreint ou périlleux.

Dans le domaine de la police judiciaire, des possibilités sont offertes pour la recherche du renseignement, l'accès à une zone contaminée, le soutien aux opérations de criminalistique pour figer un état des lieux ou bien encore pour l'appui aux dispositifs tactiques d'observation-surveillance, en statique comme en dynamique.

De plus, les systèmes de drones peuvent avoir une utilité dans des procédures relevant de la logistique comme la vérification de toitures et de points hauts ou l'inspection de pylônes équipés de moyens mis en œuvre par les SSIC.

Enfin, et c'est un point non négligeable, le drone est un formidable outil de communication qui peut largement contribuer à la promotion de la gendarmerie nationale, développant ainsi une image de modernité qui permet de la valoriser auprès du grand public. Les drones disposent de nombreux avantages. Ils peuvent ainsi réaliser des missions de courte durée, en environ-

nement local, sans interférer avec les différents espaces aériens réglementés. Ils peuvent faire de l'observation, enregistrer des images et retransmettre de la vidéo à très faible altitude. Ils ont bien entendu un faible impact sur l'environnement (pas de « pollution » de scène de crime par exemple), assurent des vols avec une relative discrétion notamment en termes de bruit, ont une capacité à entrer dans une zone restreinte ou confinée, mais également de voler en environnement « 3D » : Dull (ennuyeux), Dirty (sale) et Dangerous (dangereux). Enfin, les drones sont simples à mettre en œuvre comme à utiliser et ont un coût d'emploi parfaitement optimisé. Ils constituent donc une véritable valeur ajoutée dans le cadre d'un engagement opérationnel de niveau tactique.

Il n'en demeure pas moins que la mise en œuvre des micro-drones tactiques acquis par la gendarmerie nationale est soumise à des limitations techniques et réglementaires qu'il convient de connaître et de prendre en compte. Ainsi, les drones ne peuvent être pilotés qu'en vue directe du télépilote, dans un rayon d'un kilomètre de celui-ci et à une hauteur maximale de 150 mètres/sol. Par ailleurs, seuls les NX110 disposent d'une capacité de vol de nuit et dans le cadre d'un vol en environnement dit sensible (vol en zone urbaine, survol de foules...), la distance horizontale maximale est réduite à 100 mètres.

Le CFAGN, de par son expertise, conduit un projet évolutif

Le CFAGN, en sa qualité de conseiller

technique aéronautique du DGGN, assure la direction du programme des drones de la gendarmerie nationale et accompagnera donc la montée en puissance de la formation et de l'exploitation opérationnelle des drones. Outre le fait qu'il est détenteur-dépositaire de la plupart des matériels acquis, le CFAGN reste l'organe centralisateur de gestion en termes de sécurité des vols, de formation, de contrôle et d'évaluation des télépilotes, de maintenance des matériels en lien avec l'industriel, et de veille réglementaire et technologique. Une application informatique spécifique, baptisée GENDRONE, est en cours de finalisation afin de suivre l'ensemble des missions opérationnelles et des entraînements réalisés par les télépilotes qualifiés. Le CFAGN est chargé d'établir pour la fin de l'année un premier retour d'expérience de l'emploi opérationnel des différents systèmes de drones afin d'en tirer notamment des enseignements relatifs à la stratégie d'acquisition pour les années à venir.

Au final, le développement des systèmes de drones au sein de la gendarmerie nationale participe de la démarche globale de modernisation des modes d'actions et des outils. Il doit contribuer, au plan opérationnel, à accroître encore l'efficacité des unités engagées, tant dans la gestion d'événements majeurs que dans l'accomplissement de missions du quotidien.

C'est là tout l'enjeu de la maîtrise de cette nouvelle capacité qu'offrent les drones dans le domaine de la troisième dimension.

Former

au renseignement

Par **Frédéric DELMAËRE**

D

Dans un contexte de menace terroriste maximale, la gendarmerie qui revendiquait une place dans le monde du renseignement depuis des années, s'y est vue intégrée en à peu près deux ans, de la création le 6 décembre 2013 de la sous-direction de l'anticipation opérationnelle au sein de

la direction générale de la gendarmerie au décret 2015-1639 du 11 décembre 2015 qui fait entrer trois services de la gendarmerie dans le second cercle (SDAO, SDPJ, SR) prévu par la loi renseignement du 24 juillet 2015.



FRÉDÉRIC DELMAËRE

Lieutenant-colonel de gendarmerie - Commandement des écoles de la gendarmerie nationale - Commandant le centre national de formation au renseignement opérationnel

Un maillage territorial dense et l'implication de chaque militaire dans la mission de recueil des informations, dans le cadre de ses missions quotidiennes, ont fait que la gendarmerie a eu

parfois la réputation d'être « *l'arme du renseignement* ». Pourtant, pour que de multiples informations recueillies deviennent du renseignement, il faut qu'elles soient traitées par des personnels spécialement formés à leur exploitation. En matière de renseignement la science infuse n'existe pas, seule une formation technique, spécifique et continue permet de prétendre à sa correcte élaboration.

C'est là tout le défi que le CNFRO (Centre national de formation au renseignement opérationnel) doit s'attacher à relever en répondant aux exigences de l'engagement de la gendarmerie dans son action en matière de renseignement, en proposant des formations qui visent à faire acquérir aux stagiaires les compétences (savoirs et savoir-faire) et la culture qui leur permettront

d'être des professionnels efficaces et des interlocuteurs reconnus. Cette culture est comprise au sens de la définition du sociologue Guy Rocher : « *Ensemble lié de manières de penser et d'agir plus ou moins formalisées qui, étant apprises et partagées par une pluralité de personnes, servent, d'une manière à la fois objective et symbolique, à constituer ces personnes en une collectivité particulière et distincte* ».

Qu'est-ce que le renseignement ?

Le terme recouvre deux acceptions principales. Ce peut être un produit, information remarquable ou somme d'informations, qui a été estimé en valeur, en pertinence et en utilité. Un renseignement est une information délivrée pour guider des prises de décisions et des actions. Le livre blanc 2008 sur la défense et la sécurité nationale stipule : « *Le renseignement a pour objet de permettre aux plus hautes autorités de l'État, à notre diplomatie, comme aux armées et au dispositif de sécurité intérieure et de sécurité civile, d'anticiper et, à cette fin, de disposer d'une autonomie d'appréciation, de décision et d'action...* ».

On peut également aborder la notion de renseignement comme une activité, la méthode utilisée pour le produire. En 1976, à l'occasion de la création de l'*United States Senate Select Committee on Intelligence* (SSCI), commission permanente du Sénat des États-Unis dédiée à la surveillance de la communauté du renseignement américaine, le Sénat des États-Unis a proposé

une définition mixte qui met l'accent sur le processus de conception en réponse à la question des modalités d'élaboration du renseignement : « *Le renseignement est le résultat de la collecte, de l'évaluation, de l'analyse, de l'intégration et de l'interprétation de toutes les informations utiles à la décision ou à la planification, que ce soit dans le domaine stratégique ou dans les activités opérationnelles* ». (Sénat des États-Unis, 94^e session du Congrès, 1976). Cette dernière définition aborde la fonction renseignement au travers des différentes phases qui se succèdent pour aboutir au produit « renseignement » et l'expose sous la forme d'un cycle.

Ce processus comprend cinq phases :

- l'orientation : identification et expression des besoins en information, phase au cours de laquelle les acteurs définissent un plan et une stratégie de recherche adaptés à l'organisation et aux ressources disponibles, dans le cadre d'un projet nécessitant des connaissances ;
- le recueil : acquisition des informations à partir des sources exploitables, formelles ou informelles ;
- le traitement, mise en forme des informations, computation (croisement ou comparaison automatique), thématization, historisation, stockage, éventuelle réorientation des sources ;

– l'exploitation qui comprend l'analyse et la synthèse des informations. C'est la phase où l'information est transformée en renseignement ;

– la diffusion du renseignement vers les décideurs puis leur retour critique.

Gendarmerie nationale et renseignement

Le renseignement est pour la gendarmerie un double impératif, à la fois fonctionnel et missionnel qui est inscrit dans les textes qui la régissent : loi n° 2009-971 du 3 août 2009 et instruction n° INTK1400694C du 21 mars 2014 relative à la réforme du renseignement territorial notamment. La réussite de son engagement opérationnel repose sur la qualité du renseignement qu'elle produit. Trois textes déterminent précisément le périmètre de ses attributions en matière de renseignement.

1. La loi n° 2009-971, du 3 août 2009, relative à la gendarmerie nationale indique dans son article 1, *tertio* :

– la gendarmerie contribue à la mission de renseignement et d'information des autorités publiques, à la lutte contre le terrorisme, ainsi qu'à la protection des populations.

2. L'arrêté du 6 décembre 2013, modifiant l'arrêté du 12 août 2013, portant sur l'organisation de la direction générale de la gendarmerie nationale expose que la Sous-

direction de l'anticipation opérationnelle (SDAO) :

– participe à la recherche, au recueil, à l'analyse et à la diffusion des informations de défense, d'ordre public et de sécurité nationale nécessaires à l'exécution des missions de la gendarmerie ;

– assure le traitement du renseignement opérationnel d'ordre public et du renseignement de sécurité économique en métropole et en outre-mer.

3. La circulaire n° 119500/GEND/DOE/SDAO, du 14 mai 2014, relative aux conditions d'exécution par la gendarmerie de sa mission de renseignement précise dans le préambule du paragraphe I :

– la gendarmerie dispose d'une compétence générale, en métropole et outre-mer, pour ce qui concerne le recueil et l'exploitation des informations intéressant la défense et la sécurité nationale, l'ordre et la sécurité publics ainsi que la sécurité économique.

La gendarmerie adresse aux autorités habilitées, à titre principal, le renseignement de sécurité publique dont la finalité est d'anticiper et de suivre les mouvements sociaux et sociétaux contestataires susceptibles de troubler l'ordre et la sécurité publics. Elle concourt également au renseignement de sécurité nationale et de sécurité intérieure, plus particulièrement dans sa dimension antiterroriste. Le concept global de

« renseignement d'intérêt opérationnel », appelé de façon simplifiée « renseignement opérationnel », définit son cadre général d'action.

En matière d'outils, la gendarmerie s'est dotée, en 2011, du système d'information BDSP (Base de Données de Sécurité Publique) dont deux de ses quatre modules permettent d'optimiser le traitement du renseignement d'ordre public (recueil, exploitation, animation) :

- GIPASP (Gestion de l'Information et Prévention des Atteintes à la Sécurité Publique) ; Le module GIPASP a fait l'objet du décret de création n° 2011-340 du 29 mars 2011 afin qu'il soit conforme aux prescriptions de la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 modifiée relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés.

- GEA (Gestion des Événements d'Ampleur).

Le respect des obligations de la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 modifiée relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés.

La circulaire n° 35500/GEND/DOE/SDDOP/BVO/DR du 9 septembre 2011 relative à l'emploi de BDSP prévoit, sous la responsabilité du CNFRO, des conditions particulières d'exploitation de ce module par les personnels de la filière renseignement. Ces exigences supplémentaires demandées aux analystes et aux cadres du

renseignement consistent en une certification délivrée par le centre après réussite à un contrôle comportant des questions théoriques et une épreuve pratique portant sur la mise en œuvre et l'exploitation de GIPASP. Cette certification se déroule lors des stages de formation à l'emploi et en est l'un des conditionnants.

Méthodes de raisonnement et appropriation territoriale : des concepts clés en formation

Les stages proposés par le CNFRO se structurent à partir de deux objectifs pédagogiques :

- l'acquisition des savoir-faire listés dans des Référentiels des activités et compétences (RAC) spécifiques aux analystes et cadres du renseignements ;

- l'appropriation d'une méthodologie : De la méthode, rien que de la méthode, toujours de la méthode... Si l'une des finalités de la formation est de faire acquérir aux stagiaires des compétences identifiées, il s'agit aussi de leur faire prendre conscience que la mise en œuvre du cycle du renseignement repose sur un processus de raisonnement méthodique. Toute démarche d'analyse implique une phase préalable de « questionnement systématique et exhaustif » dont la qualité conditionne celle de l'analyse proprement dite qui est réalisée en vue de collecter les informations nécessaires et suffisantes pour dresser l'état des lieux et rendre

compte d'une situation, d'un problème ou d'un processus. Suivant la nature de la situation qui motive l'activation du cycle, la liste des questions auxquelles on doit savoir répondre varie. En matière d'ordre public, une prévision de manifestation par exemple, les interrogations sont simples et connues : qui, pourquoi, où, quand, comment.

Dans le domaine de la prévention de la radicalisation, il en va tout autrement.

Activités, sous-activité, tâches et compétences

Les RAC traduisent en activités et tâches les orientations données par la circulaire n° 35 500/ GEND/DOE/SDDOP/BVO/ DR. Recenser les activi-

tés d'un poste revient en fait à décliner la mission en grands domaines ou secteurs d'activités. Les sous-activités représentent ce que doit faire concrètement le titulaire d'un poste. Elles expriment la façon dont il s'y prend pour accomplir chacune de ses activités. Phase essentielle, c'est en partant des sous-activités que vont être identifiées et décrites les compétences requises dans l'emploi. Les tâches sont les opérations qui permettent la réalisation des sous-activités.

Les compétences représentent l'ensemble des acquis qu'un individu doit mettre en œuvre pour réaliser de façon satisfaisante les activités liées à son emploi. Elles sont

généralement réparties en trois catégories : savoirs théoriques et pratiques (ensemble de connaissances), savoir-faire (mise en œuvre de méthodes, techniques, outils ou procédures) et savoir-être (comportements, attitudes).

ACTIVITÉ	SOUS-ACTIVITÉ	COMPÉTENCE
I/ Orienter la recherche du renseignement	1.1 – Identifier les besoins en renseignements.	<ul style="list-style-type: none"> - Consulter les enjeux et menaces rapportés à son territoire ; - Prendre en compte les commandes hiérarchiques ; - Prendre en compte les commandes du SCRT et des autres services de renseignement partenaires ; - Prendre en compte le contexte politique, médiatique et opérationnel national comme local ; - Définir ses intérêts propres en renseignements ; - Hiérarchiser les besoins selon des critères d'urgence et de sensibilité.
	1.2 – Exprimer les besoins en renseignements.	<ul style="list-style-type: none"> - Élaborer un plan de recherche du renseignement en coordination avec le SCRT ; - Solliciter le SCRT et les autres services de renseignement ; - Décliner les axes de recherche adressés par les échelons supérieurs ; - Concevoir des axes de recherche / des EVT dans BDSP ; - Actualiser le synopsis et l'ESTOP de son niveau territorial.
	1.3 – Engager les moyens pour la recherche.	<ul style="list-style-type: none"> - Désigner les moyens organiques ; - Demander des appuis ; - Répartir les missions et coordonner l'action ; - Se faire identifier comme correspondant renseignement gendarmerie ; - Entretien le contact ; - Conduire un entretien.
II/ Recueillir des informations	2.1 – Animer un réseau de correspondants de son niveau	<ul style="list-style-type: none"> - Identifier les interlocuteurs utiles ; - Se faire identifier comme correspondant renseignement gendarmerie ; - Entretien le contact ; - Conduire un entretien.
	2.2 – Recueillir des informations en source couverte	<ul style="list-style-type: none"> - Faire exécuter un plan de veille Internet par ses analystes renseignement ; - Identifier les publications écrites de son niveau ; - Participer aux réunions, conférences et autres interventions, publiques ou réservées, de son niveau.

Extrait du RAC « Cadres du renseignement »

© Gendarmerie nationale

La territorialité au cœur des compétences

On voit au travers de la description faite de deux activités fondamentales du renseignement, orientation et recueil, que les compétences nécessaires pour les exercer ressortent directement du processus de l'appropriation territoriale.

L'orientation de la recherche du renseignement suppose de savoir décliner de manière territorialement pertinente des axes de recherche généraux. Ces directives reprennent le « quoi », à savoir quelle est la nature des interrogations pour lesquelles on cherche une réponse et le « où »

afin de déterminer les milieux, structures, individus auprès desquels les éléments de réponse sont susceptibles d'être recueillis. Sans une analyse préalable des territoires sous l'angle des risques et des menaces pouvant les affecter, cette action ne peut s'exécuter.

En matière de recueil, la clé est la proximité et le contact avec la population, mission qui dépasse largement le cadre de la chaîne renseignement pour concerner l'ensemble des gendarmes. Le recueil se fait de deux manières : soit par opportunité (par « inadvertance »), soit de manière active, ciblée. Le recueil d'opportunité est tous azimuts. Ce collationnement se fait au hasard de toute mission. Le recueil ciblé est directif. Sur la base d'orientations spécifiques, le gendarme va aller au contact d'un objectif (structure ou individu) susceptible d'apporter les informations recherchées après avoir étudié l'ensemble des potentialités présentes. La constitution d'un réseau de contacts est un des fondamentaux de la formation au renseignement (Cf. Manuel pratique du renseignement opérationnel – SDAO).

Une logique de formation

Un cursus professionnel

Architecture des formations

Ce panel de formations doit pouvoir constamment évoluer afin de toujours

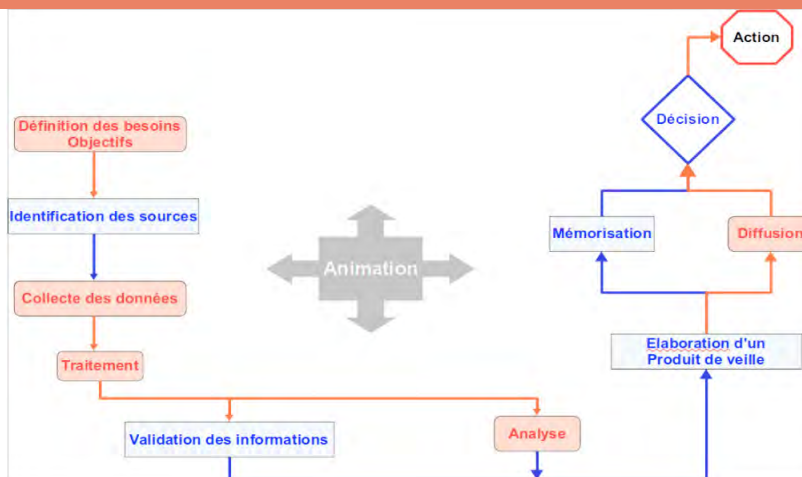
mieux répondre aux exigences de l'engagement de la gendarmerie dans son action en matière de renseignement. Ainsi, si la maîtrise technique de l'outil BDSP doit rester une préoccupation permanente, la phase de transmission de l'information par sa rédaction et sa première exploitation fera l'objet des prochains efforts pédagogiques. En effet, séparer contexte, faits et commentaires est un exercice nécessaire mais complexe. De plus, les nouvelles technologies ouvrent de nouvelles perspectives en termes de capteurs et à cet égard, une spécialisation plus poussée du stage SOINT pourrait se concrétiser par un stage SOINT2-cyber.

Il faut d'autre part intégrer les nouveaux supports de formation. L'*e-learning* est l'une des réponses tant aux besoins en recyclage qu'à ceux de la formation de tous les gendarmes en tant que capteurs.

Les propositions de la recherche universitaire qui se développe doivent aussi être considérées.

Enfin, il convient peut-être d'envisager une réflexion sur les axes de convergence en matière de formation entre le renseignement opérationnel et le renseignement criminel, tout au moins en matière de théorie et d'outils.

Former au renseignement est donc un choix stratégique qui ne peut supporter l'approximation et justifie ainsi l'existence



Étude sur le cycle du renseignement d'après un document de l'université Mercyhurst.

© Université Mercyhurst

Les formations « socle »				
Stage	Volume horaire	Nombre	Stagiaires	Contenus
Analyste renseignement	150 heures	2 / 3 par an	70 / 105	Théorie et outils Islam et radicalisation BDSP SCRT et chaîne gendarmerie Exercices, mises en applications, restitutions
Cadre du renseignement	112 heures	1 / 2 par an	30 / 60	Théorie et outils BDSP Faits de société Communauté du renseignement, SCRT et chaîne gendarmerie Exercices, mises en applications, restitutions
Les formations de cursus				
SOINT	39	8 / 10	112 / 140	Internet Outils d'organisation Réseaux sociaux Sources et sécurité Exercices, mises en applications, restitutions
Islam et radicalisation	39	1 en 2017	30	Histoire et cadre géopolitique Radicalisation Intervenants et outils Méthodes de travail Exercice / restitution
I.E.	39	2	60	Théorie Outils Faits et société Exercices / restitution

au sein du commandement des écoles d'un centre national expert dédié, le CNFRO dont la devise est :

« *Savoir pour prévoir afin de pouvoir* »

(Auguste Comte)

L'AUTEUR

Frédéric Delmaëre a connu une carrière fortement marquée par une dominante SIC. Il a alterné des postes en administration centrale, il a été adjoint au sous-directeur des supports opérationnels au sein du ST(SI)², et des temps de commandement. Il a rejoint, le 1^{er} août 2013, le commandement des écoles en qualité de Commandant du centre national de formation au renseignement opérationnel (CNFRO) installé au sein du fort de Rosny-sous-Bois.

Il est le concepteur des deux nouvelles formations dédiées à l'accompagnement par le CNFRO de la montée en puissance de la fonction « renseignement » en lien étroit avec la Sous-direction de l'anticipation opérationnelle (SDAO). Titulaire d'un DESS en réseaux de télécommunication, Frédéric Delmaëre, est un ancien auditeur de la X^e session de l'IERSE.

Réseaux sociaux

gendarmerie et proximité numérique

Par Nicolas GARRIER

L

La gendarmerie fait partie des institutions françaises les plus présentes sur les réseaux sociaux. Véritables outils opérationnels, ils permettent de diffuser une information descendante sous le signe de l'urgence à tous nos abonnés. Surtout, ils contribuent quotidiennement à créer une nouvelle forme de relation avec nos concitoyens et à les tenir informés des services que nous sommes à même de leur proposer. L'enjeu est d'accompagner



NICOLAS GARRIER

Colonel de gendarmerie- Chef du bureau médias - Service d'Information et de Relation Publiques des Armées - Gendarmerie

la transformation numérique qui touche notre société et de conforter notre place d'acteur majeur de la sécurité en répondant aux attentes de la population. En somme, nous travaillons sans le dire à créer au quotidien une nouvelle forme de proximité : la proximité numérique.

Les réseaux sociaux, est-ce vraiment utile ?

Il y a les « pro » et les « anti », les jeunes connectés à Snapchat, les moins jeunes plutôt sur Facebook, les professionnels sur LinkedIn, ceux qui veulent une information rapide sur Twitter. Surtout, il y a ceux qui trouvent cela très futile, voire inutile. Dans ces conditions, il peut paraître surprenant de parler de proximité numérique et de construire l'avenir sur des sables mouvants : comment peut-on être proche des gens en étant sur un espace virtuel ? Comment savoir si ces réseaux, nés il y a peu, existeront toujours dans quelques années ?

L'objet du propos n'est pas de répondre à ces questions. Le fait est qu'actuellement 2 milliards de personnes utilisent Facebook dans le monde (33 millions en France), 328 millions Twitter (16 millions en France). Ces réseaux sont des émetteurs puissants dont les messages peuvent être relayés sans filtre de manière très rapide et gratuite... avec les

bons et les mauvais côtés : nul n'ignore les célèbres prises de position du président Trump sur Twitter. Plus proche de nous, de nombreux hommes politiques français exploitent les potentialités des outils numériques et parlent même de créer des médias alternatifs. Bref, que l'on soit pour ou contre, il y a un intérêt à y être présent. Rappelons d'ailleurs qu'en 2008, les autorités ont eu du mal à canaliser le phénomène des apéros Facebook en France car elles ne possédaient pas de compte pour interagir. Il faut exploiter les potentialités que nous offrent ces outils. C'est d'ailleurs ce que l'ensemble des ministères, administrations et entreprises s'emploient à faire aujourd'hui.

Ce que fait la gendarmerie sur les réseaux sociaux

Au niveau national, la gendarmerie utilise principalement deux réseaux : Facebook (710 000 abonnés, 1^{er} compte institutionnel français) et Twitter (348 000 abonnés, 7^e compte institutionnel français). Plus récemment, un compte Instagram a été ouvert. De leur côté, les groupements de gendarmerie départementale possèdent un compte Facebook. Leur nombre d'abonnés varie d'un département à l'autre et peut atteindre jusqu'à 91 000 fans (Facebook de la Gironde). Au total, c'est ainsi près de deux millions de personnes qui suivent la gendarmerie.

Ces quelques données chiffrées sont importantes car elles permettent d'appréhender

l'empreinte numérique de la gendarmerie sur les réseaux sociaux. À l'image du chiffre d'affaires d'une entreprise, le volume d'abonnés permet de savoir ce qu'elle « pèse ». Le bilan est plutôt satisfaisant : lorsqu'elle émet un message, il porte. Le meilleur exemple est celui des appels à témoin qui sont diffusés et très vite repris tant par la communauté des abonnés que dans les médias traditionnels. En quelques heures, les statistiques de nos comptes nous montrent que des millions de personnes ont été touchées. À titre de comparaison, l'audience des journaux télévisés de TF1 et de France 2 est de 4 à 5 millions de personnes chaque soir.

Au quotidien, la gendarmerie complète ainsi son action de terrain par une présence sur un nouvel espace en perpétuelle évolution. Elle diffuse des messages de prévention : lutte contre les arnaques sur internet, prévention des cambriolages, conseils de sécurité pour éviter les accidents... les sujets ne manquent pas. De même, toutes les occasions sont saisies pour valoriser l'action des unités : belles affaires judiciaires, sauvetage d'une personne en détresse, tels sont les exemples des communications qui sont menées. Enfin, elle saisit toutes les opportunités pour faire de la communication de recrutement. À ce propos, on pourra relever que c'est de la publicité qui ne coûte pas cher car, en la matière, les espaces d'achats sont très coûteux.



Les réseaux sociaux permettent une couverture de référence des événements du fait de sa fiabilité.

© Gendarmerie nationale

Lors des crises, les réseaux sociaux servent à diffuser sous le signe de l'urgence une parole officielle qui permet à la population et aux médias d'obtenir une information sûre et vérifiée. Ainsi, au cours de toutes les dernières crises survenues dans notre pays (attentats, crash de la Germanwings, accident de bus de Puisseguin, ouragan Irma), Twitter et Facebook gendarmerie ont été mis à contribution pour rassurer la population, donner des conseils utiles, relayer les messages officiels. Cette action qui se consolide au gré des événements est importante car elle permet à la puissance publique d'affirmer sa présence, alors même qu'une multitude d'acteurs relaient des rumeurs.

Vers une meilleure interaction avec les usagers

Nous le constatons, la gendarmerie parle bien à ses abonnés de manière générique.

Mais pour qu'une relation de proximité se crée, il faut aussi qu'elle se mette en capacité d'écouter ce que disent nos concitoyens et de leur apporter une réponse individualisée. C'est là que les choses se corsent car cela suppose de leur donner la possibilité de nous contacter par message privé sur Twitter et Facebook. Si certains groupements de gendarmerie départementale interagissent déjà avec leurs abonnés, cela reste marginal. Tel citoyen va relater un comportement suspect d'un voisin ou une conduite dangereuse ; un autre voudra obtenir des renseignements pour devenir gendarme ou réserviste. La personne en charge d'animer le compte Facebook local lui apporte alors une réponse.

Au niveau national, la gendarmerie a fait le choix de fermer l'accès des abonnés au message privé sur Facebook, constatant qu'elle n'était pas en capacité de traiter le

flot des demandes (jusqu'à 100 messages privés par jour en 2015). Pour autant, deux à trois fois par an, des sessions de réponse aux interrogations de nos « fans » et « followers » sont organisées tant sur Twitter que sur Facebook, notamment pour favoriser le recrutement. Le retour d'expérience est positif : les abonnés montrent un réel intérêt à ces interactions et de nombreuses questions sont posées (jusqu'à 15 questions sur Twitter en direct en une heure, jusqu'à 50 réponses fournies dans les commentaires Facebook dans le même laps de temps). Cela nécessite une logistique assez lourde, car il faut à la fois des « sachants » des réseaux sociaux et du domaine sur lequel l'opération de communication est menée pour pouvoir répondre en temps réel.

La création prochaine de la brigade numérique a pour objectif de favoriser cette nouvelle forme de proximité, notamment en autorisant les interactions en direct, 7 jours sur 7 et 24 heures sur 24, *via* les réseaux sociaux ou directement via le site internet de la gendarmerie. Si à ce stade, la DGGN travaille à préciser la doctrine d'emploi, la volonté est bien de prendre en compte ce type de situation.

Quid d'une extension des réseaux sociaux ?

Dans le même ordre d'idée, la question de la présence de la gendarmerie sur d'autres réseaux sociaux, comme LinkedIn, ou de son extension au niveau départemental

peut se poser. Il pourrait par exemple être envisagé d'offrir la possibilité aux groupements de gendarmerie départementale de posséder un compte Twitter, à l'instar de ce que pratiquent les préfectures ou les SDIS. Toutefois, il faut prendre en compte le fait que l'animation d'un réseau social prend du temps, de la ressource et nécessite une formation adaptée. De même, la question de la détention de comptes individuels utilisés dans un but professionnel pourrait faire sens. Des réflexions sont en cours pour envisager les évolutions qui seraient susceptibles d'intervenir en la matière, avec cette idée de fond : inscrire la gendarmerie dans l'espace numérique.

L'AUTEUR

Le colonel Nicolas Garrier est issu de l'école spéciale militaire de Saint-Cyr. Il intègre la gendarmerie en 2000. Il exerce des commandements opérationnels en gendarmerie mobile puis commande la compagnie de gendarmerie départementale d'Ajaccio en 2007. Après l'école de guerre, il devient en 2012 chargé de mission à la DGFAP (Direction générale de l'administration et de la fonction publique). Il est le chef du bureau médias au SIRPA-Gendarmerie depuis le 1^{er} août 2015.

Gendarmerie maritime

et proximité territoriale

Par **Christophe BOYER**

L

La gendarmerie maritime est une force de sécurité mise pour emploi auprès de la marine nationale, mais, comme sa sœur la gendarmerie départementale, elle demeure au plus près du territoire dont elle a la charge, à savoir le littoral des trois façades et des outre-mer.

Installée dans les emprises principales de la marine nationale (notamment les trois grands ports militaires de Toulon, Brest et Cherbourg) ainsi que dans les quatre bases aéronavales, la gendarmerie maritime est



CHRISTOPHE BOYER

Général de brigade, commandant la gendarmerie maritime

également présente sur les littoraux avec une diversité d'unités. Des unités navigantes disposent de moyens nautiques (patrouilleurs ou vedettes) alors que les brigades de surveillance du littoral, unités terrestres, sont dotées de vecteurs

leur permettant de naviguer le long du littoral sur leur zone de compétence. En outre, la gendarmerie maritime contribue à la fonction dissuasion de la défense, au travers de sa présence à l'Île Longue et dans les centres de transmission de la marine et dispose d'unités dédiées à la police judiciaire.

La gendarmerie maritime, de par son contexte d'emploi, a depuis toujours développé une proximité naturelle et permanente avec la marine nationale et l'ensemble des acteurs du monde maritime. Elle se traduit à tous les niveaux, allant des autorités administratives comme le préfet maritime, aux différents usagers de la mer, professionnels ou plaisanciers en passant par les différentes entités qui travaillent dans le milieu marin en métropole et outre-mer. C'est notamment le cas des comités locaux des pêches, des directions départementales du territoire et de la mer, des autorités portuaires, des compagnies de transport maritimes, des stations de pilotage, de la

douane dans ses composantes maritimes et aériennes pour ce qui concerne la lutte contre les pollutions, des autorités militaires maritimes et des organismes spécialisés

(1) Institut français de recherche pour l'exploitation de la mer

comme l'IFREMER¹.

La gendarmerie maritime entretient donc des liens de proximité forts avec ses partenaires, d'une part en complément du maillage territorial de la gendarmerie nationale et d'autre part, de manière différenciée selon les missions qu'elle accomplit.

Une complémentarité avec la gendarmerie départementale

La gendarmerie maritime intervient non seulement en mer et sur les emprises militaires mais, au-delà, sur l'ensemble des domaines liés directement ou indirectement au monde de la mer. En effet, le monde maritime côtier interagit en permanence avec celui de la terre. La production de sécurité au profit des citoyens ne saurait donc prendre en compte une frontière stricte constituée du trait de côte. La proximité de l'action des unités de gendarmerie maritime avec le territoire est un préalable indispensable à l'efficacité de cette action. C'est pour cette raison que la gendarmerie maritime et la gendarmerie départementale agissent de concert et sont amenées à échanger leurs renseignements, aussi bien d'ordre public qu'à vocation judiciaire, mais également à programmer de façon coordonnée les patrouilles sur divers secteurs.

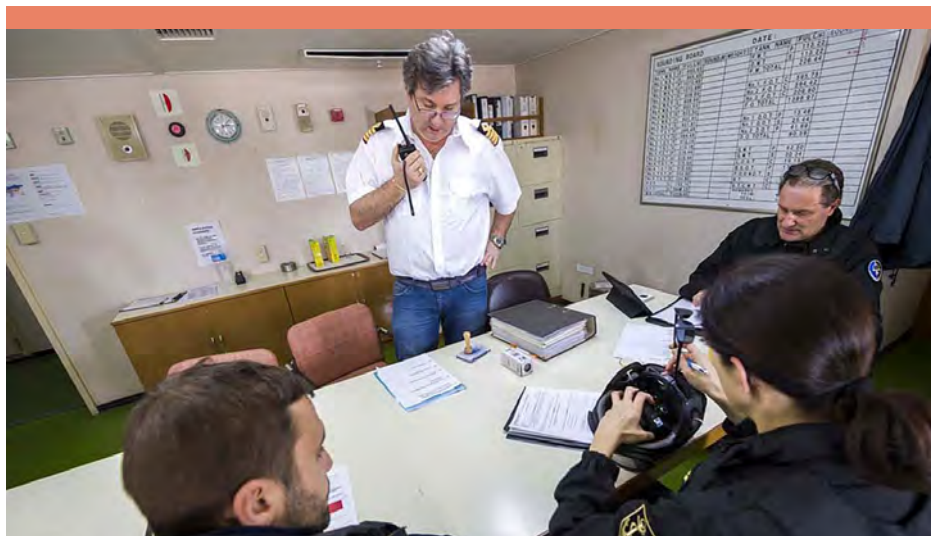
La lutte contre les vols dans le secteur ostréicole, par exemple, et notamment lors des périodes propices comme la fin d'année, est une préoccupation importante des citoyens et d'un secteur économique déjà aux prises avec des difficultés. Les unités locales de gendarmerie maritime et de gendarmerie départementale sont donc amenées à planifier les opérations de surveillance afin de développer l'efficacité de leur action.

Avec le même objectif, les compétences détenues par les militaires de la gendarmerie maritime peuvent être mises ponctuellement à la disposition des commandants de dispositifs opérationnels de la gendarmerie. Cette opportunité est notamment mise à leur profit pour les grands événements (équipes cynophiles) et les catastrophes (techniciens en identification criminelle pour le crash de la *German Wings*). Cette rationalisation des moyens s'impose à tous dans un contexte budgétaire contraint.

C'est pour développer cette complémentarité, et pour répondre aux évolutions intervenues durant la dernière décennie, qu'un protocole est en cours de finalisation entre la direction générale de la gendarmerie nationale et l'état-major de la marine.

Dans sa mission de l'action de l'État en mer

La croissance du trafic maritime ainsi que le développement des activités économiques et de loisirs en mer ont entraîné



Un partenariat suivi et collaboratif est la clé d'une insertion efficace dans le milieu des activités liées à la mer.

© Gendarmerie maritime

une évolution étatique dans cet espace. Toutes les missions en mer relevant de l'État, à l'exception des missions liées à la défense nationale, entrent dans le vocable « *action de l'État en mer* ».

Dans ce cadre, aux côtés d'autres administrations, la gendarmerie maritime assure des missions de police en mer au plus près des acteurs du monde maritime. Si on fait un parallèle avec les gendarmes départementaux qui, lors de missions de surveillance générale, réalisent des prises de contact avec la population et les élus locaux, nos gendarmes maritimes entretiennent des relations régulières avec les professionnels de la mer tels que les responsables des capitaineries, des criées, les chefs d'entreprises de la filière pêche et les

responsables des centres de loisirs nautiques. Cette proximité permet de recueillir des renseignements auprès des gens de la mer et de les sensibiliser sur le respect des diverses réglementations. Ce lien de proximité s'exerce également auprès des maires par l'expertise que les gendarmes maritimes peuvent leur apporter dans leur mission de réglementation comme par exemple les arrêtés liés aux activités de loisirs nautiques ou aux concessions du domaine public maritime.

Cette proximité est surtout visible lors des opérations de secours et de recherche en mer auxquelles la gendarmerie maritime participe, en partenariat avec les CROSS² et la SNSM³, et lors des grands événements sportifs, comme le départ

(2) Centres régionaux opérationnels de surveillance et de sauvetage

(3) Centres régionaux opérationnels de surveillance et de sauvetage

du Vendée Globe ou la course du Rhum, afin d'y assurer les opérations de sécurité nautique.

Le territoire se protège également à partir du large

et des littoraux. C'est ainsi que la gendarmerie maritime est présente pour la sécurité des grands événements internationaux se déroulant près des côtes qu'ils soient récurrents comme le festival de Cannes ou occasionnels comme les fan zones de la coupe d'Europe de football, les sommets du G8 et du G20 ...

Dans sa mission liée à la défense maritime du territoire et de protection des emprises

Les missions militaires constituent la vocation historique de la gendarmerie maritime. Au-delà des missions de police militaire et de police judiciaire au sein des bases navales, le lien de proximité avec la marine nationale prend tout son sens par l'inscription des unités navigantes de la gendarmerie maritime à la flotte de combat et donc leur inclusion dans le dispositif de défense maritime.

Le déploiement de ces unités sur l'ensemble du littoral, en métropole comme outre-mer, permet de participer efficacement à la recherche du renseignement d'intérêt militaire et à la mission de souveraineté.

En raison des enjeux sécuritaires croissants des activités d'importance vitale du ministère des Armées, la marine nationale a souhaité réorienter les missions et les moyens de la gendarmerie maritime vers la protection des installations de la marine, Points d'importance vitale (PIV) et Installations prioritaires de défense (IPD), en particulier celles liés à la dissuasion nucléaire. Ainsi, la gendarmerie maritime a renforcé sa proximité par une présence accrue de gendarmes maritimes sur les sites militaires liés à la dissuasion nucléaire (l'île Longue et les Centres de Transmission de la Marine).

Ce lien de proximité s'est également étendu à la chaîne sémaphorique par des contacts plus réguliers permettant d'apporter des conseils en matière de prévention situationnelle des sites de la marine. Il s'inscrit aussi dans le dispositif territorial d'intelligence économique auprès de certains industriels installés sur les bases navales.

Dans sa mission de sûreté maritime et portuaire

Le transport maritime est devenu au fil du temps un enjeu stratégique. Compte tenu des risques et des menaces qui pèsent tant sur les vecteurs maritimes que sur les installations portuaires, des mesures de sûreté ont été prises par la France. Depuis 2006, la gendarmerie maritime a créé des unités dédiées à la sécurité des approches et des plans d'eau portuaires : les Pelotons

de sûreté maritime et portuaire (PSMP). Ces unités exercent leurs missions dans les approches maritimes et sur les installations destinées à recevoir les navires (quais, pontons, zones d'accès restreint). Les gendarmes maritimes de ces PSMP doivent tisser des liens de confiance avec les divers acteurs portuaires et les responsables des sites industriels qui sont installés sur les ports.

Leur action s'inscrit directement au profit des usagers des liaisons maritimes. Constituée par des escortes de navires à passagers, des visites de coques ou de quais par des plongeurs et des fouilles de sûreté par des équipes cynophiles, elle vise à améliorer la sûreté des transports.

Depuis 2016, la gendarmerie maritime met en œuvre des équipes de protection des navires à passagers afin d'assurer de manière aléatoire la sécurité des personnes lors des traversées entre le continent et la Corse ou entre les côtes françaises et celles de l'Angleterre. Cette nouvelle mission au plus près des citoyens s'inscrit dans le cadre de la lutte contre le terrorisme. Cela nécessite des contacts de proximité avec les autorités britanniques dans une perspective d'un accord entre les deux pays.

Plus largement, au travers de la fonction garde-côtes, la gendarmerie maritime entretient une proximité naturelle avec l'ensemble des partenaires interministériels

qui ont chacun leur domaine d'action. Ce cadre général d'activités est mis en œuvre sous l'égide du secrétariat général de la mer qui vise l'animation et la coordination des différentes administrations disposant de moyens maritimes ou aériens et réalisant leurs missions en mer.

A cet effet, la gendarmerie maritime met en œuvre un protocole avec la direction générale des douanes et droits indirects visant à renforcer les échanges d'informations et de bonnes pratiques. De même, elle agit au sein des domaines portuaires avec les services de l'État disposant de compétences particulières telles que la police aux frontières. Par ailleurs, elle bénéficie d'une relation particulière avec la direction des affaires maritimes par le biais de détachements de sous-officiers au sein des services décentralisés de cette direction, permettant de répondre à des problématiques locales particulières telles que celles liées notamment à la pêche illégale en Guyane.

Enfin, par son implication dans le volet international, la gendarmerie maritime répond directement aux exigences de la proximité territoriale. A titre d'exemple, l'action des unités de Guyane nécessite que soit approfondie la coopération avec les autorités frontalières. C'est précisément dans cette optique que se sont développés les liens avec le Brésil concrétisés par des patrouilles conjointes. De même, le développement de la coopération avec l'Espagne

ou plus récemment avec Chypre permet de disposer d'une connaissance plus large des flux, de leur composition et d'anticiper leur arrivée sur le territoire national.

Dans sa mission de police judiciaire

Les liens de proximité déjà évoqués précédemment sont autant d'atouts qui permettent à la gendarmerie maritime d'exercer ses prérogatives en matière de police judiciaire.

Ainsi, un partenariat proche avec le CROSS Gris-Nez est à cet égard indispensable. Correspondant français auprès des centres étrangers de recherche et de sauvetage, il centralise toutes les alertes émises par les navires français navigant en n'importe quel point du globe. Les informations qu'il peut détenir sont indispensables à une enquête, la gendarmerie maritime étant saisie, qui serait liée à la disparition d'un ressortissant navigateur français en mer ou à tout événement survenu à bord d'un bateau battant pavillon français.

De même, dans le cadre de la sensibilisation aux actes cyber-malveillants dont peuvent être victimes les navires de commerce, la gendarmerie maritime a développé un partenariat avec le Cluster maritime français (CMF), bénéficiant ainsi d'un soutien actif au travers des moyens et du réseau de cette organisation. De nombreux autres exemples pourraient illustrer cette nécessité de proximité avec les administrations et autres entités du monde marin.

Enfin, les liens de proximité en matière de police judiciaire résultent également du partage d'une culture et de techniques communes avec les « gens de mer », même si leurs préoccupations sont souvent et naturellement davantage orientées vers une culture de la sécurité plutôt que de la sûreté.

Développées autour d'une passion de la mer et de son milieu particulier commune à de nombreux secteurs d'activités, les missions de la gendarmerie maritime ne peuvent s'exercer sans une proximité forte avec de nombreux acteurs. Cette dernière permettra à la gendarmerie maritime de continuer à répondre aux enjeux majeurs de sûreté sur les mers et les océans qui sont liés notamment à l'évolution des échanges économiques et des nouvelles technologies.

L'AUTEUR

Christophe BOYER, général de brigade, commande la gendarmerie maritime depuis 2015. Il a auparavant été chef du bureau de la formation à la DGGN en 2013, après avoir assuré les fonctions de directeur de l'enseignement de l'école des officiers de la gendarmerie nationale. Il a exercé des commandements en gendarmerie mobile et en gendarmerie départementale, notamment du groupement de gendarmerie départementale de la Haute-Marne de 2007 à 2011 et a servi au sein du centre de planification et de conduite des opérations de l'état-major des armées, à sa sortie du collège interarmées de défense en 2002.

Relever le défi des migrations vers le littoral

Par Philippe MUSSET

A

Annoncer que la Vendée est un territoire de contrastes relève d'une évidence. A forte identité, la Vendée accueille chaque année plus de 5 millions de touristes dont 60 % environ l'été sur sa façade littorale. En parallèle des dispositions des opérateurs chargés de l'accueil et de l'accompagnement des touristes, l'architecture du dispositif local de sécurité publique constitue chaque année un élément-clé de la réussite de la saison estivale.



PHILIPPE MUSSET

Lieutenant-colonel de gendarmerie, commandant en second le groupement de gendarmerie départementale de la Vendée.

Réfléchi au siseau des mouvements de population et de leur répartition dans l'espace, l'articulation du déploiement de la gendarmerie reste déterminante dans un contexte national de forte exposition à la menace terroriste.

Jouant à plein les principes de subsidiarité et de complémentarité qui modélisent l'organisation de la gendarmerie, le schéma d'organisation des forces et ses capacités à évoluer durant l'été constituent un rendez-vous majeur de l'agenda opérationnel car, aux yeux des autorités et élus locaux, sa réussite participe de l'image d'une Vendée dynamique et accueillante.

Un territoire dynamique qui s'organise pour capter la ressource touristique

D'une superficie de 6 720 km², le département de la Vendée s'étend sur une centaine de kilomètres d'Est en Ouest, entre littoral et collines du haut-bocage, et sur une autre centaine de kilomètres du Nord au Sud, entre coteaux viticoles du pays nantais et pâturages du marais poitevin.

Grâce à la présence de l'A83 qui raccorde Nantes à Niort et de l'A87 qui dessert le littoral à partir d'Angers, la Vendée bénéficie d'une insertion de choix dans ses liaisons

Nord-Sud. Cet ensemble de voies de communication rapides permet de relier la Belgique à l'Espagne, en moins d'une journée sans passer par Paris.

De par sa position centrale au sein de ces axes qui desservent les principales agglomérations de la côte Ouest de la France, le département jouit d'une localisation privilégiée au coeur d'une zone d'influence économique qui compte plus de 20 millions d'habitants et près de 1,3 millions d'entreprises.

Sans surprise, on rejoint la Vendée et on y séjourne pour sa façade maritime, pour son climat et sa proximité. Au sein d'un environnement économique mondialisé, les touristes n'ont que le choix mais, au fur et à mesure que les années passent, la fréquentation ne se dément pas.

Avec 674 000 habitants dont 576 000 en zone de gendarmerie nationale, la Vendée est le troisième département le plus dynamique de France. Si ce succès est d'abord une chance, il pose parallèlement des défis nombreux comme ceux du logement, de l'urbanisme, de la santé et du vieillissement. Consubstantielle de ces enjeux, la sécurité du quotidien est ici un laboratoire de réflexion et d'expérimentation en constante évolution.



© Gendarmerie nationale

Un territoire privilégié par sa situation géographique et son dynamisme économique qui en font une destination prisée.

Savoir adapter notre organisation dans l'espace

Compétente dans la profondeur d'un département qui chaque année accueille en façade maritime environ 2,5 millions de touristes, la gendarmerie s'organise chaque été pour adapter son dispositif aux flux des populations qu'elle enregistre dans sa zone de compétence.

Disposant d'une façade littorale longue de 250 kilomètres (îles d'Yeu et de Noirmoutier comprises), le groupement de la Vendée s'attache à manœuvrer pour répondre au mieux aux enjeux de sécurité que sous-tend une telle affluence. Valorisé par le concours des moyens humains et matériels des groupements limitrophes et de la



Un maillage adapté à la densité et à la typologie des populations estivales.

© Gendarmerie nationale

gendarmerie mobile, le dispositif se déploie autour de trois axes :

- densifier notre maillage territorial pour valoriser notre empreinte au sol ;
- muscler le format des unités déployées en façade littorale pour leur permettre de mieux absorber les charges de sécurité induites par la démultiplication de la fonction « contact » ;
- optimiser dans une bande de terrain restreinte nos capacités de surveillance et d'intervention pour garantir un haut niveau de réactivité à l'événement.

Toujours en mouvement, la maquette d'agencement de nos forces sur le territoire

vendéen n'est pas figée. Elle évolue au gré du retour d'expérience de l'année précédente et de la manœuvre en tenant compte des observations de l'instant. Déployée à partir de l'échelon central jusqu'à l'échelon de l'arrondissement, la construction des dispositifs estivaux se nourrit de deux logiques. Une logique de territoire qui vise à affiner l'analyse des phénomènes dans les différents bassins de vie pour adapter nos réponses dans l'espace et dans le temps. Une logique de performance qui consiste à bien examiner les phénomènes les plus saillants de la saison S-1 pour réévaluer les menaces, revisiter les process, dégager des marges de manœuvre en développant certaines capacités.

Loin de contraindre la liberté d'action du chef territorial, les échanges entre les échelons de terrain et de conception nourrissent le développement d'une approche qualitative de la ressource mobilisée. Ajustée au besoin car mieux évaluée, elle est déployée aux points du territoire qui le nécessitent.

Si les opérations estivales se jouent principalement au contact du cordon littoral, l'impact se fait ressentir jusque dans la profondeur des territoires. En effet, les unités en rétro-littoral participent à la manœuvre d'ensemble, les groupements et les compagnies environnants étant sollicités pour densifier notre déploiement et enrichir les capacités des unités. Expérimentée dans

d'autres territoires, cette démarche de complémentarité prend tout son sens en Vendée. Réfléchir au plus tôt, à partir de l'échelon central jusqu'aux échelons de contact, s'avère essentiel pour anticiper l'absorption des flux des grandes migrations touristiques et pour concevoir des articulations souples, à même de proposer des dédoublements de moyens lorsque la concomitance des événements l'exige.

Savoir adapter nos modes de fonctionnement internes

Les unités déployées en façade littorale vivent peu ou prou au rythme de deux saisons. La période estivale voit la population de certaines communes multipliée par douze mais le reste de l'année génère des rythmes d'emploi moins soutenus du fait de concentrations de population beaucoup plus faibles.

L'été, le dispositif de sécurité publique est adapté pour répondre aux changements de physionomie des territoires. En effet, le terrain ne se réfléchit plus à l'aune des grandes trajectoires de la délinquance enregistrées dans le courant de l'année mais à celle d'une réflexion de terrain plus ciblée. Le rythme de vie de la population, l'allongement des journées, la saturation rapide des axes secondaires et les grands rassemblements (feux d'artifice, concerts, spectacles...) deviennent des paramètres fondateurs de l'approche opérationnelle. Confrontées à l'élongation des journées et à l'affluence, les brigades de gendarmerie

locales sont tenues de revisiter l'articulation des horaires d'accueil pour répondre aux sollicitations du public. Faisant face à l'ouverture tardive des points de concentration de population, à une délinquance qui change de physionomie et de rythme en été, les échelons territoriaux avec l'appui des moyens GM et la réserve n'ont pas d'autre alternative que de manœuvrer pour conserver la maîtrise de l'espace.

Si les maires restent à ce titre attachés à la présence de la gendarmerie nationale, c'est non seulement parce qu'elle contribue à produire de la sécurité mais également parce qu'elle participe de la réussite de cette grande séquence de mixité sociale que constitue la période estivale. Peu ou prou, quand bien même les rythmes de vie sont disparates, les générations de population (jeunes et moins jeunes) se mélangent avec succès.

Amenée à mettre sur pied tout au long de l'été des dispositifs de circonstance visant à encadrer des activités festives nocturnes d'envergure, la gendarmerie travaille également au renforcement des synergies locales en recherchant, autant que faire se peut, des capacités de dédoublement avec les polices municipales locales et les sociétés de sécurité privée.

Au moment où les attaques terroristes se multiplient en Europe, l'empreinte au sol laissée par les opérateurs concourant à la sécurité reste fondamentale, y compris

dans la profondeur des territoires. Terre de villégiature, la Vendée n'échappe pas à l'inquiétude. Les autorités et les élus doivent sans cesse être assurés de la capacité des forces de l'ordre à occuper et à tenir le terrain. La gendarmerie de la Vendée intègre pleinement cette logique pour concevoir des dispositifs qui visent à rassurer en étant plus étanches et opérants.

De manière très concrète, les unités territoriales de la façade maritime connaissent une montée en puissance de leurs effectifs. Un peu plus de 150 personnels venus d'horizons différents (officiers de police judiciaire et agents de police judiciaire des compagnies de l'arrière-pays, éléments de gendarmerie mobile articulés en détachement de surveillance et d'intervention, moyens nautiques, concours ESR) apportent leur concours à la manœuvre globale de la compagnie des Sables d'Olonne. Cette articulation combinée sous l'autorité du chef opérationnel local participe non seulement de l'occupation de l'espace mais également de l'inscription de la manœuvre dans le temps.

En cette période de forte exposition aux menaces quelles qu'en soient les formes, le besoin de sécurité reste élevé. S'il était besoin de le relever, le rôle de conception du chef de contact reste fondamental. Soutenu par les échelons région et groupement, il se doit effectivement de mettre sur pied des dispositifs qui, au-delà de rassurer les autorités d'emploi par une visibilité

forte, répondent à la menace évolutive qu'il rencontre. Placé en période estivale à la tête d'unités enrichies de composantes et capacités diverses, la gendarmerie mobile s'inscrivant pleinement dans la manœuvre territoriale, il a tout avantage à bien observer l'évolution des phénomènes, à les analyser pour être in fine en situation de faire les bons choix, ceux qui visent à faire porter l'effort sur les points du terrain qui le requièrent.

« Réussir l'été », c'est enfin adapter nos modes d'action

Aujourd'hui, les communes littorales représentent 80 % de la capacité d'accueil touristique. Premier département touristique de la façade atlantique et quatrième destination française en nombre de touristes nationaux, la Vendée accueille également une importante clientèle étrangère.

L'accompagnement de tels flux migratoires relève de deux constantes plus saillantes : la nécessité d'innover pour mieux répondre et appréhender la sécurité publique dans sa globalité pour mieux inter-agir avec les autres opérateurs de terrain (Sentinelle, agents de sécurité privée). Ne pas prendre en compte ces paramètres consisterait à passer à côté des exigences de moyens et de résultats auxquelles le contexte terroriste nous astreint.

Évolutif dans sa forme et son organisation, le dispositif estival vendéen innove en agrégeant les compétences. Ainsi, sur le



La prise en compte des grands événements et la menace terroriste impliquent un élargissement des modes opératoires.

© Gendarmerie nationale

champ de la coopération internationale, les initiatives prises dans un passé récent ont été confortées. Depuis 2011, l'ouverture à l'international se poursuit, chaque été : 4 policiers de nationalités néerlandaise, allemande ou britannique enrichissent nos outils de contact avec la population, notamment sur la commune de Saint-Jean-de-Monts. Sur le champ des moyens, un module « moto » a été intégré à la manœuvre territoriale. Pleinement imbriqué au service de l'unité, il a vocation à

offrir de la profondeur en prenant mieux en compte la dimension de contrôle des flux. Les technicités de la brigade nautique de Saint-Gilles-Croix-de-Vie sont également valorisées pour proposer à la compagnie des Sables d'Olonne des capacités de dédoublement en mer.

En diversifiant ses modes d'action, la gendarmerie s'engage donc résolument dans une démarche dynamique visant à adapter ses réponses de sécurité publique à son

environnement, aux attentes de la population et aux exigences de la lutte contre toutes les formes de délinquance.

Au sein d'un département qui continue d'attirer les populations qui choisissent de venir y vivre ou d'y séjourner, l'action du gendarme, l'offre de sécurité qu'il propose, sa capacité à innover et à s'adapter participent de son attractivité. Réfléchir nos territoires au sillage de l'efficacité de nos actions, faire le point de nos moyens, les engager en en tirant le meilleur profit, s'adapter pour mieux produire, constituent plus que jamais des axes structurants dans la relation du gendarme à sa zone de compétence.

L'AUTEUR

Le lieutenant-colonel Philippe Musset a servi dans l'armée de Terre dès 1989. Après avoir intégré l'EMIA en 1994, il sert en OPEX : FINUL au Liban, KFOR en Macédoine, Licorne en Côte d'Ivoire et Afghanistan. Il rejoint l'EOGN en 2000. Après sa formation, il exerce dans des postes d'état-major et des commandements territoriaux : EGM 23/9 de Chauny, compagnie de Carcassonne, compagnie de Saint-Pierre et Miquelon. Il est actuellement commandant en second du groupement de la Vendée.



UN PROJET QUI MODIFIE L'ÉQUILIBRE DES TERRITOIRES EN RELIANT LE BASSIN INDUSTRIEL ET COMMERCIAL DE LA SEINE AU RHIN

Les assises nationales de la mobilité du 16 septembre 2017, présidées par le premier ministre, ont consacré quatre orientations gouvernementales : la réduction de l'empreinte environnementale, celle des fractures territoriales, la recherche d'une mobilité intermodale et la priorisation des projets en fonction de leur viabilité budgétaire et du besoin réel de la population.

La jonction réalisée par le canal Rhin-Seine entre dans cette logique d'aménagement du territoire priorisé et partenarial. Elle va déporter sur les ports de Paris, du Havre et de Rouen des flux qui vont vitaliser les rives de la Seine et influencer sur les infrastructures de transport du nord de la France. Il reste à trouver un partenariat financier qui assurera sa faisabilité budgétaire... La construction du canal pose de manière indirecte la question du contrôle de péniches au gabarit international et entièrement numérisées : enregistrement, cargaison, navigation et boîte noire.

Le canal Seine Nord :

travaux et enjeux de la sécurité des mobilités

Par Nicolas KÜNKEL

E

En France, les voies de communication fluviales restent assez peu connues du grand public voire de certains acteurs économiques et grands décideurs. Ce vecteur de transport, bien plus présent dans la conscience collective de nos voisins européens, ne manque toutefois pas d'atouts, économiques comme environnementaux. Il est entré pleinement dans la modernité et la mondialisation des échanges. À ce titre, le projet de



NICOLAS KÜNKEL

Lieutenant-colonel de gendarmerie - Région de gendarmerie d'Île de France - Commandant la gendarmerie des voies navigables

canal Seine Nord Europe (CSNE) constitue le plus grand chantier européen des années à venir. Annoncé depuis plus de vingt ans, ce dossier a connu bien des évolutions et suscite encore des questionnements. Pour autant, il devrait

aussi induire des enjeux importants pour la gendarmerie nationale.

Le chaînon manquant

Il s'agit de creuser un canal à grand gabarit (destiné aux bateaux de plus de 90 mètres pouvant embarquer jusqu'à 3 000 tonnes de fret) de 107 kilomètres destiné à relier l'Oise au niveau de Compiègne au canal Dunkerque-Escaut à hauteur d'Aubenchel au Bac dans le département du Nord. L'objectif recherché est de créer le chaînon manquant du transport de marchandises en vue d'interconnecter l'Europe du Nord et le bassin de la Seine. Ce bassin hydrographique est en effet le premier du territoire national à la fois par l'importance des volumes transportés, la taille de la population desservie mais aussi par son dynamisme économique en constante progression. Ainsi, la navigation de commerce pourrait rejoindre la Seine depuis le Nord à la confluence de l'Oise, à Conflans Sainte Honorine, pour se diriger soit vers Paris

soit vers les grands ports maritimes de Rouen et du Havre.

À l'heure actuelle, les nombreux canaux situés dans la région des Hauts de France sont trop petits et ne permettent pas d'accompagner l'évolution des flux, ni celle d'une flotte fluviale avec moins d'unités mais de taille toujours plus importante. C'est une source de perte significative de parts de marché au profit des grands opérateurs néerlandais, belges ou allemands.

Avec 8 500 kilomètres de voies navigables, la France possède le plus grand réseau navigable d'Europe (38 000 kilomètres au total). Il faut cependant mesurer ce chiffre à l'aune des réalités économiques du moment et de celles du long terme. En effet, la croissance de ce réseau hétérogène est principalement portée par les 1800 kilomètres de voies d'eau à grand gabarit : bassins de la Seine, du Rhin-Moselle et de Rhône-Saône qui permettent de proposer des prix de deux à quatre fois moins élevés que ceux du transport routier. Ce n'est pas un hasard si l'établissement public Voies navigables de France (VNF), premier gestionnaire national des voies d'eau, a décidé de concentrer ses investissements prioritaires sur ce réseau par le biais d'une offre de service permanente en y mettant en oeuvre les différents ouvrages et écluses de manière continue. Outre l'aspect fluvial stricto sensu, d'une profondeur de près de 5 mètres et d'une largeur en surface de 54 mètres, le projet vise à construire 4 plate-formes multimodales, 6 écluses

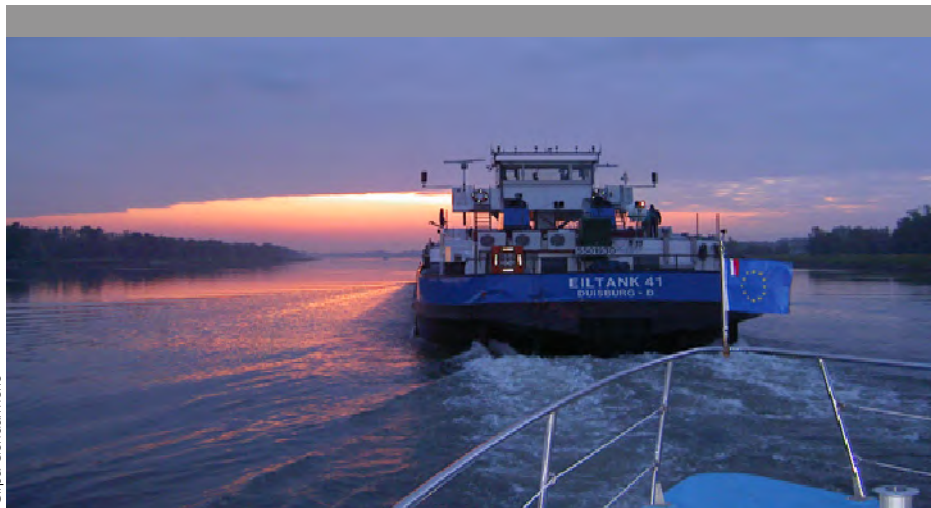
et une soixantaine de ponts. De 10 000 à 13 000 emplois directs sont ainsi attendus à l'horizon 2024 dans une région particulièrement touchée par les récessions économiques successives.

Les aspects environnementaux pris en compte dans ce projet

Le transport fluvial, mode de transport propre et durable avec une consommation d'un 1 litre aux 100 kilomètres pour transporter 1 tonne de marchandise, s'inscrit dans les objectifs du Grenelle de l'environnement. La perspective de retirer l'équivalent de 500 000 camions de l'autoroute A1 souvent saturée par ces flux est souvent mise en avant. Chaque bateau empruntant le futur canal équivaldrait par ailleurs à 150 camions ou 75 wagons.

La dimension du projet induit un investissement partenarial

Ce projet a cependant connu des vicissitudes résultant principalement des difficultés à évaluer son coût global et à en garantir le financement. En 2013, un rapport du conseil général de l'environnement et du développement durable avait estimé le coût réel à 7 milliards d'euros. Aujourd'hui, la facture a été fortement revue à la baisse avec une enveloppe aux alentours de 4,5 milliards d'euros répartis entre l'État, les collectivités, un emprunt et une subvention de l'Union européenne pour près de 1,8 milliard sous réserve du démarrage du chantier fin 2017. Compte tenu de l'objectif de lancement



Les bateaux de grand gabarit pour un coût compétitif ont une empreinte environnementale réduite.

des travaux en 2017 pour une mise en service en 2024, la création de la Société du canal Seine Nord-Europe par ordonnance du 21 avril 2016, sous la tutelle du ministère des Transports, avait pour ambition d'assurer la maîtrise d'ouvrage, la conception et la réalisation du canal. Le précédent président de la République s'était rendu le 5 avril 2017 dans l'Oise pour lancer les travaux initiaux du projet Mageo (mise au gabarit européen de la rivière Oise entre Creil et Compiègne) en annonçant son caractère irréversible.

Depuis, les ministres de la Transition écologique et des transports ont annoncé en juillet 2017 vouloir « *faire une pause et voir*

au cas par cas » les grands projets d'infrastructures dont celui du canal en raison de la trajectoire des dépenses publiques. Cette annonce a provoqué le mécontentement des acteurs concernés mais elle s'inscrit dans les conclusions des assises de la mobilité de septembre 2017. Le Premier ministre a annoncé que la révolution des mobilités passait par un État de plus en plus architecte, régulateur, qui soutient les initiatives venant des territoires comme des acteurs publics et privés mais qui est également le garant d'un équilibre financier des projets. Le Premier ministre a annoncé la création d'un conseil d'orientation des infrastructures présidé par Philippe Duron qui sera chargé de définir les investisse-



ments prioritaires et, surtout, de proposer une programmation du financement des infrastructures pour l'entretien du réseau et les nouveaux projets.

La gendarmerie concourt à la politique publique de mobilité

La gendarmerie a décidé de s'impliquer avec force et de contribuer à la politique publique des mobilités qui s'applique à tous les modes de communication et à leurs interconnexions.

Le directeur général de la gendarmerie nationale a ainsi créé une mission de coordination nationale en matière de sécurité des

mobilités qui lui est directement rattachée. Pour anticiper la manœuvre à venir, il convient d'identifier les enjeux posés par le canal Seine Nord. Ils le sont bien notamment quant aux accès au chantier, à la sécurité au travail, à la régulation des flux de circulation, à la lutte contre les actes de malveillance et la lutte antiterroriste.

Si la problématique de la sécurisation des voies navigables va se poser, particulièrement en région Hauts de France, il semble judicieux de mettre en exergue les deux caractéristiques majeures des flux fluviaux que sont le volet des échanges fluvio-maritimes¹ et leur caractère éminemment transfrontalier.

(1) La navigation fluvio-maritime se définit comme celle d'un navire (unité inscrite au registre maritime) sur le réseau navigable intérieur. Ces trafics sont réalisés par des navires spécialement conçus à cet effet. D'un faible tirant d'eau et dimensionnés au gabarit du réseau navigables, ils peuvent charger jusqu'à 3000 tonnes. Une navigation fluvio-maritime permet de relier deux ports de part et d'autre de la mer sans manutentions intermédiaires dans un port maritime.

Le transport fluvio-maritime s'inscrit dans le cadre des interconnexions (hubs des grands ports maritimes et de leur report modal) et du continuum terre-mer *via* le fleuve. Il n'est pas à négliger dans l'appropriation de la lutte contre les trafics illicites de toute nature.

Trait d'union entre plusieurs pays comptant des bassins de population de premier ordre, le canal Seine Nord Europe constituera une véritable

autoroute fluviale. En ce sens, sa réalisation devrait bouleverser non seulement l'économie du transport mais aussi amplifier très sensiblement la vigilance des forces de sécurité intérieure.

Le développement et l'optimisation de la coopération policière transfrontalière sont un impératif indiscutable.

La gendarmerie nationale est membre du réseau européen Aquapol de polices fluviales et d'administrations du transport depuis 2004. Ce réseau conduit depuis 2011, 3 fois par an et au même moment pour l'ensemble des 14 pays membres, un programme de contrôles coordonnés des usagers professionnels et plaisanciers des voies navigables intérieures. Les brigades fluviales de gendarmerie participent à ces contrôles sous la Coordination du com-

mandement de la gendarmerie des voies navigables (CGVN) implanté à Conflans Sainte Honorine. Outre sa mission d'animation et de coordination de l'action des brigades fluviales et nautiques intérieures, ce commandement dispose de plus d'une compétence judiciaire nationale en mesure d'appuyer leur action.

Considérant cette nécessaire coopération, le préfet de la zone de défense et de sécurité Nord et préfet du département du Nord, appelle de ses vœux la création d'une brigade fluviale franco-belge. Dès à présent, des contrôles communs sont menés aux écluses principales, empruntées chaque année par près de 23 000 bateaux, par les militaires de la brigade fluviale de Douai et leurs homologues belges avec lesquels ils échangent des informations opérationnelles et restent en contact direct.

(2) Le Système d'identification automatique (SIA) ou Automatic Identification System (AIS) en anglais est un système d'échanges automatisés de messages entre navires par radio VHF qui permet aux navires et aux systèmes de surveillance de trafic (CROSS en France) de connaître l'identité, le statut, la position et la route des navires se situant dans la zone de navigation.

Dans le même esprit, en s'appuyant sur le réseau Aquapol a été lancée une expérimentation opérationnelle dénommée Aquatrack qui localise les bateaux en temps réel via leur système d'identification automatique AIS² et assure dans le même temps leur identification dans un fichier européen de contrôle. Cette expérimentation sur deux sites maritimes et deux sites intérieurs est

un complément utile à la numérisation en forte croissance du transport fluvial *via* des projets aboutis pour certains d'entre eux de « voie d'eau connectée ou intelligente ». Ce saut technologique avec son corollaire de cybermenaces sur ces flux doit être accompagné en temps réel. Au sein de la gendarmerie nationale, la mise en place du projet Neogend, enrichi par la spécificité du portail Aquatrack, constitue un levier très intéressant pour démultiplier la performance des brigades fluviales.

Outre les aspects déjà évoqués, il y a lieu de conduire une réflexion interministérielle en vue de relever le reste des défis posés par le canal Seine-Nord.

La logique partenariale doit l'emporter sur toute autre considération tant avec les acteurs régaliens qu'institutionnels.

Déjà bien présente sur le segment fluvial, la gendarmerie nationale est en mesure d'être appuyée par les unités de police et la douane dans leur champ de compétence spécifique et vice versa. L'espace fluvial est propice à la mise en place de commandements concourants en fonction des contentieux, des événements et des urgences à traiter. De la même manière, une convention de coopération lie la gendarmerie avec VNF, qui ne doit pas être oubliée du fait de sa connaissance de la voie d'eau et de son environnement. Partager l'information est absolument nécessaire.

S'agissant d'autres problématiques, des marges de progression demeurent quant à l'accès et au croisement des différents fichiers de contrôle mais également du fait d'un cadre juridique contraint qui limite par trop la nature et le champ des contrôles d'ordre administratif. Encore aujourd'hui, il n'est pas permis de procéder à des fouilles dans la partie domiciliaire des embarcations ce qui obère d'autant la sûreté optimale des voies navigables.

Enfin, pour accompagner la politique du changement et dans l'esprit de la feuille de route du directeur général de la gendarmerie nationale, il est toujours nécessaire de s'interroger sur la pertinence des modes d'action et du dispositif capacitaire. Les unités fluviales méritent en conséquence d'être positionnées en portant effort sur les voies d'eau à grand gabarit telles que le canal, en disposant des moyens adaptés à leur mission et en concentrant les effectifs, les moyens et les efforts sur la mission principale et prioritaire de sécurité des mobilités fluviales.

Nonobstant la géométrie variable du projet et les difficultés du moment, le canal Seine Nord Europe posera de nombreux défis. Révolution industrielle pour l'économie générale du monde fluvial, ce grand projet nécessite d'être accompagné tout au long de son développement par la gendarmerie nationale. Ses unités fluviales sont présentes au cœur de ces modes de dépla-

cements qui sont indéniablement d’avenir, au service de la sécurité des populations et du développement économique dans un espace interconnecté et ouvert sur le monde.

COHÉSION DES TERRITOIRES



CONNAÎTRE UN TERRITOIRE POUR MIEUX LE VIVRE ET L'ADMINISTRER

Créé en 2004 et animé depuis 2014 par le Commissariat général à l'égalité des territoires (CGET), l'Observatoire des territoires rassemble, analyse et diffuse les données relatives aux dynamiques et aux disparités territoriales. Il assure la collecte et la diffusion des données géographiques détenues et produites par les administrations en charge des politiques d'aménagement du territoire. Dans ce cadre, il élabore un rapport triennal qui dresse un panorama complet des caractéristiques des territoires français. La fourniture d'outils de cartographie interactive permet aux acteurs publics et territoriaux d'apprécier les ressources et les potentialités propres à leur territoire et de préserver une proximité de services et de ressources pour les administrés.

Les disparités et dynamiques territoriales en France

Par **Benoit DE LAPASSE**

Q

Que l'on soit un élu qui décide de mener à bien un projet d'aménagement ou bien un citoyen participant à des concertations publiques organisées sur l'opportunité de ce même projet, il est nécessaire d'appréhender un territoire autrement que par son vécu quotidien afin de partager un état des lieux objectif qui alimentera le débat et étayera les décisions. Pour mieux connaître les habitants, il est nécessaire d'étudier leurs caractéristiques socio-profes-



BENOIT DE LAPASSE

Commissariat à l'égalité des territoires - Chef du bureau de l'observation des territoires.

sionnelles, la façon dont ils habitent le territoire, les infrastructures qu'ils utilisent et les flux qu'ils génèrent, le tissu économique que créent leurs activités, les aménités naturelles ou patrimoniales de leur environnement,

sans oublier les équipements et les services qu'ils fréquentent.

Connaître son territoire, c'est aussi être en mesure de le comparer à d'autres, d'en identifier les forces ou les faiblesses et de comprendre les interactions qu'il entretient avec d'autres territoires plus ou moins proches. L'Observatoire des territoires produit des travaux sur les disparités et inégalités entre les territoires et leurs évolutions et fournit sur son site des analyses, des cartes et des données pour que chacun puisse élaborer ses propres études. Un des facteurs principaux de disparité entre territoires est le lien à la ville mais il ne saurait être le seul. En effet, des spécificités locales demeurent liées aux particularismes de ces territoires (littoral, proximité d'une frontière...) ou découlent d'un positionnement économique souvent ancien. A côté de cela, les dynamiques démographiques, si elles s'inscrivent en partie dans le caractère urbain ou rural de

ces territoires notamment par le processus de périurbanisation, ont une portée bien plus large et révèlent de nouveaux pôles d'attractivité.

L'impact des villes dans les disparités territoriales et sa mesure

Le lien à l'urbain : le déterminant le plus net des contrastes spatiaux

(1) Source : ONU (World Population Prospects : The 2015 revision). France métropolitaine.

(2) Un grand pôle est une ou un ensemble de commune possédant une continuité de bâti regroupant au moins 10000 emplois. Les communes hors influence des villes sont celles dans lesquelles moins de 40% des actifs vont travailler dans un pôle ou dans son espace périurbain. Les données de densité proviennent du Recensement 2014

La France est un pays de plus faible densité que ses voisins européens : on y compte en moyenne 118 habitants au kilomètre carré en 2016, contre 203 en Italie, 231 en Allemagne, ou encore 376 en Belgique¹. Toutefois, cette densité de population présente de forts contrastes d'un territoire à l'autre : la densité moyenne dans les grands pôles urbains² s'élève à 872 contre seulement 24 habitants par km² dans

les communes hors influence des villes.

Outre leur densité élevée, les territoires très urbains présentent également de fortes spécificités en termes de composition démographique. En 2014, les populations jeunes (18-24 ans), attirées notamment par les infrastructures universitaires et par une offre d'emplois plus abondante et plus diversifiée qu'ailleurs, y sont surreprésentées : elles représentent 9,9 % de la

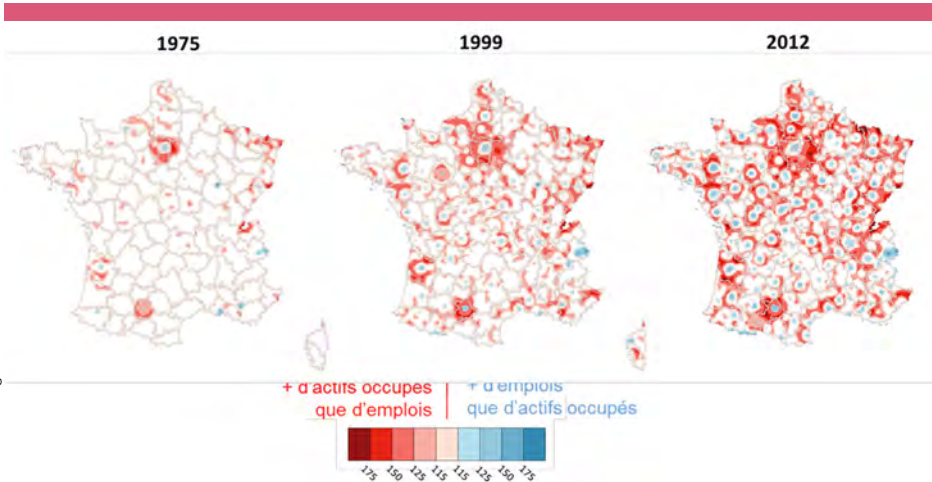
population dans les grands pôles urbains contre 8,12 % à l'échelle nationale. A l'inverse, les personnes plus âgées résident davantage dans les espaces se situant en dehors de l'influence des pôles urbains : les plus de 65 ans y constituent plus du quart de la population, contre 18 % en moyenne en France. Par ailleurs, l'implantation des équipements, notamment ceux qui se raréfient (hôpitaux, théâtres, hypermarchés), et les disparités d'accessibilité aux services – qui conditionnent en partie les choix résidentiels – dépendent très largement du caractère plus ou moins

(3) L'INSEE propose une typologie des communes en fonction de leur degré d'urbanisation. Les communes sont classées selon quatre degrés de densité de leurs zones habitées, et non de leur superficie totale.

(4) f Max Barbier, Gilles Toutin, David Levy « L'accès aux services, une question de densité des territoires », Insee Première n° 1579, janvier 2016.

urbain des espaces. Ainsi les habitants des communes très peu denses³ ont accès en 10 minutes aux principaux services de la vie courante contre seulement 3 minutes pour les communes les plus denses.⁴ De nombreux autres phénomènes, comme les disparités de revenus ou la localisation des emplois, sont également très corrélés à

l'éloignement aux espaces denses des villes. Ainsi en 2013, le niveau de vie médian par unité de consommation était de 20 178 € pour les communes denses mais de 19 050 € pour les communes très peu denses.



Evolution du rapport entre nombre d'emplois et nombre d'actifs occupés dans les communes

L'influence des villes s'étend

Dans les pôles urbains, le nombre d'emplois est toujours supérieur au nombre d'habitants, alors que dans leurs couronnes la population est deux fois plus importante que le nombre d'emplois. Cet impact de la ville sur la répartition de l'emploi a même tendance à s'accroître.

À l'échelle des communes, les décalages spatiaux entre localisation des emplois et localisation résidentielle des actifs occupés se sont en effet amplifiés depuis les années 1970, principalement sous l'effet de la périurbanisation (i.e. le mouvement de desserrement résidentiel des ménages en périphérie des pôles urbains). Depuis, les décalages se sont renforcés dans les

couronnes des principales villes, région parisienne et métropoles de la moitié ouest du pays en tête, avec des communes ne proposant que 100 emplois pour 150 actifs occupés, ceux-ci travaillant dans les pôles urbains. Les déficits locaux les plus importants se situent dans les zones frontalières suisse et luxembourgeoise, avec moins de 100 emplois pour 175 actifs occupés résidents. Hormis le cas spécifique du travail transfrontalier, la dissociation entre la localisation des emplois et celle des actifs est avant tout un phénomène urbain.

Des spécificités locales subsistent

Si le degré de peuplement, le lien à la ville, et la structure économique des territoires permettent de rendre compte de

nombreuses disparités territoriales, ces éléments ne suffisent pas à expliquer toute la diversité des territoires. Certains d'entre eux possèdent en effet des particularités (ou aménités) intrinsèques : les territoires littoraux ou de montagne sont porteurs d'enjeux spécifiques qui les distinguent des espaces aux densités comparables, et qui sont liés à leurs caractéristiques morphologiques ou climatiques. Par exemple, à densité égale, Louviers et Cancale présentent des paysages, des caractéristiques économiques et sociales très différents, qui incitent à adopter des stratégies de développement adaptées. D'autres types de territoires sont porteurs d'enjeux particuliers. Les espaces frontaliers, par exemple, s'inscrivent dans des logiques spécifiques, qui ne sont pas réductibles à leur densité ou à leur spécialisation économique. Par exemple, les revenus y sont significativement supérieurs à ceux des espaces dont la densité de population est comparable, notamment le long de la frontière orientale du pays. Les espaces littoraux, de par leur attractivité et la réglementation dont ils font l'objet, s'écartent également des schémas explicatifs fondés sur la dichotomie urbain/rural

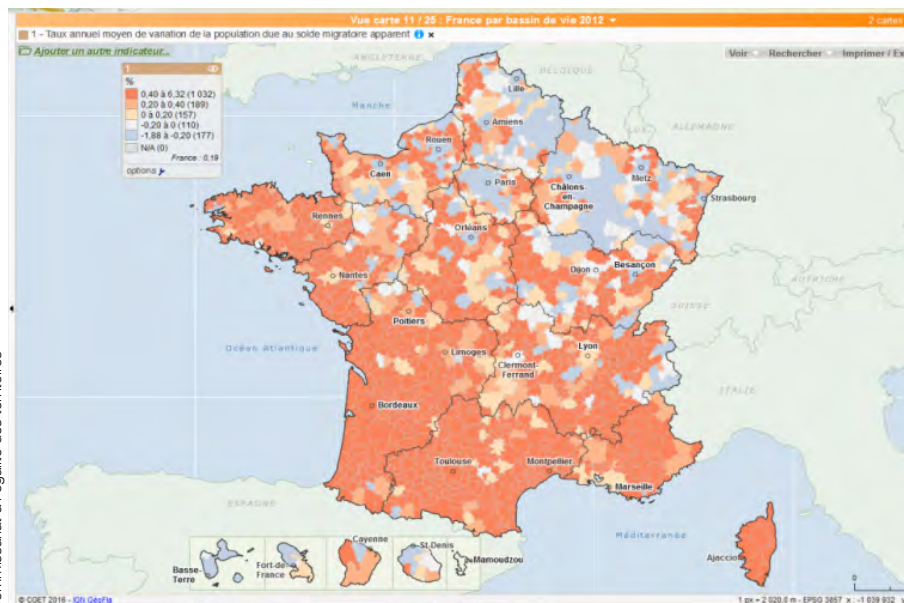
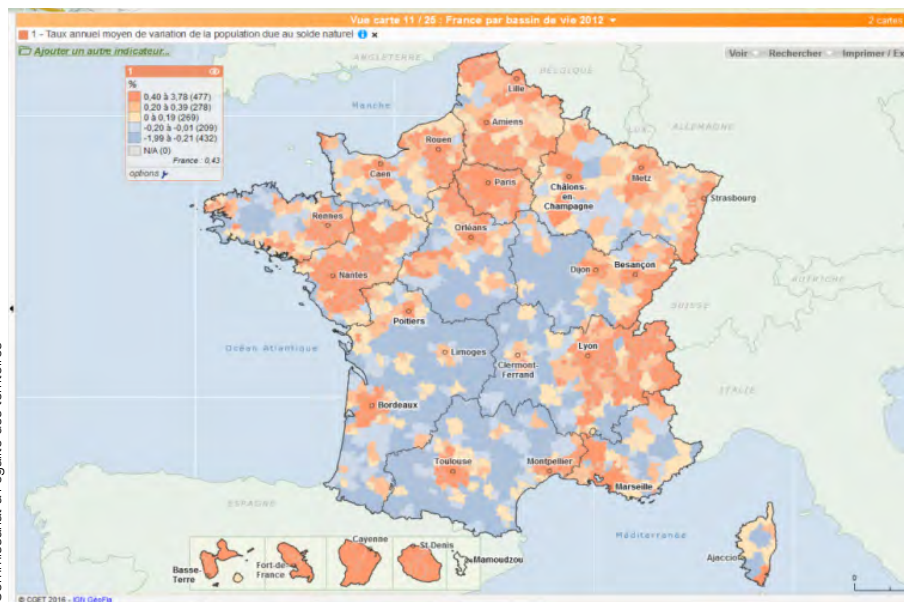
Le tissu productif structure également les espaces

L'économie présentielle, qui a vocation à répondre à la demande adressée par la population présente (résidents, mais aussi travailleurs, touristes...), constitue un socle d'emplois et d'établissements commun à

tous les espaces, qu'ils soient très urbains ou de plus faible densité. Mais les territoires affichent tout de même des spécialisations plus ou moins marquées qui ne reflètent pas uniquement les disparités de peuplement. Les pôles urbains concentrent ainsi les professions très qualifiées : 85 % des emplois de cadres et de professions intellectuelles supérieures se situent dans les grands pôles urbains alors que ceux-ci regroupent « seulement » 70 % de la totalité des emplois en France (toutes catégories sociales confondues). Les spécialisations des territoires moins denses, quant à elles, sont plus diverses : certains sont plutôt orientés vers l'industrie (nord-est français, par exemple), d'autres affichent une spécialisation marquée dans les métiers de l'économie résidentielle et touristique (sud-est). Ces spécificités du tissu productif constituent une autre grille de lecture des disparités entre les territoires : les trajectoires économiques des espaces, mesurées par l'évolution de l'emploi ou des populations, ou encore l'accessibilité aux équipements, sont en effet nettement conditionnées par ces structures.

Les évolutions de population sont aussi macro-régionales

Les évolutions démographiques, analysées par les soldes naturels et migratoires, s'inscrivent dans des tendances de fond qui dépassent l'échelle des villes, mêmes si les plus grandes d'entre elles sont attractives par les possibilités d'emploi qu'elles proposent.



Entre 1999 et 2013, près de la moitié du territoire national a bénéficié simultanément d'un excédent naturel et d'un excédent migratoire. L'inertie des comportements migratoires perdure en faveur des territoires attractifs en termes d'emploi, au premier rang desquels se distinguent les métropoles, plus particulièrement celles de l'ouest, du sud et du sud-est. Ainsi, dans les espaces autour des agglomérations en croissance (Rennes, Nantes, Bordeaux, Toulouse, Montpellier, Marseille et Lyon) ainsi que dans les Alpes du Nord et dans la vallée du Rhône, la dynamique démographique est portée à la fois par un solde naturel et un solde migratoire excédentaires. Ces territoires attractifs et dynamiques sont relativement jeunes.

En revanche, pour un tiers du territoire, la croissance s'explique par le seul excédent migratoire. Dans la plupart des périphéries des grandes agglomérations mentionnées ci-dessus et même dans les espaces les moins denses, la croissance repose en effet très majoritairement, voire exclusivement, sur les apports migratoires. En raison du vieillissement marqué de leur population, les dynamiques naturelles de ces territoires sont atones, voire négatives, et le développement de ces espaces (littoraux notamment) dépend ainsi fortement de l'attractivité qu'ils exercent sur les retraités et les familles. Les mouvements migratoires excédentaires ne parviennent en revanche pas à compenser le déficit naturel dans le centre de la France.

La vallée de la Seine (axe Paris-Rouen) et les espaces denses du Nord de la France (axe Dunkerque-Béthune-Lille-Roubaix-Tourcoing-Valenciennes) sont dans la situation inverse. Leur croissance dépend quasi exclusivement des dynamiques naturelles. Ces espaces, plutôt jeunes, peinent à attirer de nouveaux habitants et à retenir leur population, notamment du fait d'importantes pertes d'emploi.

L'Ile-de-France présente, quant à elle, des particularités. Sa croissance repose exclusivement sur son solde naturel et son solde migratoire négatif notamment vers les franges de l'Ile-de-France

Ces disparités liées à la densité de population, au tissu productif, aux évolutions des populations ne constituent pas nécessairement des inégalités entre territoires : elles reflètent avant tout l'hétérogénéité des individus qui les habitent. Aussi, la diversité des territoires peut être lue comme autant d'offres à destination de populations aux attentes multiples. Pour identifier et mesurer cette diversité, qui s'exprime à différentes échelles, l'Observatoire des territoires propose un site de cartographie interactive présentant plus de cinq cents indicateurs différents à une trentaine de niveaux allant de la commune à la région européenne. Avec cet outil, on peut analyser l'inscription de son territoire dans son environnement ou créer « un portrait de territoire ». L'Observatoire des territoires propose ainsi des analyses mais

aussi des outils qui permettent à chacun de construire une lecture pertinente et sa propre représentation claire d'un territoire.

AUTEUR

Benoît de Lapasse est diplômé de l'Ensa-e-cgsa. Il est responsable du Bureau de l'Observation des territoires au CGET. Ce bureau anime l'Observatoire des territoires chargé d'établir une analyse partagée des disparités, des dynamiques et des interdépendances territoriales.

COHÉSION DES TERRITOIRES

LE
VILLAGE
Coopérer pour innover
by 

Crédit Agricole

UN PROJET COOPÉRATIF QUI CONJUGUE PROXIMITÉ ET ACCESSIBILITÉ

Le crédit agricole porte dans ses réseaux coopératifs une stratégie de proximité géographique. Elle la décline en milieu rural tant dans ses agences qu'au sein de ses points verts et par son réseau de distributeurs automatiques. L'aménagement de ses agences en lieux de travail et de rencontre, dotés de moyens d'accès aux réseaux, montre la coexistence des notions de proximité et d'accessibilité en matière d'attraction commerciale. La mise en ligne d'applications intuitives, accessibles par des PC et des smartphones permet aux clients de disposer de produits et de services qu'ils ne viennent plus chercher aux guichets. Les structures de rencontre entre les clients et les personnels du crédit agricole concourent à l'instauration d'une proximité de décision, de conseil et d'expertise. Elle s'étend de manière spécifique aux créateurs d'entreprises et aux porteurs de projets. Enfin, cette dimension de proximité territoriale est complétée par un effort solidaire pour épauler des actions éducatives, artistiques et sportives.

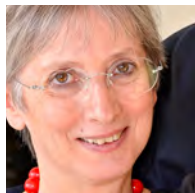
Une banque

100 % humaine 100 % digitale

Par Béatrice CUSSAC DE VERTEUIL

C

Créé dans le monde rural par des hommes et pour des hommes, le Crédit Agricole a fait de la proximité une de ses valeurs phares, avec celles de responsabilité et de solidarité. Cette constante s'incarne différemment selon les époques : aujourd'hui, elle inspire le concept de banque multicanale de proximité que les Caisses régionales de Crédit Agricole mettent en œuvre. C'est le sens de leur nouveau slogan : « Toute une banque pour vous ».



BÉATRICE CUSSAC DE VERTEUIL

**Crédit agricole -
Responsable du
département Publica-
tions et Multimédia.**

La proximité, valeur d'origine – on pourrait dire ancestrale – du Crédit Agricole ? Pour sûr, car dans le débat qui oppose Jean Jaurès à Jules Méline, ce 27 septembre 1894, c'est la conviction de Jules Méline qui l'emporte. « Pour

asseoir le crédit agricole sur une base solide, il est indispensable de l'organiser par le bas et non d'en haut ». En bas, « c'est-à-dire dans chaque canton, sinon dans chaque commune », de sorte que l'agriculteur puisse dire : « Cette banque est la mienne ». Proximité géographique, humaine, économique... tout est dit, dès la création.

A l'heure où beaucoup d'agences bancaires ferment, le Crédit Agricole continue de miser sur la proximité géographique.

Les quelques 7 000 agences portant son enseigne en font le plus gros réseau d'agences bancaires ⁽¹⁾. Si ce chiffre reste à peu près stable, il évolue dans sa répartition au profit des zones urbaines et péri-urbaines dont l'influence n'a cessé de s'étendre tandis que les communes situées à

(1) 1 900 sont aux couleurs de LCL, qui est aussi une banque du groupe. La Banque Postale fait état, sur son site, d'environ 8 000 « points de contact » et 9 000 bureaux de poste.

(2) (2) <http://www.revue-banque.fr/banque-detail-assurance/article/quel-avenir-pour-les-reseaux-bancaires>.



Le « Village » : un hub de proximité pour mettre en synergie les potentiels locaux.

plus de 50 km d'un pôle urbain dynamique ont vu leur population stagner ou régresser ⁽²⁾.

Mieux implantées en ville, les Caisses régionales de Crédit Agricole ne délaissent pas le milieu rural. En plus de leurs agences, elles y maintiennent une présence à travers plus de 6 000 Points verts implantés chez des commerçants dans une logique de partenariat : les clients peuvent y retirer de l'argent, y déposer des chèques.... ce qui contribue à la fréquentation du commerce. 12 000 distributeurs automatiques sont autant de points de contact, sans compter le fameux camion-banque : il reprend du service dans certaines régions, en version high-tech, pour desservir les populations les plus isolées.

L'accessibilité par le digital

Les agences, elles aussi, expérimentent de nouvelles formes pour rester en phase avec les besoins de leur territoire : wi-fi gratuit, mise à disposition de salles pour des clients qui veulent organiser une réunion, de bureaux pour les adeptes de *co-working*... Toutes se modernisent afin de concrétiser l'ambition du Crédit Agricole : être 100 % humain, 100 % digital. L'accessibilité est une nouvelle notion qui détrône petit à petit celle de proximité géographique. Si moins de 20 % des Français se rendent aujourd'hui plus d'une fois par mois à leur banque contre 50 %

(3) <https://www.insee.fr/fr/statistiques/1280958>.

en 2010 ⁽³⁾, plus d'un quart n'y vont plus parce qu'ils y accèdent autrement *via* leur ordinateur, leur

tablette et/ou leur téléphone. Quoi de plus proche de soi que... sa poche ? C'est pourquoi le Crédit Agricole investit dans le digital. Son appli Ma banque, par exemple, est la 1^{re} application bancaire téléchargée sur smartphone.

La coopérative, une société de personnes

100 % digital, 100 % humain : il ne s'agit pas de choisir. La proximité est humaine. Sur ce sujet également se conjuguent tradition et modernité. Si l'agriculteur, dès l'origine, a pu dire « *Cette banque est la mienne* », c'est toujours le cas de plus de 9 millions de sociétaires : ils détiennent le capital des 2 471 Caisses locales qui constituent la base des 39 Caisses régionales coopératives de Crédit Agricole. Une coopérative, c'est, selon la loi de 1947, « *une société constituée par plusieurs personnes volontairement réunies....* » Elle se caractérise notamment par sa gouvernance démocratique au terme de laquelle les sociétaires, chacun disposant d'une voix à l'assemblée générale, élisent leurs représentants : 31 000 administrateurs bénévoles. Ce « *deuxième réseau* », comme on l'appelle parfois, est un véritable trait d'union entre le territoire, les clients et la banque. Internet est là encore un outil précieux : extranets élus pour échanger entre eux, sites sociétaires et utilisation pour montrer la Caisse régionale dans sa dimension mutualiste, etc.

UNE BANQUE UNIVERSELLE DE PROXIMITÉ

Si les Caisses régionales de Crédit Agricole peuvent être de véritables banques universelles sur leur territoire, c'est qu'elles sont le socle coopératif d'un groupe qui réunit tous les métiers nécessaires à leur activité. Elles s'appuient sur les produits, services et compétences d'Amundi en matière de gestion de l'épargne, de Pacifica et Predica pour l'assurance, de Crédit Agricole Immobilier, CA Paiements et Crédit Agricole Leasing & Factoring dans les domaines éponymes, de CA Consumer Finance pour le crédit à la consommation, de CA CIB pour la clientèle de grandes entreprises.... La mise en œuvre de synergies au sein du groupe est la concrétisation de la façon dont le groupe Crédit Agricole se définit : une banque universelle de proximité

De visio-conférence en cocréation

Aux 31 000 élus, il faut bien sûr ajouter les collaborateurs des Caisses régionales qui sont à leur contact au quotidien. Une grande majorité d'entre eux exercent leurs compétences en agence, la structure décentralisée du groupe induisant une proximité de décision qui se conjugue avec celle des compétences. Dès lors que des conseils plus pointus sont nécessaires, la visio-conférence abolit les distances, permettant d'accéder aux différentes expertises du groupe en matière bancaire, d'assurance, d'immobilier, etc. (voir encadré).

Dans les échanges entre banque et clients, le digital a toute sa place. C'est le cas en particulier lorsqu'il s'agit d'imaginer de nouveaux produits ou services, ou de faire

évoluer ceux existant. Si le Crédit Agricole Store a montré la voie dans le domaine des applis (voir encadré), les Caisses régionales peuvent aussi utiliser la plate-forme <https://www.ca-lab.fr> pour recueillir les idées de leurs sociétaires et clients, et de n'importe quel citoyen.

Une monnaie solidaire dématérialisée

La proximité du Crédit Agricole avec tous les acteurs économiques est évidente,

(4) Le pacte coopératif des Caisses régionales, consultable sur www.creditagricole.info, explicite l'ensemble de leurs actions.

les chiffres en témoignent

(4) : première banque des agriculteurs, des ménages, des entreprises, des professionnels. Il

accompagne notamment

ces derniers dans leur transition vers le e-commerce et/ou la vente de proximité via des applications et des sites valorisant les acteurs locaux. Parce que les associations contribuent à la vitalité des territoires, les Caisses régionales leur octroient près de 40 millions d'euros, privilégiant les projets tournés vers la culture, l'éducation, le sport, la solidarité et l'insertion.

Ces projets trouvent un large écho dans le cadre des sites sociétaires, de trophées et/ou en étant présentés lors des assemblées générales de Caisses locales. Les sociétaires peuvent y contribuer en décernant leur coup de cœur via Internet ou en choisissant l'association qui bénéficiera de leurs Tookets – une monnaie solidaire dématérialisée liée à la détention d'un livret d'épargne sociétaire. Au plan national, le groupe dispose en outre de

deux fondations d'utilité publique. L'une contribue à la restauration ou à la valorisation du patrimoine. L'autre soutient des projets développés dans les domaines de l'insertion, du logement, de la santé et du « *bien vieillir* », le cas échéant avec des partenaires d'envergure nationale comme la Fondation Simphon : cette dernière promeut un numérique inclusif au service des personnes et des territoires les plus défavorisés ou isolés.

Rendez-vous sur la place du Village

Parce que le destin de son territoire est lié au sien, le Crédit Agricole s'investit tout particulièrement auprès des créateurs d'entreprise au côté de réseaux d'accompagnement (France active, Initiative France...) et de plates-formes digitales de financement participatif comme Miimosa ou Babyloan. Il organise des Cafés de la création : lors de ces rendez-vous, les porteurs de projet peuvent rencontrer, dans un café, différents acteurs susceptibles de les épauler – chambres de commerce ou des métiers, comptables, avocats... et, bien sûr, banquiers.

Une autre initiative commence à être bien connue : les Villages by CA. Plus que de simples incubateurs, il s'agit d'écosystèmes réunissant grands groupes et entreprises de taille intermédiaire autour de start-up afin de les accompagner dans leurs projets appelés à créer du développement économique. 19 sont d'ores et déjà ouverts et 7 sont en projet, sans compter

des extensions aux États-Unis, en Asie... Créés par des Caisses régionales, ils épousent les spécificités de leur territoire, dédiés à la mer ici, à l'agriculture là, à la finance ailleurs. S'ils ont le nom de « Village », ce n'est pas par hasard : chacun à sa place centrale, son maire... Au fait, ça ne vous rappelle rien ? *« Il est indispensable de l'organiser par le bas et non d'en haut »*... De sorte que le créateur de start-up et ses partenaires puissent dire : *« Ce village de l'innovation est le mien »*.

AUTEUR

Après un DEA d'économie et un diplôme de Sciences Po, Béatrice Cussac de Verteuil intègre le Crédit Agricole d'Île-de-France en tant que chargée de clientèle grandes entreprises. Dix ans plus tard, elle rejoint le service Communication de la Fédération nationale du Crédit Agricole, lieu d'échange et de concertation des Caisses régionales sur les grandes orientations du groupe. Elle y est responsable du département Publications et Multimédia. A ce titre, elle est notamment directrice de la rédaction de www.creditagricole.info, site centré sur la vie des Caisses régionales sur leur territoire.



RTE

UNE PROXIMITÉ TERRITORIALE BASÉE SUR L'EXPERTISE ET UNE CULTURE DU PARTENARIAT

RTE, le réseau de transport d'électricité, dessert l'ensemble du territoire. Il doit établir malgré des caractéristiques locales différentes un équilibre de sa production. Pour y parvenir, il faut instaurer une solidarité permanente entre les territoires. RTE est aussi un réseau d'expertise qui concourt à la conduite des projets des collectivités territoriales, notamment dans le cadre de la transition énergétique. Au niveau des riverains des réseaux électriques, une politique de prévention et d'enseignement des gestes de prévention s'inscrit dans une démarche pédagogique. Cette proximité territoriale s'exprime également par des soutiens à des investissements et des initiatives d'intérêt général conjuguant une efficacité économique, une utilité sociale et la lutte contre l'exclusion, surtout en milieu rural.

RTE, un partenaire des territoires

Par Henri-Louis EECKMAN

R

RTE, le Réseau de Transport d'Électricité, a pour mission de desservir sans distinction l'ensemble du territoire et faire en sorte que toutes les régions soient parfaitement sécurisées pour leur approvisionnement en électricité. Pour y parvenir, il faut une vraie solidarité entre les territoires dont les caractéristiques en termes de production et de consommation varient énormément pour trouver de manière permanente l'équilibre du système électrique. Pour cela, RTE

construit des partenariats avec les collectivités et les agents territoriaux afin de conduire des projets viables, de faciliter les prises de décision, de promouvoir des projets innovants et respectueux de l'environnement tout en

formant les acteurs qui travaillent dans ce domaine énergétique.

Elus, collectivités, associations françaises et européennes, start-up, universités, riverains... les activités de RTE impliquent des parties prenantes avec lesquelles l'entreprise travaille au quotidien.

RTE, c'est 105 000 km de lignes qui traversent le territoire métropolitain. Il n'est pas propriétaire des terres que le réseau traverse, il travaille donc en collaboration étroite avec l'ensemble des acteurs du territoire.

Co-construire en fonction des projets des territoires

Acteur ancré dans les territoires, RTE est en contact régulier avec les différentes collectivités territoriales, les services de l'Etat en région ou encore les acteurs économiques. La connaissance d'un territoire, de ses besoins et de ses attentes est une condition de réussite dans la réalisation



**HENRI-LOUIS
EECKMAN**

RTE - Réseau de transport d'électricité - Liaisons aériennes et souterraines

des travaux. C'est pourquoi il tisse des liens de proximité avec ces différents interlocuteurs.

Par exemple, dans le cadre du projet du Grand Paris, RTE travaille en bonne intelligence avec les pouvoirs publics et les parties prenantes. Il anticipe les impacts des projets de construction du Grand Paris Express (GPE), de nouvelles lignes de tramway et des aménagements autour des futures gares en collaborant avec les maîtres d'ouvrage concernés. Cela conduit à enfouir, déplacer, rehausser certains tronçons de lignes pour les rendre compatibles avec les projets du Grand Paris.

En Île-de-France, la forte pression sur le foncier augmente les demandes de mises en souterrain des ouvrages. Plusieurs projets sont en cours d'étude : Antony et Clamart/Plessis-Robinson, Orly/Choisy-le-Roi, Chevilly-Larue-Rungis et à proximité du projet d'implantation du Village Olympique de Saint-Denis.

Des données pour les prises de décision territoriales

Pour accompagner les régions dans leur politique de transition énergétique, RTE a développé une application sur téléphone mobile « Eco2mix » qui donne accès en temps réel aux données électriques. Ainsi, est fournie, à l'échelon de la région administrative du système électrique, une vision globale des données de production, de consommation et des échanges en France. Ces éléments de diagnostic sont indispensables aux acteurs territoriaux pour prévoir

et anticiper leur politique énergétique, améliorer l'efficacité énergétique et développer la production renouvelable locale.

En apportant une vision globale et les informations pertinentes à l'échelle des régions, RTE a la volonté de soutenir et démultiplier les dynamiques engagées par les collectivités, pour constituer le nouveau service public de l'électricité en France à l'heure de la transition énergétique.

Au quotidien, RTE est également partenaire des Chambres de Commerce et de l'Industrie et organise des initiatives pour développer l'emploi local. En 2016, près de 72 445 emplois ont été soutenus et 6 775 millions d'euros de PIB ont été générés par RTE sur le territoire français (source : Etude d'impact de RTE sur le territoire 2016).

Préserver l'environnement et prévenir les risques électriques

Afin de respecter l'environnement, RTE a déployé de nombreuses initiatives et partenariats avec des associations environnementales afin de faire de son réseau, un corridor écologique. RTE a, par exemple, signé des conventions de partenariat avec la Ligue pour la Protection des Oiseaux (LPO) ou la Fédération Nature Environnement. Les collaborateurs RTE participent également à des stages « biodiversité » organisés par les Parcs Naturels régionaux. Il a été également mis en place une politique de sécurité des tiers car certains gestes réalisés à proximité des réseaux électriques peuvent s'avérer dangereux. En

(1) Enedis, anciennement ERDF (pour Électricité Réseau Distribution France), est une société anonyme chargée de la gestion et de l'aménagement de 95 % du réseau de distribution d'électricité en France. Elle ne doit pas être confondue avec RTE qui est le gestionnaire du réseau de transport d'électricité en haute tension supérieure à 50 kV (HTB).

association avec Enedis¹, une démarche pédagogique est mise en place auprès des riverains des réseaux électriques. Des campagnes de sensibilisation « Electricité Prudence » sont ainsi organisées à destination d'agriculteurs, de sportifs de plein air, de professionnels du BTP... RTE travaille également avec les pompiers et les gendarmes qui peuvent

être amenés à intervenir près de lignes. Des exercices de prévention sont régulièrement organisés sur les postes pour développer et maintenir des méthodes préventives destinées à assurer la protection des acteurs de la sécurité civile et à optimiser leurs interventions en toutes circonstances.

Soutien des initiatives innovantes sur les territoires ruraux

Depuis 2008, RTE cofinance, à travers sa Fondation, des investissements d'initiatives d'intérêt général conjuguant efficacité économique, impacts environnementaux, utilité sociale et lutte contre l'exclusion, surtout en milieu rural. Jusqu'en 2017, RTE a pu investir 7,2 millions d'euros dans 379 projets sur 85 départements.

« La connaissance du territoire est un enjeu majeur pour RTE, pour réussir à exploiter, entretenir et développer le réseau de transport d'électricité en France. C'est par l'écoute et la compréhension des parties

AUTEUR

Henri-Louis Eeckman est ingénieur diplômé de l'Ecole Nationale Supérieure d'Arts et Métiers. De 1997 à 1998, pendant son service national, il est coopérant en entreprise pour GEC ALSTOM – Taiwan. Il entre ensuite à la SNCF où il travaille à l'encadrement des conducteurs de train. Il est embauché par RTE en 1999. Jusqu'en 2004, il officie en tant qu'adjoint au chef de division « Travaux héliportés » (Salon-de-Provence). De 2004 à 2009, il est chef de projet et œuvre sur l'ingénierie des ouvrages électriques de RTE (Postes électriques, liaisons aériennes et souterraines) à Lille. De 2009-2016, il exerce dans le domaine de l'ingénierie des liaisons électriques aériennes (Toulouse) et depuis 2016, il déploie ses compétences sur les liaisons électriques aériennes et souterraines à Nanterre.

prenantes que nous pourrions valoriser nos infrastructures, faire accepter nos travaux, adapter nos projets aux développements locaux. »

Centre de recherche de l'école des officiers de la gendarmerie nationale



 **REVUE**
de la gendarmerie nationale



 **CEOSG**

DIRECTEUR DE LA PUBLICATION

Général de division **Philippe Guimbert**

RÉDACTION

Directeur de la rédaction :
Général d'armée (2S) **Marc Watin-Augouard**,
directeur du centre de recherche de l'EONG

RÉDACTEUR EN CHEF

Colonel (ER) **Philippe Durand**

MAQUETTISTE PAO

Major **Carl GILLOT**

COMITÉ DE RÉDACTION

- Général de corps d'armée **Christian Rodriguez**,
major général de la Gendarmerie nationale
- Général de corps d'armée **Simon-Pierre BARADEL**,
Commandant des écoles de la Gendarmerie nationale
 - Général de division **Philippe GUIMBERT**,
Conseiller communication du directeur général
de la Gendarmerie nationale - chef du Sirpa-gendarmerie
 - Colonel **Stéphane DESCORSIERS**,
Directeur-adjoint au centre de recherche de l'EONG

COMITÉ DE LECTURE

- Général d'armée **David GALTIER**,
Inspecteur général des armées – gendarmerie
- Général de corps d'armée **Christian RODRIGUEZ**,
Major général de la Gendarmerie nationale
- Général de corps d'armée **Simon-Pierre BARADEL**,
Commandant des écoles de la Gendarmerie nationale
 - Général de corps d'armée **François GIERÉ**,
Directeur des opérations et de l'emploi
 - Général de division **Philippe GUIMBERT**,
Conseiller communication du directeur général
de la Gendarmerie nationale - chef du Sirpa-gendarmerie
 - Lieutenant-colonel **Édouard EBEL**,
département gendarmerie au sein
du service historique de la Défense
 - Colonel **Laurent VIDAL**,
délégué au patrimoine

DÉPOT LÉGAL

Raison sociale de l'éditeur :
CREONG, avenue du 13^e Dragons,
77010 Melun cedex
Général (2S) Watin-Augouard
Imprimerie : SDG - 11 rue Paul Claudel
87000 Limoges
Avril 2017
ISSN 1243-5619



Hyperconnexion et résilience

La gendarmerie nationale co-organise le Forum international de cybersécurité de Lille des 23 et 24 janvier 2018. La revue de la gendarmerie nationale N° 260 suit le thème de cet événement consacré à l'hyperconnexion et à la résilience. L'hyperconnexion est caractérisée par la connexion permanente des individus et des machines. Elle bouleverse les modes de fonctionnement et d'organisation de nos sociétés. Cela nécessite d'adapter nos comportements, nos pratiques, nos technologies de sécurité mais aussi les corpus législatifs et réglementaires à ces évolutions pour donner une résilience aux systèmes qui supportent ces échanges mondialisés.